

Université de Montréal

L'accaparement du contrôle dans les propriétés collectives colombiennes

Le cas de Wacoyo

Par

Elizabeth Neisa Rodríguez

Département de Géographie, Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de

Maîtrise ès sciences en Géographie

Mai 2020

© Elizabeth Neisa Rodríguez, 2020

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé

L'accaparement du contrôle dans les propriétés collectives colombiennes

Le cas de Wacoyo

Présenté par

Elizabeth Neisa Rodriguez

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Julie Talbot

Président-rapporteur

Sébastien Rioux

Directeur de recherche

Leila Celis

Membre du jury

Résumé

Contrairement à l'hypothèse de David Harvey (1973) qui considère que le principe de redistribution prend progressivement la place de la réciprocité pour finalement donner lieu à l'économie du marché, nous croyons que c'est de l'intérêt de l'économie dominante de maintenir vivante l'économie morale subordonnée afin de faciliter l'accaparement du contrôle résiduaire des *resguardos* et ainsi garantir l'expansion du capital dans les territoires autochtones. Si le patronage est la forme d'organisation sociopolitique nécessaire à l'intégration des populations autochtones au marché, ce sont les économies morales précapitalistes qui contribuent à l'expansion du système capitaliste. Ainsi, l'économie morale autochtone devient un instrument de domination qui opère contre cette même population autochtone. Son opération demeure invisible si nous continuons à évaluer les droits autochtones dans le cadre d'un droit non-autochtone, et si nous analysons le problème dans le cadre des langages scientifiques difficilement fondés sur la pensée des populations concernées. Notre recherche aborde la question de l'accaparement du contrôle du point de vue normatif, en examinant les enjeux qui entourent l'entente qui a permis au secteur privé d'exploiter les terres de Wacoyo, une propriété collective localisée au sein de la dernière frontière agricole colombienne.

Mots-clés : accaparement du contrôle, contrôle résiduel, économie morale, Wacoyo.

Abstract

Contrary to David Harvey's hypothesis (1973), who considers that the principle of redistribution gradually replaces reciprocity before leading to the market economy, we believe that it is in the interest of the dominant economy to keep alive the underlying moral economy in order to facilitate the residual control grabbing of the *resguardos*, and thus to guarantee the expansion of the capital in the indigenous territories. If patronage is the form of socio-political organization necessary for the integration of indigenous populations into the market, it is the pre-capitalist moral economies which contribute to the expansion of the capitalist system. Thus, the indigenous moral economy becomes an instrument of domination which operates against this same indigenous population. Its operation remains invisible if we continue to assess indigenous rights in the context of non-indigenous law, and if we analyse the problem in the context of scientific languages hardly based on the thinking of the populations concerned. Our research tackles the question of the control grabbing from a normative point of view, by examining the issues surrounding the agreement that allowed the private sector to exploit a land of Wacoyo, a collective property located within the last Colombian agricultural frontier.

Keywords : control grabbing, residual control, moral economy, Wacoyo.

Table des matières

Résumé	3
Abstract	5
Table des matières	7
Liste des sigles et abréviations	9
Remerciements	13
Introduction	15
Contexte régional et local de l'accaparement de terres	24
Méthodologie	28
Chapitre 1 — L'accaparement du contrôle à Wacoyo	36
L'accaparement de terres contemporain	37
Le <i>resguardo</i>	44
Le régime de propriété collective.....	53
Chapitre 2 - Géographie morale d'une économie en transition	58
Antécédents de l'économie morale	59
Transition économique à Wacoyo.....	68
Comment lier économie et géographie dans l'analyse de la réalité autochtone?.....	71
Chapitre 3 - La savane devient un luxe	78
Le patron de comportement de l'entreprise.....	79
Exploration des évaluations et des jugements.....	88
La savane devient un luxe.	94
Conclusions	99
Références bibliographiques	103
Annexes.....	117

Liste des sigles et abréviations

CIAT : Centro Internacional de Agricultura Tropical

CP : Constitution Politique de la Colombie de 1991

DANE : Departamento Administrativo Nacional de Estadística

DNP: Departamento Nacional de Planificación

ELN: Ejercito de Liberación Nacional

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations

FARC-EP : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo

GAO : General Accounting Office du Congrès des États-Unis

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONU : Organisation des Nations Unies

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

Minagricultura : Ministerio de agricultura y desarrollo rural

Papá

Remerciements

Je voudrais tout d'abord témoigner toute ma reconnaissance au directeur de ce mémoire, Sébastien Rioux, pour sa patience, sa disponibilité et ses encouragements. Merci également de m'avoir accueillie au sein de la Chaire de recherche du Canada en économie politique de l'alimentation et du bien-être, en m'offrant tous les moyens intellectuels et matériels dont j'ai eu besoin pour arriver à la fin de ce processus exigeant, mais tellement enrichissant.

Deseo expresar todo mi agradecimiento a la comunidad del resguardo de Wacoyo por haberme permitido hacer parte de su mundo durante mi trabajo de campo. Agradezco especialmente a la familia que me acogió en su hogar.

Je dois aussi adresser mes remerciements et manifester toute ma reconnaissance à Laura Calle Alzate pour son temps, sa confiance et son soutien inestimable.

Introduction

« Cette politique de la terre brûlée a abouti à un véritable génocide social, un cataclysme inouï fait de famine, de maladies et de vies humaines sacrifiées. »

Mémoire d'un saccage (2015)¹

La crise alimentaire de 2007-2008 est un épisode inouï dans l'histoire de l'humanité. Dans un contexte où la production céréalière planétaire se trouve en pleine apogée, suffisamment large pour combler les besoins alimentaires de la population mondiale affamée, subir une crise alimentaire qui affecte principalement les pays producteurs dévoile d'une manière flagrante les inégalités introduites par le système économique dominant, causant une augmentation de 75 millions de personnes souffrant chroniquement de la faim en 2007, venant s'ajouter aux 848 millions qui se trouvaient dans la même situation en 2005 (FAO, 2008, p.6). L'analyse de cette crise et des facteurs qui ont mené à la montée en flèche du prix des céréales échangées sur le marché international est importante pour plusieurs raisons. En premier lieu, elle souligne l'ampleur des conséquences négatives issues des inégalités d'accès à la terre et à son produit. En deuxième lieu, la crise démontre comment les effets de ce marché peuvent s'amplifier face au contexte de crises multiples² (alimentaire, énergétique et financière) causé par la pénurie simultanée de ressources clés provenant de secteurs productifs interdépendants. En troisième lieu, elle vient à l'appui d'un récit qui légitime la création de nouvelles frontières agraires. Parallèlement, la crise alimentaire de 2007-2008 provoque un intérêt dans le monde académique pour les dynamiques d'accaparement des terres qui accompagnent l'ouverture des dites frontières. Une lecture critique de la crise de 2007-2008 permet donc d'analyser ses causes et ses conséquences afin de faciliter la compréhension du contexte dans lequel émerge la notion d'accaparement de terres.

La montée des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 s'explique par la conjugaison de causes structurelles et conjoncturelles. Christophe Golay (2010) considère comme structurelles les causes qui sont en cours depuis 2002, c'est-à-dire l'augmentation de la demande de produits carnés, l'augmentation de la production des agrocarburants et la réduction de la production alimentaire

¹ Synopsis du documentaire argentin de Fernando Solanas.

² McMichael et Sassen incluent la crise climatique dans ce contexte (McMichael, 2012; Sassen, 2010).

due aux catastrophes climatiques. En ce qui a trait aux causes conjoncturelles, celles qui sont apparues entre les mois de mars 2007 et mars 2008 se réfèrent principalement à l'augmentation du prix du pétrole et à la spéculation sur les prix des denrées alimentaires. De son côté, Sylvie Brunel distingue les problèmes structurels des épisodes conjoncturels qui sont liés à « de mauvaises récoltes dans les grands pays producteurs et exportateurs de l'hémisphère nord » (2008, p. 22). Ces analyses sur les facteurs ponctuels qui sont intervenus dans l'augmentation du prix des denrées alimentaires offrent un aperçu du comportement du marché à l'époque. Cependant, elles s'avèrent limitées au moment d'expliquer les sources structurelles de la crise.

En effet, les mauvaises récoltes des grands pays producteurs du Nord compromettent jusqu'à 12 % des céréales échangées sur le marché international. L'augmentation des coûts de production est également liée à la montée du prix du pétrole entre avril et juillet 2008, responsable d'une augmentation de 25 % sur le prix des denrées par rapport à 2002. De plus, on estime que la spéculation a fait gonfler les prix de 30 % durant cette période. En dépit de l'importance de ces divers facteurs sur la montée des prix, c'est surtout la substitution des cultures vivrières au profit de la production d'agrocarburants et de l'élevage qui est en cause, ces pratiques détournant une part substantielle de la production agricole.

Comme le souligne Utsa Patnaik (2009), la production céréalière destinée à la consommation directe est de plus en plus détournée vers l'industrie énergétique, l'alimentation du bétail et la culture de nourriture ou de fibres « exotiques » à l'instar du cacao, de la canne à sucre, du coton ou des produits dérivés de la floriculture, qui poussent seulement sur les sols tropicaux³. Les détournements vers la production d'agrocarburants et de produits carnés s'avèrent les plus problématiques. D'un côté, l'obtention d'agrocarburants cause une augmentation du prix des céréales de 70 % à 75 % (Golay, 2010, p. 236). Celle-ci est favorisée par les politiques agraires des États-Unis et de l'Union européenne qui transforment une partie de leur production agricole en carburant afin de réduire leur dépendance énergétique au Moyen-Orient (Borras et al., 2010, p. 576). D'un autre côté, l'élevage de bétail détourne 57 % de la production céréalière mondiale (orge, seigle, millet, avoine et maïs) vers la transformation de produits carnés principalement consommés dans les pays du Nord (Schneider, 2014, p. 615). De surcroît, l'émergence de

³ « Grain is consumed in two forms – first, direct grain consumption ... and second, indirect grain consumption as animal products embodying definite quantities of feed grain... » (Patnaik, 2009, p. 64).

nouvelles classes moyennes en Asie fait également augmenter la demande de produits carnés à l'échelle planétaire. Cette tendance s'est accentuée avec la crise boursière de 2007-2008, ce qui a eu pour effet de rendre l'acquisition de grandes surfaces de terres intéressante.

La substitution des cultures vivrières n'est pas seulement importante du point de vue de la montée des prix lors de la crise alimentaire de 2007-2008. Elle vient également aggraver le problème de distribution et d'accès inégal aux aliments, responsable de l'augmentation des victimes de faim chronique. Amartya Sen, dans son ouvrage *On economic inequality*, souligne en effet que l'accès à l'alimentation n'est pas lié à la disponibilité des aliments, mais plutôt le fruit d'inégalités dans les mécanismes de distribution (1973/1991). Les causes principales de la sous-alimentation sont l'exclusion politique et économique, l'injustice sociale et la discrimination (Golay, 2010, p. 232). La sous-alimentation se trouve donc liée aux structures sociales (historiques, politiques, économiques, culturelles ou même écologiques) qui accordent un droit d'accès différent à certains groupes de la population (Golay, 2010, p. 232). En ce sens, même pendant la crise de 2007-2008, la production globale des aliments demeure suffisante pour nourrir la population de la planète. Ce sont plutôt les mécanismes de distribution du marché qui détournent la production céréalière vers les pays riches, au détriment de la santé des populations qui travaillent la terre. Patnaik (2009) dénonce également comment les surplus céréaliers, historiquement réservés pour les périodes de famine, sont aujourd'hui exportés, laissant les populations les plus vulnérables en état de dépendance continue envers les aliments provenant de l'étranger.

Face à cette réduction de l'accès aux aliments, les populations de 37 pays en voie de développement manifestent durant la crise de 2007-2008 leur mécontentement dans ce que les médias qualifient d'« émeutes de la faim » (Holt Gimenez et Shattuck, 2011, p. 111). Véritables mouvements sociaux et politiques, ces manifestations de colère mettent en lumière les problèmes liés à l'augmentation du coût de la vie. Un dénominateur commun dans les pays impliqués est le contexte de pauvreté urbaine dans lequel les manifestations se tiennent (Bricas et Daviron, 2008; Brunel, 2008; Golay, 2010; Janin, 2009). Or, comme le note Pierre Janin, les politiques qui favorisent l'importation des denrées alimentaires ont fragilisé les marchés nationaux. Ainsi, la source du problème ne réside donc pas dans le manque de nourriture sur les marchés urbains, mais bien de la vulnérabilité desdits marchés (Janin, 2009, p. 253-256). Ainsi, le coût des importations alimentaires dans les pays qui en dépendent pour au moins 40 % de leurs besoins en nourriture a

augmenté de 56 % entre 2007 et 2008 (FAO, 2008b), déclenchant la révolte contre l'augmentation du coût de la vie dans les populations urbaines. Ces révoltes, fortement médiatisées, « ont fait craindre à certains responsables politiques une déstabilisation plus générale ». (Bricas et Daviron, 2008, p. 33-35).

Suite aux émeutes de la faim, certains auteurs soutiennent que les principales victimes de la crise de 2007-2008 sont les populations urbaines dont le revenu se situe en dessous du seuil de pauvreté (Dufumier et Hugon, 2008, p. 927-928). Cependant, la tendance historique montre que les populations rurales demeurent les plus vulnérables à la faim⁴. Dans ce sens, la plupart des auteurs soutiennent que la « véritable faim » est précisément celle qui « dure depuis des décennies, est majoritairement rurale et souvent silencieuse, mal relayée politiquement, syndicalement et même parfois médiatiquement sur la scène nationale s'il n'y a pas de relais à l'échelle internationale » (Bricas et Daviron, 2008, p. 33). Bref, les populations les plus vulnérables ne sont pas représentées par les mouvements participant aux émeutes de la faim, mais la pression exercée par les populations urbaines, attire l'attention des institutions internationales, qui à leur tour, vont utiliser les émeutes pour véhiculer un discours qui va dominer la production agricole globale.

À l'issue des émeutes de la faim, la FAO organise en février 2008 la conférence sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis des bioénergies et du changement climatique. La conférence officialise ainsi la crise tout en promulguant sa solution : augmenter la production agricole mondiale (FAO, 2008a, p. 9). Le rapport nous permet d'apprécier comment le discours officiel des agences internationales à partir de ce moment tente d'amalgamer le discours sur la faim à celui sur la production énergétique :

the significant potential of bioenergy to contribute to rural development, in particular in developing countries, both as a source of economic growth and as a provider of energy services. However, it was also stressed that bioenergy growth should be managed carefully. It was generally agreed that food security should be put before energy policy goals, and that measures should be taken to avoid competition between food and energy (FAO, 2008b, p. 32).

⁴ Quelques années avant la crise alimentaire de 2007-2008, les Nations Unies estimaient que parmi les victimes de la faim, 80 % étaient d'origine rurale (50 % appartenaient aux petites exploitations agricoles; 20 % provenaient des familles rurales sans terre; et 10 % étaient des pasteurs nomades, pêcheurs ou des personnes dépendantes de la forêt). L'autre 20 % des personnes sous-alimentées était issu de la pauvreté urbaine (Golay, 2010, p. 232).

La Banque mondiale, dans son rapport sur le développement dans le monde en 2008, démontre aussi un intérêt pour l'agriculture en affirmant que « le secteur agricole peut, conjointement à d'autres secteurs, accélérer la croissance, réduire la pauvreté et préserver durablement l'environnement (The World Bank, 2007, p. 9) ». Selon Philip McMichael, c'est la première fois en 25 ans que l'agriculture se place au centre des intérêts de la Banque mondiale (McMichael, 2012, p. 696). Les deux rapports interpellent alors le secteur agricole au nom des 900 millions de personnes qui souffrent de faim chronique dans le monde. Cependant, l'importance qui lui est accordée ne concerne pas seulement la lutte contre la faim, mais souligne également la demande énergétique.

Les contradictions issues de ce discours sont nombreuses considérant que l'augmentation de la production céréalière mondiale dépasse largement la croissance de la population. En effet, dans la deuxième moitié du 20^e siècle, « While global population increased 110 percent from 1950 to 1990, global cereal production increased 174 percent for the same time period » (Dyson, 1996 cité dans Otero et Pechlaner 2008b, p. 36). Sachant que la production agricole mondiale suffit largement aux besoins alimentaires planétaires, il semble évident qu'elle ne sert pas à satisfaire les besoins des populations les plus vulnérables en priorité.

Par-delà cette contradiction, subsiste la question de la faible disponibilité des ressources pour mener à bien l'expansion de la production agricole sous l'égide de l'agriculture industrielle. Ainsi, le discours émergent fait appel au sentiment de crainte pour justifier l'augmentation de l'exploitation de la terre conditionnée par les besoins de la minorité la plus riche de la population mondiale. En jouant sur la peur devant les pénuries croissantes et les catastrophes inévitables, le discours alarmiste de la FAO et de la Banque mondiale permet de justifier les investissements fonciers à grande échelle (White et al., 2012, p. 621). Autrement dit, le récit de la crise alimentaire de 2007-2008 promeut l'expansion géographique de l'agriculture industrielle tout en légitimant les investissements à grande échelle. Ce qui, par conséquent, mène à la création de nouvelles frontières agraires calquées sur un modèle spatial déterminé par le modèle de production agroindustriel.

Les causes et les conséquences de la crise de 2007-2008 doivent être comprises dans le cadre des transformations radicales du mode de production et de distribution des aliments mises en place à

partir de la Révolution verte⁵ (1940-1970). Celle-ci naît de l'étude de l'agriculture mexicaine entamée en 1941 par la Fondation Rockefeller. Il débouche en 1954 sur un modèle de production agricole capable d'obtenir des rendements élevés à partir du développement de semences hybrides améliorées - surnommées le blé miracle - qui ont la capacité de doubler ou tripler la production dans une période de temps réduite, à l'aide de technologies connexes telles l'irrigation, la monoculture et l'utilisation intensive de fertilisants, de pesticides et d'herbicides (Glaeser, 2010, p. 1). Pendant les années 1950 et 1960, les fondations Ford et Rockefeller distribuent les « semences miracles » à une échelle mondiale, en encourageant l'introduction du modèle au sein des économies agricoles des pays du Sud (Holt Gimenez et Shattuck, 2011, p. 110). Dans les années 1990, la moitié du blé cultivé en Amérique latine provient de ces variétés (Rosset, 2000 cité dans Patel, 2013, p. 6).

La Révolution verte se met en place dans le cadre du keynésianisme dans lequel les efforts des États se concentrent dans la subvention de technologies connexes du nouveau modèle productif. Le modèle économique, qui vient de pair avec la Révolution verte, se base sur l'ouverture du marché globale par la voie de l'augmentation de la productivité, mais aussi par la génération de dépendances. Face à l'augmentation de la production alimentaire globale, les pays du Sud global développent une économie agricole dédiée en priorité à l'exportation, réduisant ainsi l'offre alimentaire au niveau national. Afin de répondre à la demande alimentaire nationale, le Sud global est par conséquent obligé d'absorber les surplus céréaliers provenant des pays du Nord, transférés sous la forme d'aide humanitaire. En somme, les nouvelles règles du commerce international obligent les pays pauvres à mettre toute leur production sur le marché international, en vidant les réserves agricoles qui leur permettraient de combler les besoins de la population locale en cas de famines.

Généralement, la période de la Révolution verte est dissociée de celle qui la succède. Selon Raj Patel (2013), les analyses des régimes alimentaires⁶ introduites par Harriet Friedmann en 1987 puis peaufinées par Philip McMichael en 1989, facilitent la mise en lumière des distinctions entre

⁵ Le terme surgit en 1968, motivé par « (...) a desire to fend off communism, and (...) the construction of a rural idyll (...) in order to achieve that. » (Patel, 2013, p. 6).

⁶ Le concept de régime alimentaire fait référence à « (...) the global ordering of international food production, circulation and consumption relations within specific institutionalized world-historical conjunctures. » (McMichael, 2012, p. 682).

la Révolution verte et le régime corporatif qui lui fait suite. Ce dernier distingue l'ordre international qui se met en place depuis les années 1980 et se caractérise par :

the unprecedented market power and profits of monopoly agrifood corporations, globalized animal protein chains, growing links between food and fuel economies, a 'supermarket revolution', liberalized global trade in food, increasingly concentrated land ownership, a shrinking natural resource base, and growing opposition from food movements worldwide (Holt Gimenez et Shattuck, 2011, p. 111).

Durant cette période, la pensée keynésienne est remplacée par l'idéologie néolibérale. Les limites du commerce s'estompent à travers l'émergence de politiques de libre-échange, légitimées et soutenues par des organismes supranationaux créés à cet effet. C'est dans ce contexte que naît l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995, dans le but de renforcer le processus d'élimination des barrières commerciales entamé par le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) en 1947. L'intervention de l'État dans l'économie est alors réduite au minimum. Les programmes d'ajustement structurel mis en place par la banque multilatérale, notamment le Fond monétaire international et la Banque mondiale, sont des mécanismes qui facilitent dans les États du Sud global des transformations comme la privatisation du secteur public et la libéralisation du commerce international. Les ressources publiques, auparavant destinées à subventionner le développement agricole, sont redressées aux programmes d'accompagnement à la réforme institutionnelle. « Knowledge about how governments might be scaled back, how property regimes pushed forward, how markets might be created was readily available as were loans to projects ready to exploit those markets » (Weaver 2008 cité dans Patel, 2013, p. 34). La Révolution verte introduit des changements profonds en matière de production agricole, le régime corporatif en fait de même en ce qui a trait à leur distribution. C'est à l'aube du néolibéralisme que la coordination et l'intégration des chaînes de valeur s'intensifient (Butler Flora et Bendini, 2003, p. 341-343). Ainsi, la puissance acquise par le secteur privé augmente de manière exponentielle. De nouveaux empires, émergent en fonction de leur capacité à intégrer verticalement la chaîne de valeur alimentaire.

Dans le cadre du néolibéralisme, sont introduites en agriculture des innovations issues de la biotechnologie⁷. Depuis leur introduction sur le marché dans les années 1990, ces innovations

⁷ Selon the General Accounting Office (GAO) du Congrès des États-Unis, « biotechnology is generally considered to be a component of high technology, and the 'new biotechnologies' are those resulting from

s'intègrent au modèle de production de l'agriculture industrielle, augmentant ses impacts négatifs par la concentration et la centralisation du capital (Otero, 2008; Otero et Pechlaner, 2008a). Ceci mène Patel à affirmer que nous vivons une « longue Révolution verte » dont les dynamiques contemporaines s'inscrivent dans une géopolitique et une idéologie différentes de celle du régime corporatif d'après-guerre (Patel, 2013, p. 4). Pour Kathy McAfee (2008), les cultures transgéniques font partie du « paradigme agricole moderne » qui commence avec la Révolution verte. Ainsi, les innovations techniques apportées par la biotechnologie qui se mettent en place dans les années 1990, notamment le développement et la diffusion globale des semences génétiquement modifiées, sont considérées comme la continuation du modèle technique mis en place depuis les années 1940 (McAfee, 2008; Otero et Pechlaner, 2008b). Or, les biotechnologies introduisent plusieurs risques pour la santé humaine et l'environnement, en plus de nuire à la biodiversité. Cette dernière contrainte est particulièrement importante en Amérique du Sud, « a region of biological origin of many plant species with great importance to world food production. » (Otero et Pechlaner, 2008a, p. 294).

Le paradigme agricole dominant privilégie l'artificialisation du vivant (organismes, milieux et processus naturels) et demande une quantité non négligeable de ressources (Larrère, 2002). L'artificialisation est particulièrement visible au niveau des organismes (semences), du milieu (sol) et des processus (irrigation). Les semences sont modifiées génétiquement pour résister aux contraintes du milieu et devenir stériles afin de perpétuer la dépendance des cultivateurs face aux entreprises qui détiennent le monopole de leur création et commercialisation. Les sols sont manipulés à l'aide d'intrants chimiques. L'irrigation quant à elle est contrôlée à l'aide d'infrastructures d'envergure. La demande des ressources sollicitées tout au long du processus productif et d'échange (sols, ressources hydriques, pétrole) de l'agriculture industrielle est considérablement plus élevée que celle des modèles de production traditionnels. Ainsi, pour que le modèle de production industrielle puisse s'y installer, les milieux doivent disposer de qualités topographiques capables d'accueillir la machinerie, de sols adaptables à l'aide d'intrants chimiques et d'un accès à des sources hydriques abondantes. En somme, le modèle de production agricole est un artifice coupé de son environnement écologique immédiat qui a pour caractéristique

recently developed, sophisticated research techniques, including plant cell and protoplast culture, plant regeneration, somatic hybridization, embryo transfer, and recombinant DNA methods" » (FAO 1986, 10) cité dans (Otero, 2008, p. 3).

de précipiter les transformations socioécologiques en faisant usage d'une grande quantité de ressources naturelles et de capital, déterminant l'emplacement des nouvelles frontières agraires (Larrère, 2002). Bref, les nouvelles frontières agraires sont tributaires des besoins climatiques, hydriques et topographiques de l'agriculture industrielle.

En adoptant le récit d'un déficit de production agricole, les institutions supranationales sont en mesure de justifier les grands investissements dans les terres arables et de décider de leur emplacement. Deux rapports permettent de mettre en lumière les pays au sein desquels on observe les dernières frontières agraires. Le premier, commandité par la FAO, indique que la moitié des terres arables se trouve dans six pays : le Soudan, la République Démocratique du Congo, l'Angola, l'Argentine, la Bolivie et la Colombie (Cotula, 2009, p. 69). Le deuxième, produit par la Banque mondiale, estime que les sept pays ayant la plus grande surface de terres disponibles, en ordre d'importance, sont : le Soudan, le Brésil, l'Australie, la Russie, l'Argentine, le Mozambique et la République Démocratique du Congo (De Schutter, 2011, p. 260). Malgré leurs différences, ces rapports démontrent que le Brésil, l'Argentine, la Bolivie et la Colombie sont les pays affichant les dernières frontières agraires en Amérique du Sud. Dans le cadre de cette recherche, nous nous intéressons plus précisément à l'*Altillanura* colombienne comme une des dernières frontières agraires planétaires (annexe 1).

Pour récapituler, même si la production céréalière est suffisante pour nourrir la planète au moment de la crise des années 2007-2008, la distribution globale de céréales répond aux besoins commerciaux et financiers d'une poignée d'acteurs. Face à la chute de la production de grains des pays du Nord et la montée du prix de l'essence dans les années 2007-2008, le système alimentaire global est mis en échec. Ainsi, le prix des denrées augmente et les pays qui ont mis en marché leurs réserves céréalières sont dépourvus d'aliments pour faire face aux famines qui émergent. Les causes structurales menant à la crise des années 2007-2008 se trouvent donc spécifiquement reliées aux politiques de libre-échange mises en place dans les années 1970 et renforcées dans les années 1980. D'un côté, les politiques de libre-échange des années 1970 ont eu comme résultat quant à elles une dépendance accrue des pays en voie de développement envers les produits céréaliers des pays du Nord. Durant cette période, la vente des excédents céréaliers des pays du Sud a en effet augmenté de 1 à 11 milliards de dollars (Holt Gimenez et Shattuck, 2011, p. 112). Dans les mots de Pierre Janin : « Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une « crise de disponibilité » entraînant

une pénurie généralisée, puisque les marchés étaient généralement bien approvisionnés, même si des ruptures momentanées ont pu être observées » (Janin, 2008, p. 8). Face à l'absence de réserves céréalières dans les pays en voie de développement au moment de la crise, ces derniers ont été forcés à les importer, déboursant plus de 38 milliards de dollars (De Shutter, 2004 cité dans, Holt Gimenez et Shattuck, 2011, p. 112). D'un autre côté, cette dépendance a été renforcée par les politiques néolibérales des années 1980 : la réduction des barrières commerciales, l'augmentation de la coordination et de l'intégration des chaînes de valeur, et le renforcement du système financier. Butler Flora et Bendini soulignent que les corporations transnationales, afin de maximiser les gains et de garantir l'accumulation, cherchent à avoir « le contrôle absolu au sein de la chaîne de valeur et la liberté absolue au dehors de la chaîne » (2003, p. 342). Finalement, les institutions supranationales s'en servent de la crise pour créer un discours que légitime les grands investissements dans les terres arables, notamment au sein des géographies compatibles avec le modèle de production agroindustriel.

Contexte régional et local de l'accapement de terres

Les dernières frontières agricoles planétaires s'inscrivent dans un nombre restreint de pays disposant de terres compatibles avec le modèle de production industrielle. La prolifération de monocultures industrielles dans le continent sud-américain va de pair avec l'expansion du phénomène de l'accapement de terres. Au cours de la première décennie du 21^e siècle, la surface de la région dédiée à la culture du soja a augmenté de 77 %, celle de la canne à sucre de 50 % et celle de la palme à huile de 31 % (FAOSTAT, 2015). Borras et collaborateurs (2012a), mettent également en lumière comment l'accapement de terres en Amérique du Sud est caractérisé par la nature intrarégionale des investissements, et le remplacement des politiques agraires axées sur la redistribution de terres par des politiques qui visent l'intégration des populations paysannes aux chaînes de production et de distribution transnationales, soit en tant que salariés, soit en tant que partenaires. Le virage dans la politique agraire sud-américaine remet en question l'usage de la violence dans les processus de dépossession des terres. Aujourd'hui ces dynamiques de dépossession, loin d'avoir disparu, ont muté afin de répondre à un cadre politique et légal fait sur mesure pour les impératifs du néolibéralisme avec des effets distincts sur chaque secteur de la ruralité.

Les peuples autochtones d'Amérique du Sud forment une population particulièrement touchée par l'accaparement de terres. Malgré un certain nombre des travaux portant sur l'impact de l'accaparement de terres sur les minorités ethniques, les analyses qui s'intéressent particulièrement aux peuples autochtones soumis au régime de propriété collective demeurent plutôt rares. Avec le tournant néolibéral, une augmentation de la titularisation de la propriété collective parmi les peuples autochtones de l'Amérique du Sud⁸ a été constatée, ce qui vient de pair avec l'entrée des capitaux transnationaux dans ces espaces (Anthias, 2017, p. 270). Cette relation s'explique en partie par la préférence du secteur privé à négocier avec les peuples autochtones qui disposent d'un titre de propriété. D'abord, parce que le titre sécurise les investissements, mais aussi parce que la négociation directe avec un membre de l'élite autochtone simplifie les démarches d'accès aux ressources du territoire (Borras et Franco, 2011). En conséquence, en ciblant les propriétés collectives, les entrepreneurs arrivent à contrôler et à transformer des surfaces élargies de terre.

En Colombie, la normalisation de cette pratique peut s'avérer significative en termes d'échelle et d'impact. Dans ce pays, l'accaparement de terres s'observe principalement dans la région de l'Orénoque. S'étendant sur 28,5 millions d'hectares, 30 % des terres y sont administrés sous un régime de propriété collective, connu sous le nom de *resguardos*⁹. Celui-ci, accueille une population diverse d'un point de vue ethnique. Les différents groupes qui habitent ces 8,5 millions d'hectares sont particulièrement vulnérables face aux risques générés par l'agriculture industrielle¹⁰. En outre, ils pourraient notamment perdre le contrôle sur l'usage de leur terre et l'utilisation de ses ressources. À court terme, la santé de la population et de l'environnement risque d'être exposée et transformée par l'introduction des polluants. À plus long terme, les dommages causés en matière de santé pourraient s'avérer irréversibles en forçant la fuite des groupes autochtones vers la ville. Voire même, les conduire à l'ethnocide par la voie de l'assimilation des valeurs et du mode de vie de la société dominante. En attendant, la reproduction sociale des groupes autochtones qui habitent les *resguardos* est déjà compromise par la transformation des

⁸ En Amérique Latine, « states had recognized indigenous and Afro-descendant tenure rights to some 200 million hectares of land, an area slightly larger than Mexico » (Bryan, 2012 cité dans Anthias, 2017, p. 270).

⁹ Statistique apportée par Calle Alzate (2017, p. 179).

¹⁰ La région de l'Orénoque accueillait 101 *resguardos* en 2013 (DANE, 2013).

dynamiques socioéconomiques introduites par les pouvoirs économiques qui s'installent dans la région.

Considérant l'intérêt des entrepreneurs vis-à-vis la négociation avec les élites autochtones politiquement bien placées au sein des *resguardos*, l'ampleur des conséquences de la mise en place d'une telle dynamique en Colombie, et le peu de travaux s'intéressant à l'accaparement des terres au sein des propriétés collectives autochtones, nous croyons important d'explorer dans ce mémoire les enjeux économiques dans le cadre de l'accaparement de terres chez les peuples autochtones qui habitent dans les *resguardos*. En étudiant la relation entre Wacoyo, propriété collective majoritairement habitée par le peuple Sikuani, et Aliar S.A., propriétaire de l'entreprise agro-industrielle La Fazenda ayant obtenu en 2012 la permission des habitants du resguardo de cultiver 1 300 hectares de maïs transgénique¹¹, nous nous intéressons à comprendre comment l'accaparement des terres et l'expansion de l'agriculture industrielle fonctionnent dans le cadre d'un régime de propriété collective autochtone (annexe 2). Pour ce faire, nous introduisons la notion du *contrôle résiduel*, laquelle permet de comprendre la dépossession dans un contexte où la propriété de la terre n'est pas mise en jeu. Les communautés autochtones qui habitent au sein des propriétés collectives légalement constituées disposent d'un contrôle très limité que nous appelons *contrôle résiduel*. Bien que limité, ce dernier est suffisant pour autoriser l'exploitation des ressources de la propriété collective par des agents externes.

Montanez (2017) souligne que les crises sont avant tout de nouvelles opportunités d'affaires qui favorisent l'expansion du capital et qui viennent de pair avec leurs propres mesures économiques. Parallèlement à la crise de 2007-2008, les opérations d'Aliar S.A. démarrent dans l'*Altillanura* colombienne en mettant en place le modèle de production technologique et commercial du *Cerrado*¹². Aliar S.A. légitime l'accaparement des terres à l'aide d'un discours centré sur les bénéfices alimentaires issus de la réduction du prix de la viande porcine à l'échelle nationale, notamment celui de la réduction de la pauvreté (Dinero, 2017). Ce prix concurrentiel résulte de la diminution du coût de production, obtenue par l'intégration de la chaîne de valeur et la mise en place d'un modèle d'affaires dans lequel les terres à exploiter sont louées aux propriétaires de la

¹¹ Le *resguardo* de Wacoyo a une surface de 8 050 hectares.

¹² *Cerrado* est un écosystème de savane tropicale qui occupe 25 % du territoire du Brésil. Également, il fait référence au modèle de production agroindustriel du soja mis en place dans cette frontière agricole latinoaméricaine.

région pour une durée de 10 ans (La República, 2017; Larrañaga Méndez, 2016; Las2Orillas, 2017; MinAgricultura, 2015). Les représentants de l'entreprise ont admis leur intérêt à intégrer les peuples autochtones de la région à ce modèle d'affaires : « nous cherchons à regrouper les communautés indigènes et paysannes pour les intégrer au modèle (...) nous avons déjà 1 550 hectares cultivés chez eux et nous attendons qu'ils participent également au processus porcin et laitier » (La República, 2017). L'entente avec le *resguardo* de Wacoyo participe ainsi à la dynamique globale d'accaparement de terres légitimée par les discours issus des crises de 2007-2008. Nous nous intéressons aux enjeux entourant l'entente qui a permis au secteur privé d'exploiter les terres de la propriété collective; un événement qui, en plus d'exemplifier comment l'accaparement des terres se concrétise dans ces territoires, illustre le rôle central que joue la dimension morale dans les négociations précédant l'entente, les ajustements normatifs qui dérivent de cet événement, ainsi que leurs implications spatiales. Notre démarche suit une piste de réflexion alternative qui vise à intégrer la dimension normative à la démarche, en soulignant son importance dans l'analyse des phénomènes socioéconomiques et l'évaluation des politiques de l'État.

Le premier chapitre constitue le cadre théorique du mémoire. Il se structure en fonction de la jonction temporelle entre le processus d'accaparement de terres contemporain et le continuum historique de domination des peuples autochtones, où il nous est possible d'observer l'événement spécifique de la location des terres à Wacoyo. Nous ouvrons le chapitre avec une synthèse de la littérature portant sur l'accaparement des terres qui nous permet d'identifier le contrôle comme concept central de notre analyse. Par la suite, nous abordons la notion de contrôle des terres ainsi que la théorie de l'accès (au contrôle des terres). Finalement, nous présentons l'évolution de la propriété collective *resguardos*, mécanisme de contrôle qui affecte les populations autochtones. À la fin du chapitre, nous sommes en mesure d'identifier les traits caractéristiques de l'accaparement de terres qui a lieu à Wacoyo.

Le deuxième chapitre incorpore le processus historique de transition économique à l'analyse. Dans ce chapitre, nous intégrons l'approche morale aux réflexions posées du point de vue de la géographie et l'économie afin de mettre en lumière les mécanismes susceptibles d'opérer à l'arrière-plan de l'accaparement de terres. Ainsi, nous présentons les bénéfices et les limites associés à la mise en place d'une démarche de nature normative, pour comprendre l'imbrication du processus d'accaparement de terres au sein du processus de transition économique entre deux

sociétés dont les structures socioéconomiques répondent à valeurs, codes de conduite, principes et pratiques différentes. À l'aide de l'information secondaire, nous décrivons comment le processus historique de transition économique a transformé le principe de réciprocité, en faisant une lecture desdites transformations à la lumière de l'économie morale. Le troisième chapitre quant à lui, met en évidence comment l'approche de l'économie morale porte à réfléchir sur la structuration de l'espace dans le cadre de l'accaparement de terres. Pour ce faire, nous explorons les jugements de la communauté face à l'insertion d'un champ de maïs transgénique au sein du *resguardo* : *la maicera*¹³, et aux dynamiques qui s'installent à partir de ce moment.

Enfin, nous présentons nos conclusions en nous questionnant sur comment se joue le contrôle marginal au sein du *resguardo*, comment il s'articule au processus contemporain de l'accaparement de terres et quelles en sont les répercussions. Ainsi, nous cherchons à mettre en évidence de nouvelles pistes de recherche permettant de porter attention à l'analyse normative dans la transformation de l'espace.

Méthodologie

L'objectif de notre analyse est de mettre en évidence comment l'économie morale apporte une réflexion sur la structuration de l'espace dans le cadre de l'accaparement de terres qui a lieu dans les *resguardos*. Du point de vue éthique, approcher le problème de l'accaparement de terres dans un contexte où deux modèles de société se trouvent en permanente confrontation depuis plus de cinq siècles, doit respecter la participation active des sociétés systématiquement subordonnées à la construction de leur propre histoire. En respectant cette participation, nous mettons l'accent sur l'importance d'accorder le même statut aux économies morales de chacune des sociétés confrontées.

La portée de ce mémoire réside dans l'exploration des ressources théoriques, existantes à l'intérieur du corpus disciplinaire de l'économie et de la géographie qui permettent de penser le rôle des « valeurs » au sein de processus économiques des sociétés en transition. De cette manière, nous cherchons à mieux comprendre la relation entre l'économie morale et l'accaparement du *contrôle résiduel*. Pour ce faire, nous identifions les sujets et les discours porteurs de valeur,

¹³ *La maicera* champ de maïs fait référence à la culture transgénique du maïs appartenant à l'entreprise La Fazenda – Aliar S.A., installée sur 1300 hectares du *resguardo*.

implicites aux jugements spontanés des membres de l'élite communautaire sur les pratiques économiques liées à la mise en place de *la maicera*. Ceci nous permettra d'explorer les avantages potentiels de l'approche normative dans l'analyse de l'accapement du *contrôle résiduel*.

La méthodologie se doit de faciliter l'identification des points de vue de la population du *resguardo* afin de pouvoir faire une lecture de la réalité de la population à la lumière de l'économie morale. Ainsi, l'analyse se focalise sur les évaluations et les jugements moraux de la population. Nous partons de la réflexion faite par Andrew Sayer (2000, 2007, 2015, 2019) à propos de l'importance d'intégrer, aux travaux critiques en sciences sociales, un regard normatif capable de mettre en lumière les jugements moraux reliés aux états d'épanouissement ou de la souffrance humaine :

As living beings we can flourish or suffer in a host of ways, and these are states of being that require evaluative descriptions if we are to understand our situation. If you don't know whether someone is starving or well fed, oppressed or free, stigmatised or valued, and know whether these states of being are good or bad, then you don't know much about them (Sayer, 2015, p. 293).

La méthodologie doit ainsi permettre d'identifier les évaluations de la communauté sur ce qu'elle-même perçoit comme un apport ou une limitation à sa poursuite du bien-être. Elle doit laisser paraître ses jugements à propos de l'intrusion d'une culture agro-industrielle au sein de son territoire, auquel nous allons nous référer éventuellement comme *la maicera*, et à propos des pratiques sous-jacentes à l'installation de cet espace au sein du *resguardo*.

Nous avons rencontré des limites pratiques et méthodologiques au moment de recueillir l'avis de la population à une échelle plus large. D'abord, cette recherche privilégie la parole de l'élite communautaire, car leurs membres ont directement participé à la négociation de l'accord entre le *resguardo* et l'entreprise. De plus, les difficultés dans l'accès à la population lors du terrain ont limité l'échelle de la recherche et le temps de séjour dans le territoire. Ainsi, pour que la recherche soit en mesure de représenter l'avis de la communauté en générale et redonner « la parole à la société subordonnée » les sujets et les discours identifiés dans ce mémoire devraient porter à une recherche plus large.

Le travail de terrain a été réalisé à Bogotá et à Puerto Gaitán, entre le 24 juillet et le 3 septembre 2018. Le séjour à Bogotá s'est avéré déterminant pour deux raisons. La première a été de concrétiser l'accès au *resguardo*. Même si nous avons avancé en faisant les arrangements à distance, obtenir l'accès au *resguardo* de Wacoyo a présenté plusieurs défis d'envergure que nous

avons dû solutionner sur place. Étant donné la location privilégiée du *resguardo*, situé à proximité de la capitale du pays, l'amélioration des conditions d'accessibilité liée à la construction de la Vía al Llano¹⁴ en septembre de 2002 et l'amélioration notable de la sécurité issue de la présence militaire autour d'établissements des pétroliers dans la région, le nombre de chercheurs intéressés par le *resguardo* a augmenté.

Grâce aux enquêtes réalisées dans le cadre de la préparation du travail de terrain, nous étions parvenus de la réticence de la communauté à recevoir de nouveaux chercheurs. Conscients de la difficulté que représentait l'obtention d'un accord de la communauté pour réaliser une recherche au sein du *resguardo*, nous avons cherché à Bogotá des contacts qui nous faciliteraient l'obtention d'un permis de recherche et d'un lieu de séjour à Wacoyo. Ce processus a été plus long que prévu au départ. Nous avons rencontré des difficultés à rencontrer personnellement deux chercheurs dont la collaboration était indispensable, l'un d'eux se trouvant en déplacement continu entre diverses régions du pays et le second, d'Europe, se trouvant à Bogotá pour une très brève période de temps seulement.

La deuxième raison qui a rendu le séjour à Bogotá déterminant, a été d'améliorer la compréhension du rôle de l'État, du secteur privé et des ONG dans le phénomène de l'accaparement de terres dans la région de l'*Altiplanura*. La méthodologie de recherche utilisée à ce moment du travail de terrain a été l'entrevue semi-dirigée. Nous avons rencontré Luis Alberto Higuera Malaver, ex-auditeur de la Contraloría Delegada del Sector Agropécuario, sous-division de la Contraloría General de la Nación¹⁵ qui a eu le mandat de l'enquête sur l'accaparement de terres de l'*Altiplanura*, suite à la dénonciation du phénomène à la Cámara de Representantes par le représentant Wilson Arias le 8 juin de 2011. Également, nous avons rencontré Jairán Sanchez qui, en tant que consultant senior pour plusieurs organismes publics, entreprises du secteur énergétique et ONG, a joué le rôle de facilitateur dans plusieurs processus de concertation entre ces acteurs et les communautés locales qui opèrent dans l'*Altiplanura* et dans d'autres régions du pays. Il nous a partagé son avis sur les transformations vécues par le territoire depuis le boom pétrolier dans la région durant les premières années du 21^e siècle. Finalement, nous avons contacté deux professionnels d'ONG : Andrés Fuerte

¹⁴ La Vía al Llano est le nom de l'autoroute qui relie la capitale à l'Orénoque, la région Est du pays.

¹⁵ La Contraloría General de la Nación (L'Auditeur Général de la Nation) est l'institution en charge du contrôle de la légalité des activités du secteur public de la Nation. Contraloría Delegada del Sector Agropécuario, traduit (Auditeur Délégué au Secteur Agricole et Pécuaire).

Posada d'OXFAM, intéressée au problème de la pauvreté et à l'accaparement de terres, et Fernando Sierra Vargas de la Fundación OMACHA, intéressée par la conservation de la faune de la rivière Muco qui limite le *resguardo* de Wacoyo.

La partie plus sensible du terrain, celle qui rejoint directement notre objectif, a eu lieu directement au *resguardo* Wacoyo, localisé dans la municipalité de Puerto Gaitán. L'exploration des mœurs, des conceptions de l'espace et des relations avec le secteur privé d'une société différente de la nôtre, justifie une complète immersion dans sa réalité. L'approche retenue a été l'ethnographie, soit une « methodological and practice-based approach to understanding and representing how people – together with other people, nonhuman entities, objects, institutions, and environments – create, experience, and understand their worlds. » (Till, 2009, p. 626). Deux instruments de collecte de données ont été adoptés : l'écriture d'un journal de terrain et la mise en place d'entrevues semi-dirigées.

L'apport du journal a été mesuré en fonction de trois critères. Il s'agit d'abord de l'enregistrement des informations tirées d'observations méthodiques, notamment des pratiques reliées à *la maicera*¹⁶, qui ont eu lieu les 19, 20 et 22 août. S'ajoute ensuite la collecte des événements marquants de la journée, des comptes rendus de conversations informelles partagées quotidiennement avec les membres de la famille d'accueil et de commentaires importants exprimés par les membres de la communauté et les travailleurs du gouvernement rencontrés sur le territoire. Finalement, le recueil des questionnements, des émotions et des sentiments de l'observateur, ce qui s'avère un outil fondamental de calibrage méthodologique.

Les entrevues semi-dirigées ont mené quant à elles à l'enregistrement de récits spontanés de la part de nos interlocuteurs. À partir de ceux-ci, il a été possible d'explorer leurs jugements face à : la négociation de l'accord entamé entre le *resguardo* et Aliar S.A.; la constitution des espaces néolibéraux au sein du territoire – *la maicera* – et les dynamiques qui s'y sont installées à partir de ce moment; et ce qui est bon pour la communauté et comment une meilleure vie peut être obtenue à l'aide de l'usage des ressources du territoire. Nous y avons aussi observé des signes sur l'insertion des valeurs de l'économie capitaliste par la voie de l'imaginaire de l'entrepreneuriat et

¹⁶ Façon informelle d'appeler une plantation de maïs. Dans le cadre de cette recherche, elle fait référence aux 1300 hectares de maïs transgénique cultivé au sein du *resguardo* Wacoyo par l'entreprise La Fazenda (Aliar S.A.).

du langage de la gestion par projets. Finalement, nous avons eu l'occasion d'y explorer le rôle de l'économie morale autochtone dans la négociation.

À Bogota nous avons établi les contacts qui nous ont permis de séjourner au *resguardo*. Cependant, entamer la recherche au *resguardo* a requis de surmonter plusieurs autres restrictions. D'abord, de fortes pluies ont contraint l'accès au territoire¹⁷. Entre le 1^{er} janvier et le 27 septembre, 188 glissements de terrain ont été enregistrés donnant lieu à 136 fermetures de la voie et 52 déviations (Portafolio, 2018). Les glissements de terrain ont eu une incidence importante sur notre jour d'arrivée au *resguardo*. Nous avons dû attendre une fenêtre d'opportunité où le climat et les conditions de l'autoroute permettaient notre voyage. Nous avons entrepris notre voyage le 16 août, au moment de la réouverture de La Vía al Llano dans le sens Bogotá-Puerto Gaitán. Au retour, de nouveaux glissements de terrain y obligent la fermeture des deux sens de la voie pour plus de deux semaines.

Nous sommes arrivés au *resguardo* le soir du 17 août. Une fois arrivés au territoire, nous devions obtenir un permis pour faire la recherche au sein du *resguardo* en respectant un processus préétabli. Le lendemain, à la première heure, nous nous sommes déplacés à la résidence du Gouverneur du *resguardo*¹⁸ afin de nous présenter, d'exposer notre projet de recherche et de solliciter formellement une audience avec l'assemblée des Capitaines. Durant l'assemblée, le projet de recherche devait être exposé aux représentants de la communauté qui décideraient de l'octroi et des termes d'un permis de recherche. Face à trois tentatives manquées pour rencontrer le Gouverneur de la communauté (celui-ci ayant des occupations à l'extérieur du *resguardo* et de la municipalité) nous avons dû contacter directement les Capitaines des communautés les plus proches à *la maicera*, afin de demander leur accord pour parcourir le territoire et rencontrer la population. Finalement, c'est Jairo Yopez, le Capitaine de Walabo – une des trois communautés fondatrices du *resguardo* de Wacoyo – qui nous a donné sa permission pour démarrer la recherche.

¹⁷ L'Institut d'Hydrologie, de Météorologie et d'Études Environnementales confirme que, pendant le mois d'août, il a plu 30 % de plus que ce qui avait été prédit¹⁷, affectant ainsi La Vía al Llano, l'autoroute qui relie Bogotá et Puerto Gaitán.

¹⁸ Le *resguardo* est structuré en communautés. Chaque communauté est représentée par un Capitaine. À la tête de l'assemblée des Capitaines du *resguardo*, se trouve le Capitaine majeur ou Gouverneur du *resguardo*.

Cette expérience nous a permis d'explorer dans quelle mesure les Capitaines associent le langage et la logique de la gestion par projets aux conceptions de leur propre économie morale.

La collecte d'information primaire a impliqué des défis complémentaires. La communauté a manifesté sa profonde méfiance envers nous. Plusieurs membres de la communauté nous ont rendu visite à notre site de résidence afin de nous interroger sur notre provenance et nos intentions. Étant donné que le travail de recherche a été effectué par une femme colombienne, la méfiance face à l'étranger s'ajoute à celle envers les femmes et les « Blancs ». La société Sikuani étant patriarcale, les femmes Sikuani n'occupent pas de place de pouvoir au sein de la structure organisationnelle communale et leur fonction se trouve circonscrite aux travaux de la maison. Cette réalité a évolué dans les dernières générations, alors que nous constatons que certaines jeunes femmes appartenant à l'élite communautaire ont maintenant accès à l'éducation supérieure. Cependant, l'organisation politique du *resguardo* n'accueille toujours aucune femme jusqu'à présent. Ainsi, les arguments provenant des femmes sont validés par les hommes et toujours remis en question. Le fait d'être un « Blanc » aux yeux de la population génère une réponse défensive de leur part, ce que nous constatons lors des entrevues. La méfiance généralisée contraste avec la réception de la famille d'accueil qui a toujours été attentive aux besoins personnels et académiques de la chercheuse, ce qui ne signifie pas que la confiance ait été entière comme le démontre l'usage fréquent du langage sikuani en sa présence pour communiquer entre eux. Il faut noter que la population Sikuani maîtrise les langues sikuani et espagnole. La communication a toujours été établie en espagnol et nous n'avons pas eu de soucis à comprendre les mots. Ce qui devient problématique est d'établir le sens des mots et des actions. Bref, obtenir des déclarations à propos d'un sujet d'étude si politisé au sein du *resguardo* n'a pas été évident.

La méfiance de la population augmentait quand nous proposons de parler d'Aliar S.A. Nous avons identifié que le refus de la population était causé par une appréhension d'être jugée comme coupable de la situation. À notre avis, cette appréhension réside dans la relation ambiguë dans laquelle la population se place devant Aliar S.A. Il doit être difficile de se positionner face à un agent qui d'une part exploite les ressources et pollue l'environnement, mais d'autre part, est une source de capital. À la réticence de la population, s'ajoutent l'intensité et la persistance de la pluie qui nous a empêchés de quitter la maison pendant des journées entières, en réduisant une fois de plus le temps de travail, sur le terrain déjà très court. Nonobstant les difficultés présentées, nous

avons eu l'occasion de rencontrer des membres de l'élite communautaire et de leur cercle familial, des membres de la communauté qui n'appartiennent pas à l'élite, et des professionnels (Blancs) qui travaillent au sein du *resguardo*. L'accès aux informations de la municipalité a été limité. Les données des institutions municipales comme la mairie sont filtrées par le bureau des affaires autochtones qui conditionne l'accès à l'information. Si le Gouverneur de la communauté ne donne pas son aval, l'information municipale est retenue, ce qui est contraire aux dispositions légales en matière de consultation des documents publics, mais qui démontre l'écart entre les institutions de l'État et les institutions autochtones.

Les questions posées par les ethnographes « changent toujours au cours du processus de recherche, car une partie importante de toute étude implique d'être sensible aux relations politiques et aux responsabilités éthiques associées à l'élaboration, la génération, la co-création et la représentation des connaissances » (Till, 2009, p. 626). Les rencontres et les observations du terrain nous ont permis d'identifier l'importance du rôle de l'élite dans le processus de consolidation de l'accaparement du contrôle dans le *resguardo*, ce qui nous a menés à porter une attention spéciale aux déclarations des attentes du secteur privilégié de la population. Les six entrevues réalisées au sein de celle-ci nous ont permis d'analyser comment l'élite représente la communauté dans les négociations entamées avec les agents externes et centralise les processus de prise de décision. Ainsi, la position des membres de l'élite est un indicateur des valeurs et des facteurs, à l'instar de l'imaginaire entrepreneurial ou des préjugés raciaux, qui ont une incidence sur l'économie locale et le façonnement de l'espace. Nous avons privilégié la tenue des entrevues semi-dirigées et l'écoute attentive en minimisant les interventions de l'enquêteur. Malgré le fait que plusieurs personnes n'aient pas accepté l'enregistrement de l'entrevue, nous avons réussi à enregistrer les plus riches d'entre elles au sein desquelles les enquêtés ont eux-mêmes abordé les sujets qu'ils considéraient nécessaire de discuter. Ainsi, ils ont eu l'occasion d'explorer les thèmes qui les intéressaient avec liberté. Les interventions de la part de l'enquêteur consistaient à approfondir la conversation sur les sujets choisis par les membres de la population.

Étant donné que nous nous sommes intéressés à l'analyse des conséquences dérivées d'un processus de négociation qui a eu lieu en 2012, nous avons fait une description des événements à partir des déclarations recueillies dans le cadre de notre travail de recherche. Cependant, la reconstruction des événements s'est faite à partir des travaux ethnographiques réalisés à l'époque.

Ces informations ont facilité la réflexion sur comment le processus d'économie morale (du peuple autochtone) est constamment transgressé et remis en équilibre, mais aussi d'esquisser le patron de comportement des entreprises.

La gestion de base de données bibliographique s'est faite à l'aide du logiciel Zotero 5.0.85; la réalisation du matériel cartographique s'est faite à l'aide du logiciel ArcGIS 14.1 et du logiciel d'analyse des données qualitatives QDA Miner 5.0.

Chapitre 1 — L'accaparement du contrôle à Wacoyo

Dans le présent chapitre, nous cherchons à positionner l'événement ponctuel de la location des terres collectives à l'intersection de deux spatialités qui dérivent des processus qui se chevauchent. La première est définie en fonction du processus d'accaparement de terres contemporain – l'*Atillanura*. Elle fait partie des dernières frontières agricoles mondiales auxquelles nous avons fait référence dans l'introduction, et exemplifie les entités spatiales produites par l'accaparement de terres contemporain. La deuxième découle du continuum historique de domination des peuples autochtones – le *resguardo*¹⁹. Ce dernier est une institution juridique qui circonscrit la population autochtone à un espace étroitement borné, et constitue la deuxième spatialité qui entre en jeu dans l'analyse menée dans le présent chapitre. Le *resguardo* matérialise le continuum de domination des peuples autochtones et détermine le lieu où les deux processus intersectent. Le *resguardo* concentre doublement l'intérêt des recherches dans les deux processus.

Le chapitre débute par un recensement de la littérature sur l'accaparement des terres. Cet exercice nous permet de distinguer les enjeux du phénomène et de soulever les formes particulières qu'il prend dans le contexte sud-américain. Cette démarche met également en lumière le rôle central que joue le concept de contrôle dans l'accaparement de terres qui a lieu dans cette région. Nous analysons donc le *resguardo*, lieu de rencontre du processus d'accaparement de terres et du continuum historique de domination des peuples autochtones, à la lumière de ce concept. Nous avons retenu la théorie du contrôle afin d'analyser comment la dynamique de l'accaparement de terres affecte les géographies comme celle de l'*Atillanura*, où l'analyse de ce qui se passe au sein de Wacoyo met en évidence les différentes échelles du contrôle. Nous soulignons également, comment divers mécanismes de contrôle mis en place par la société dominante affectent les territoires autochtones. Cependant, nous privilégions l'analyse du régime de propriété collective, car c'est un mécanisme de contrôle qui délimite un espace ciblé par les entrepreneurs dans le cadre de l'accaparement de terres, et parce qu'il matérialise le continuum historique de domination des peuples autochtones.

¹⁹ Nom attribué aux propriétés collectives appartenant aux communautés autochtones colombiennes.

L'accaparement de terres contemporain

L'accaparement de terres constitue un champ de recherche interdisciplinaire dominé par l'économie politique, l'écologie politique et les théoriciens du changement agraire. De façon générale, l'accaparement de terres renvoie au processus lié à « l'acquisition ou location à long terme des aires étendues de terre par des investisseurs » (De Schutter, 2011, p. 250). Les premières recherches en accaparement de terres se penchent sur l'Afrique. Les pays émergents et les pays membres de l'OCDE ont été généralement identifiés comme les principaux responsables de l'accaparement de terres global (Borras et al., 2012a). Progressivement des analyses ont souligné le manque de considération pour les dynamiques associées à l'accumulation de capital, ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs, formes et mécanismes d'accaparement. Parmi les apports critiques se démarquent certains travaux que nous pourrions qualifier de « fondateurs ». C'est le cas des travaux généraux sur l'accaparement global des terres (Borras et Franco, 2011; Margulis et al., 2013; White et al., 2012; Zoomers, 2010), la participation des élites domestiques et de l'État (R. Hall, 2011), le rôle central du travail (Li, 2011), et le droit international (De Schutter, 2011).

D'autres travaux portent sur des secteurs spécifiques tels que les agrocarburants (Borras et al., 2010) et les produits carnés (Schneider, 2014). Le *green grabbing* (accaparement vert), place le discours de la conservation au centre de celui sur l'accaparement de terres, en montrant l'émergence de nouveaux sujets politiques et natures (Devine, 2018) et de nouvelles formes d'accumulation du capital (Holmes, 2014; Kelly, 2011). D'autres auteurs démontrent comment l'accaparement de terres participe au changement des relations sociales agraires (Fairhead et al., 2012), à l'intégration des minorités ethniques au marché capitaliste (Cardenas, 2012) ou à la légitimation de la dépossession (Ojeda, 2012).

À propos des estimations sur l'ampleur de l'accaparement de terres, elles présentent des variations importantes au niveau de la qualité des données et de la définition des variables (Borras et al., 2012b). Les travaux de Cotula (2009) pour la FAO et de Deininger et Byerlee (2011) pour la Banque mondiale, constituent des références fréquentes dans les recherches en cette matière et offrent les premières estimations institutionnelles du phénomène. Nous notons également plusieurs travaux d'organismes non gouvernementaux (GRAIN, 2008; ILC, 2011; OXFAM, 2011) et d'agences publiques à l'instar du Ministère fédéral de coopération économique et développement de l'Allemagne (GTZ, 2009) qui offre un inventaire détaillé des terres accaparées en Afrique.

Plusieurs auteurs dénoncent le manque de rigueur méthodologique dans le traitement des données quantitatives et qualitatives qui viennent à l'appui du débat sur l'accaparement de terres. Cette critique cible principalement la littérature grise produite par les ONG et les activistes²⁰ (Edelman, 2013; Oya, 2013; Scoones et al., 2013). Généralement, le manque de rigueur est associé à l'empressement des organisations à souligner l'importance du phénomène en milieu rural, où l'obtention de données quant à l'usage du sol s'avère particulièrement difficile. En conséquence, la fiabilité et l'utilité de l'information produite sont limitées, soit pour des raisons statistiques telles l'introduction de cas non vérifiés, la création de bases de données issues de sources diverses et à fiabilité variable ou des extrapolations faites à partir des données insuffisantes, soit à cause des critères qui conditionnent le prélèvement de l'information. Parmi les critères plus problématiques, on retrouve l'analyse du phénomène en fonction du nombre d'hectares, sans considérer la qualité du sol, ni du capital investi par hectare. Cette tendance empêche de concentrer l'attention sur l'accaparement de terres issu de dynamiques à l'échelle locale. Également, il est fréquent d'agréger les diverses manifestations de l'accaparement de terres à l'échelle nationale.

Borras et collaborateurs proposent de mesurer le phénomène en fonction de l'ampleur des investissements et de la quantité de contrats associés à l'exploitation des terres, ce qui est plus représentatif de l'étendue du phénomène (Borras et al., 2012a). En Amérique du Sud, l'accaparement de terres se distingue par le caractère intrarégional des investissements et par une politique agraire qui vise l'intégration négative des populations rurales aux chaînes de valeur agro-industrielles (Borras et al., 2012a). D'une part, le caractère intrarégional du phénomène est plus divers, plus dynamique et se pose à une échelle plus large qu'en Afrique ou en Asie du Sud-Ouest. D'autre part, les États sud-américains participent au changement des politiques agraires qui auparavant ciblaient la redistribution des terres, et qui aujourd'hui visent l'intégration négative des paysans, travailleurs ruraux et populations autochtones, au marché global. L'expulsion des populations de leurs terres ne se produit pas dans tous les cas. À la place de l'usage de la violence, des ententes directes sont établies entre les acteurs qui cherchent à profiter des ressources associées à la terre et des populations concernées (Borras et al., 2012a, p. 847). Nous pouvons tirer des analyses sur l'expérience sud-américaine que les organismes supranationaux n'ont pas intérêt à

²⁰ GRAIN et ILC sont communément cités. GRAIN est une ONG qui dispose de ressources limitées et l'ILC est un partenariat entre universités, ONG, agences internationales et activistes.

mettre en évidence, ni les accaparements des ressources associées à la terre, ni la diversité biophysique des géographies associées aux dynamiques d'accumulation de capital. Également, ils négligent l'apport des investisseurs intrarégionaux dans l'expansion des cultures industrielles sur le continent. Encore plus important, le point de vue des organismes supranationaux néglige les accaparements qui n'impliquent pas l'expulsion ou la dépossession des terres. Cette omission, favorise l'accaparement de terres au sein de populations rurales de l'Amérique du Sud.

La dynamique à laquelle fait référence l'accaparement de terres n'est pas récente. La littérature relie l'accaparement de terres contemporain au contexte néolibéral. Certains auteurs soutiennent que l'accaparement de terres est essentiellement un accaparement du contrôle qui a toujours impliqué des investissements majeurs de capital. Également, l'accaparement de terres est le résultat des stratégies d'accumulation de capital issues de la convergence des crises multiples et de la demande de ressources par les nouveaux circuits du capital global (Borras et al., 2012a, p. 850-851). Il vise essentiellement à capter le pouvoir qui va faciliter le contrôle d'un territoire et l'exploitation de ses ressources. Ainsi, la notion d'accaparement de terres est valable, même dans un scénario où les populations n'ont pas été expulsées de leurs territoires. Nous nous intéressons aux mécanismes qui ont mené à l'accaparement du contrôle dans le passé, et qui s'adaptent au contexte néolibéral à l'aide d'une démarche discursive justifiée par la convergence des crises de 2007-2008.

L'accaparement et le contrôle des terres

Le débat sur le contrôle des terres actuel a été relancé par la discussion autour de l'accaparement de terres. Pour Peluso et Lund (2011), l'accaparement « only marks the beginning of a process of gaining (or grabbing) access ». Également, ils soulignent l'importance des dimensions historique et géographique, puisque pour eux il n'existe pas une seule forme d'accaparement de terres, mais plutôt « a series of changing contexts, emergent processes and forces, and contestations that are producing new conditions and facilitating shifts in both de jure and de facto land control. » (Peluso et Lund 2011, p. 669). Ce qui distingue l'accaparement contemporain est « the new mechanisms of land control, their justifications and alliances for 'taking back' the land, as well as the political economic context of neoliberalism that dominates this particular stage of the capitalist world system » (Peluso et Lund 2011, p. 669). Le contrôle des terres fait référence aux « practices that fix or consolidate forms of access, claiming, and exclusion for some time » (Peluso et Lund 2011,

p. 668). La littérature sur le contrôle des terres s'intéresse principalement à son rôle dans la formation de l'État (Diepart et Dupuis 2014). L'État facilite l'accès des corporations au contrôle des terres par des mécanismes à l'instar des *enclosures*, qui écartent les producteurs de leurs moyens de production. Parmi ces mécanismes se trouvent de nouvelles formes d'*enclosures* issues d'un usage de la terre qui mène à la reconfiguration de la notion traditionnelle de limite. Par exemple, la séquestration du charbon et le contrôle de la reproductivité des semences dans le cas des organismes génétiquement modifiés, créent de nouvelles frontières qui viennent de pair avec de nouvelles exclusions.

Borras et collègues, présentent la notion de *control grabbing* (accaparement du contrôle), qu'ils définissent « as the power to control land and other associated resources such as water in order to derive benefit from such control » (Borras et al., 2012b). L'exercice de reprise du contrôle de la terre dans le cadre de l'accaparement de terres contemporain est conçu à l'échelle de l'État et vient de pair avec une transformation agraire. Comme le démontre l'exemple de l'Amérique du Sud, l'intégration négative²¹ des paysans et des minorités ethniques prend le relais et remplace les politiques de redistribution de la terre qui visaient à équilibrer le problème de leur distribution inégale, dans un contexte qui a historiquement privilégié la concentration des terres entre les mains des élites locales (Borras et al., 2012b).

Les nouvelles frontières agricoles sont le résultat de la relocalisation des cultures où la « nouvelle terre valorisée » est le lieu de rencontre entre les rapports antérieurs à la terre et les monocultures industrielles (D. Hall, 2011, p. 839). Derek Hall (2011) analyse parallèlement les dynamiques de contrôle de terres dans le contexte global et locale, en reliant ces échelles entre elles. Il analyse les mécanismes de contrôle des terres et les stratégies d'accaparement de terres qui opèrent à l'échelle locale, en identifiant les agents qui exercent le contrôle et la façon par laquelle ils consolident celui-ci. Pour ce faire, il se penche sur les dynamiques d'extension des monocultures industrielles qui affecte l'espace de façon différentielle, en soulignant comment les entreprises qui détiennent le contrôle de l'accès aux ressources de la terre assurent celui-ci par la compensation directe, la participation dans les gains ou l'offre de travail. Également, il remet en question l'argumentaire des États sur le développement rural à l'aide des investissements industriels. Finalement, il soulève

²¹ La notion d'*adverse incorporation* (intégration négative) fait référence aux termes défavorables dans lesquels les populations vulnérables sont intégrées au marché (McCarthy, 2010).

l'importance du rôle des petits propriétaires comme agents de l'accaparement. Ainsi, il conclut que les dynamiques d'accaparement de terres observées à l'échelle macro se reproduisent à l'échelle micro et que les petits producteurs se configurent en agents d'accaparement, introduisant le terme *intimate exclusion* (exclusion intime) pour faire référence à l'exclusion qu'ils produisent.

Les exclusions intimes ont lieu quand des individus ou des groupes locaux mettent en place des *enclos* ou font des réclamations individuelles pour contrôler des aires communes sous prétexte de lignage ou de famille (D. Hall, 2011, p. 844). Xu s'intéresse à l'accaparement de terres issu de ces exclusions. Il conclut que l'accaparement de terres par de petits producteurs ou « accaparement intime » n'est pas moins significatif que l'accaparement externe aux communautés. Selon Xu, les impacts de l'accaparement intime s'avèrent même plus sérieux que ceux causés par les entreprises et s'expliquent par l'accès différencié entre les membres de la communauté à la terre et aux ressources qu'elle contient. De plus, l'accaparement intime est moins visible, car à petite échelle, et se déroule souvent avec des moyens moins écologiques que ceux employés par l'industrie (Xu, 2018, p. 148-149). La littérature sur l'accaparement de terres tend à décrire les membres des communautés soit comme des revendicateurs ou des victimes. Xu reverse cette tendance en démontrant les problèmes qui émanent d'une telle approche. Sa réflexion enrichit l'analyse des dynamiques locales qui structurent des stratégies d'adaptation potentiellement dommageables pour tous les membres d'une communauté (Calle Alzate Alzate, 2017a ; Mamonova, 2015). Ainsi, ces adaptations sont le résultat des politiques publiques et des initiatives du secteur privé qui ont réussi à reprendre le contrôle des terres officiellement autochtones.

L'accaparement intime est susceptible d'être mené par des élites locales. Laurel Rose (2002), en exposant les justifications politiques qui relient les systèmes de propriété aux niveaux local et national, souligne l'existence d'une hiérarchie qui concentre autant le pouvoir du contrôle des terres à l'échelle locale que le pouvoir d'intermédiation avec l'échelle gouvernementale. Rose utilise le terme *land community* (communauté foncière), introduit par A. J. B. Hughes en 1972, pour faire référence à la « hierarchy of communities in which land is controlled ». Cette hiérarchie accorde les droits sur la terre à ses membres, lesquels, à leur tour, ont des obligations vis-à-vis leur communauté, sous la forme par exemple de garantie de droits civiques ou de maintien des biens communs (Rose, 2002, p. 187). Les membres de ces hiérarchies s'identifient entre eux « on the basis of genealogical claims, ethnic affiliations, class membership, and participation in social,

economic or political network. » (Rose, 2002, p. 187). Plusieurs auteurs soulignent que les terres communales se caractérisent par un éventail de règles et de pratiques qui se trouvent « in a constant state of flux both within and across land tenure communities » (Rose, 2002, p. 188).

La théorie de l'accès

L'accapement de terres prend de multiples formes. Dans notre analyse, il se perpétue à l'aide des mécanismes traditionnels de contrôle des terres auxquels s'ajoutent des stratégies permettant de contourner les limites fixées par la propriété collective de la terre. La théorie de l'accès de Ribot et Peluso (2003) vise à identifier les circonstances dans lesquelles certaines personnes, ou certains groupes, sont aptes à tirer un bénéfice des ressources naturelles particulières d'un cadre politique et économique spécifique. Cette approche théorique définit l'accès en tant que « the ability to benefit from things—including material objects, persons, institutions, and symbols. » (Ribot et Peluso 2003, p. 153). Dans la mesure où la propriété se définit par « le droit » de tirer un bénéfice, l'accès est quant à lui « l'habilité » de tirer un bénéfice peu importe les moyens. Les notions d'habilité et de pouvoir font référence à « (...) the capacity of some actors to affect the practices and ideas of others. » (Ribot et Peluso 2003, p. 163). Cependant, la portée de l'habilité est plus large que celle du pouvoir. Contrairement au pouvoir qui trouve son support dans les réclamations et les droits socialement reconnus par la loi, la coutume, ou la convention, l'habilité évoque tous les moyens, ceux qui sont supportés socialement et ceux qui ne le sont pas. Autrement dit, les moyens dont dispose de l'habilité sont les objets matériels, les personnes, les institutions et les symboles qui se placent autant dans la sphère de la légalité, qu'à l'extérieur de celle-ci. L'habilité dispose d'une plus grande marge de manœuvre que le pouvoir. Cet avantage est issu de la prise en compte des relations de pouvoir qui dépassent le spectre du droit occidental. En effet, nous considérons que l'habilité à tirer un bénéfice des ressources s'organise à l'intérieure d'une normativité qui régit la vie du *resguardo*. Étant donné que la dimension normative occupe une place centrale dans notre lecture du phénomène de l'accapement de terres, nous allons développer cette idée dans les chapitres suivants.

Ribot et Peluso (2003) différencient le « contrôle » de l'accès, du « maintien » de l'accès. Ces sont les actions sociales qui intègrent les dimensions politique et économique de l'accès. Le contrôle et le maintien de l'accès génèrent des relations du pouvoir qui s'ajoutent à celles dérivées des régimes de propriété. Considérant le contrôle comme la direction et la régulation de l'action libre, le

contrôle de l'accès est la capacité de négociation de l'accès des autres. Le maintien de l'accès, quant à lui, est relié à l'investissement en ressources ou en pouvoirs nécessaires à entretenir le contrôle de l'accès aux ressources obtenu à la suite des négociations. Finalement, le gain de l'accès se définit comme le processus général qui permet l'établissement du contrôle (Ribot et Peluso 2003, p. 159). Dans le cadre de l'accapement de terres dans les propriétés collectives, les entreprises disposent des moyens économiques et politiques nécessaires pour négocier l'accès aux ressources du *resguardo* qui appartient légitimement aux titulaires de cette propriété collective. Une fois que le contrôle de l'accès est acquis par l'entreprise, il est maintenu à l'aide de transactions par lesquelles le *resguardo* cède partiellement et continuellement l'accès qui légalement lui appartient en tant que détenteur du titre. Ces transactions sont vues à la lumière de la théorie de l'accès, comme un investissement de l'agent subordonné qui facilite lesdites transactions et enrichit les relations entre les parties afin de pouvoir en tirer son propre bénéfice.

Le contrôle et le maintien peuvent appartenir aux mêmes personnes ou groupes, ou être partagés entre acteurs coopérateurs ou compétiteurs (Ribot et Peluso 2003, p. 159). Ainsi, la théorie de l'accès dévoile les relations de pouvoir complémentaires à celles établies en fonction de la classe sociale. En considérant le pouvoir comme lien de nature relationnelle, capable de structurer nœuds et réseaux de pouvoir, celui qui est capable de générer ces structures se positionne avantageusement pour négocier et maintenir le contrôle de l'accès. Ainsi, le pouvoir est défini en fonction de la *positionnalité*²² de l'acteur. En conséquence, un individu peut détenir un nœud du pouvoir dans lequel les liens qui le structurent constituent les moyens pour contrôler et pour maintenir l'accès. Paradoxalement, l'acteur qui détient le pouvoir peut en même temps être subordonné et dominant dans une relation économique plus large. La théorie de l'accès sert également de base aux travaux sur les nouvelles frontières du contrôle des terres. Celles-ci représentent des lieux de confrontation entre ceux qui possèdent l'accès au contrôle des ressources associées à la terre et ceux qui aspirent à l'obtenir. Dans ces frontières, les mécanismes d'accapement de terres à l'instar des régimes de propriété, sont façonnés par l'émergence de nouveaux acteurs, sujets politiques et stratégies qui suivent les préceptes politiques économiques néolibéraux.

²² Positionnalité: « Generally, people have more power in some relationships than in others, or at some historical moments and not others. » (Ribot et Peluso, 2003, p. 158).

Le contrôle de l'accès aux ressources dans le cas des peuples autochtones est le résidu de processus historiques de différenciation et d'exclusion sociospatiales. Ces processus ont été facilités par l'État, notamment à l'aide du régime de propriété collective. Ce type de contrôle est *résiduel* parce que, malgré la titularisation de la terre au nom des communautés autochtones, le régime de propriété collective ne leur accorde pas un complet contrôle sur leurs ressources (p. ex., la subordination des droits sur la terre au bien commun de la Nation, notamment en matière d'exploitation des ressources du sous-sol). Nous proposons l'emploi du terme *résiduel* pour distinguer ce contrôle de l'accès aux ressources qui reste dans les mains des peuples autochtones soumis au régime de propriété collective. Il est intéressant de remarquer que le contrôle sur l'accès aux ressources d'un peuple autochtone nomade devient *résiduel* au fur et à mesure qu'il est confiné dans un espace délimité selon les termes de la société dominante. Le *contrôle résiduel* existe donc par la volonté de la société dominante et il a un objectif clair : nourrir un imaginaire selon lequel les peuples autochtones croient « avoir le contrôle » sur leur territoire. Nous approfondirons cette réflexion dans les prochains chapitres.

Le resguardo

Plus de quatre siècles se sont écoulés depuis l'apparition du *resguardo* en Amérique. Cette institution du 16^e siècle fixe les bases du modèle de propriété collective encore valable sur le continent américain et synthétise les termes dans lesquels s'est établie la relation historique de subordination entre l'Autre autochtone et les groupes sociaux ayant participé à la lutte pour la terre. En retraçant l'origine de cette institution, nous cherchons à mettre en relation les critiques de ce le modèle avec le contexte colombien, en présentant sa portée et sa participation dans l'accaparement de terres.

L'apparition du *resguardo* est liée à celle de l'*encomienda*, un système tributaire originaire de la période de la reconquête de l'Espagne musulmane²³. Introduite en Amérique en 1503, l'*encomienda* n'avait pas comme objectif l'appropriation des terres, mais celle des êtres humains.

²³ L'*encomienda* est définie de la manière suivante: « As legally defined in 1503, an encomienda (from Spanish encomendar, “to entrust”) consisted of a grant by the crown to a conquistador, a soldier, an official, or others of a specified number of “Indios” (Native Americans and, later, Filipinos) living in a particular area. The receiver of the grant, the encomendero, could exact tribute from the “Indios” in gold, in kind, or in labour and was required to protect them and instruct them in the Christian faith. The encomienda did not include a grant of land, but in practice the encomenderos gained control of lands inhabited by “Indios” and failed to fulfill their obligations to the indigenous population. (...) » (Encyclopedia Britannica, 2019).

Au même moment où le peuple autochtone était introduit dans la foi catholique, leurs corps étaient répartis parmi les colons en leur ôtant leur dignité et en accaparant leur travail et leurs richesses matérielles. L'accaparement de terres ne se produit que plus tard, lorsque la Couronne n'était plus en mesure de limiter les larges libertés qu'elle-même avait octroyées aux colons. L'institution du *resguardo* surgit d'une tradition d'actions ségrégationnistes mises en place par la Couronne espagnole vingt ans après l'arrivée des premiers conquérants en Amérique. Face à la réduction abrupte de la population autochtone et aux dénonciations sur les piètres conditions de vie des survivants²⁴, la Couronne promulgue en 1512 la Loi de Burgos. Celle-ci a mené aux premières actions protectionnistes vis-à-vis des autochtones et restrictives pour les colons, telle l'interdiction aux *encomenderos* de séjourner dans les mêmes endroits que la population autochtone.

Le *resguardo* apparaît pour sa part dans législation de la Couronne espagnole en 1561. Il est défini comme « les terres qui devaient être octroyées aux autochtones sous la forme de titres » (González, 1970, p. 175). L'aspect paternaliste de *resguardo* – en français abri – prétend sauvegarder la population autochtone. Dans un contexte où la main-d'œuvre se fait rare à cause des excès des Espagnols (au cours des vingt premières années suivant leur arrivée, ceux-ci ont exterminé 90 % de la population autochtone des Caraïbes), la Couronne est intervenue pour préserver la main-d'œuvre restant, en sauvegardant sa principale source de revenus fiscaux. La valeur du *resguardo* en tant que mécanisme de contrôle du comportement fonctionnait à plusieurs niveaux. Dans un contexte où les envahisseurs imposent la religion catholique, le *resguardo* devient le mécanisme par lequel les visions du monde, les morales et les cultures de diverses ethnies sont protégées. L'autorisation des pratiques ancestrales à l'intérieur du *resguardo* a été utilisée comme un mécanisme de pacification qui atténuait les résistances et les conflits. Cependant, c'est l'argument de la productivité qui est central à cette mesure de protection. Avant tout, l'isolement cherchait à éloigner la force de travail des abus perpétrés par les colonisateurs. L'imaginaire espagnol à propos des peuples autochtones porte en effet sur leur naïveté et leur soumission²⁵, qualités que les *resguardos* cherchaient à protéger afin de faciliter leur domination.

²⁴ Les dénonciations sont présentées à la Couronne par Fray Bartolomé de las Casas (González, 1970, p. 173).

²⁵ Cette image est abandonnée au 17^e siècle pour être remplacée par celle « d'une figure presque funeste, de mauvaises inclinations, d'une paresse innée et pratiquement incorrigible. » (González, 1970, p. 178).

Le *resguardo* ne constituait pas un bien négociable et les titres émis n'accordaient pas la propriété aux titulaires, caractéristiques qui le distinguent des régimes de propriété existants à l'époque en Europe. Par conséquent, la Couronne conservait le droit de déplacer les populations, notamment les moins denses et les plus éloignées, afin de faciliter la collecte des taxes et augmenter ses revenus fiscaux²⁶. Les terres du *resguardo* devaient être habitées et cultivées. Elles ne pouvaient pas être accaparées puisqu'elles devaient garantir leur soutien alimentaire et la continuité du paiement des taxes qui étaient collectées au moment des récoltes²⁷. Par conséquent, les *resguardos* devaient s'établir sur des terres agricoles occupées en permanence, logique qui démontre la méconnaissance des économies préhispaniques qui exigeaient la transhumance et la culture des parcelles délocalisées. Les *resguardos* visaient donc à concrétiser l'ancrage des populations autochtones à la terre, comme c'était le cas avec les *encomiendas*. Les *encomiendas* et les *resguardos* se structurent en fonction de la main-d'œuvre et visent à garantir la production et le tribut. Cependant, *l'encomienda* est un système tributaire alors que le *resguardo* est un régime de propriété. C'est le *resguardo* qui octroie aux peuples autochtones des droits sur la terre et qui les légalise sous forme de titres alors que *l'encomienda* ne reconnaît pas de droits sur la terre, ni aux colons, ni aux peuples autochtones.

Le travail d'Orlando Fals-Borda sur l'histoire des peuples autochtones des Andes (1957) donne un aperçu des conflits aux 17^e et 18^e siècles dans la Nouvelle-Grenade²⁸. Lors que les peuples autochtones souffraient de l'abus des *encomenderos*, les colons ne pouvaient plus obtenir de manière conjointe la terre et la main-d'œuvre autochtone. Face à cette situation et à l'interdiction de la Couronne de formaliser le travail autochtone dans les *haciendas*²⁹, les émissaires de celle-ci

²⁶ Sur les titres s'inscrivait la phrase : « ...en réservant à sa merci le pouvoir d'élargir ou de rétrécir ce *resguardo* à la convenance du roi notre seigneur » (González, 1970, p. 181).

²⁷ C'est en 1596 que sont assignés les premiers *resguardos* qui progressivement s'installent tout au long du Nuevo Reino de Granada. Ceux-ci sont précédés par les *reparticiones* (répartitions) qui consistent à la répartition et à l'assignation des terres aux peuples autochtones sans assignation du titre (Friede, 1976 cité dans Semper, 2006, p. 768). Les *reducciones* quant à elles forment un système de concentration de divers groupes à faible densité mis en place dans la deuxième moitié du 16^e siècle. Ce système facilite l'exploitation extensive des terres et la collecte des taxes, une activité difficile à cause du manque de voies de communication et des longues distances à parcourir. Les *reducciones* sont la principale cause de la résistance autochtone, car elles impliquent l'abandon des terres, pratiques de travail et industries, et affectent surtout leur vie spirituelle et religieuse (González, 1970).

²⁸ La Vice-Royauté était composée de la Colombie, l'Équateur, la Guyane, le Panama et le Venezuela. L'Équateur et le Venezuela (avec la Guyane) se séparent en 1830. Le Panama en 1903.

²⁹ L'*hacienda* est définie de la manière suivante: « Hacienda, in Spanish America, a large landed estate, one of the traditional institutions of rural life. (...) Labourers, ordinarily American Indians, who worked for

ont constaté la situation et proposent en 1642 la création du *amparo*. Ce dernier était un acte de protection qui mettait en place un système de travail où « the cacique of each reduction was to furnish a certain number of able-bodied Indians, distributing them among the Spanish farms of the surroundings. (...) the laborers thus engaged were called concertados » (Fals-Borda, 1957, p. 338-339). Au fur et à mesure que la population créole et métisse augmente, la constitution de nouveaux *resguardos* est interdite et ceux qui subsistent ont été assimilés par les paroisses de la population espagnole et créole (Gomez 1991, cité dans Semper, 2006, p. 768).

Entre 1755 et 1810, la Couronne opte pour la vente de la *terre royale*³⁰, une manière plus facile d'obtenir de l'argent. Ferdinand VI signe alors la *Cédula del Pardo* qui oblige l'évaluation des titres fonciers et la révision des terres occupées, ce qui contredisait la proclamation sur la protection des peuples autochtones faite dans le même document (Fals-Borda, 1957, p. 341). En conséquence, les *resguardos* se sont désintégrés davantage, ce qui a permis la croissance des *agregados*³¹. Contrairement au *resguardo*, l'*agregado* n'accorde pas de titre, il est la simple agglomération informelle de personnes sans aucun droit à la terre. En conséquence, les populations étaient réparties dans le territoire sans prendre en considération leurs volontés ou leurs besoins « As an outgrowth of the legal dissolution of the *resguardos*, Indians were transferred by force from one community or congregation to another, together with their families and private belongings » (Fals-Borda, 1957, p. 345). La pression sur les *resguardos* à cette époque ne provenait pas tant des latifundistes, mais des minifundistes, colons métis qui cherchent à fonder leur propre ferme.

Nous allons maintenant cibler l'évolution du *resguardo* dans ce qui deviendra la Colombie actuelle. Le corps social qui se développe au 19^e siècle le fait en continuité avec le régime colonial. L'indépendance (1810-1824) est un mouvement des classes dirigeantes créoles visant la liberté commerciale et la consolidation du secteur des exportations, selon les termes fixés par l'Angleterre qui finance le mouvement indépendantiste. En 1818 est proclamée l'indépendance des pays

hacendados (landowners) were theoretically free wage earners, but in practice their employers were able to bind them to the land, especially by keeping them in an indebted state (...) Hacendados constituted a squirarchy, in whose hands were the reins of local government. » (Encyclopedia Britannica, 2014).

³⁰ Les extensions du territoire appartenant à la Couronne.

³¹ Originellement, le terme *agregados* désignait simplement la population autochtone qui habitait à proximité des réductions. Au 17^e siècle, émerge un nouveau type d'*agregados* : « These consisted of the white settlers who lived away from Spanish towns and who had difficulties in traveling each Sunday to church. » (Fals-Borda, 1957).

constituant la Vice-Royauté de la Nouvelle-Grenade³². En 1821 la République de la Colombie s'est établie sur les anciens territoires de la Vice-Royauté. Au 19^e siècle le système *d'haciendas* se consolide en monopolisant les terres et en assujettissant les populations paysannes et autochtones aux relations serviles de production. Au cours du siècle, la lutte pour la défense des *resguardos* est l'événement le plus marquant pour plusieurs peuples autochtones (Capdequi, 1958, p. 239 cité dans Kalmanovitz, 1998, p. 104). Les *resguardos* étaient un obstacle à la libre circulation des terres et à la production dédiée à l'exportation (Kalmanovitz, 1998, p. 101). Alors que la terre abondait, mais pas la main-d'œuvre, la dissolution des *resguardos* prétendait fixer la population autochtone à la terre, cette fois-ci aux *haciendas*. La loi 11 d'octobre 1821 dissout les *resguardos*. Cette loi prétendait « briser la tradition coloniale et poursuivait la division de la terre des *resguardos* et leur transfert à la propriété privée » et démontrait la volonté des propriétaires de déposséder les paysans de leurs moyens de production en les obligeant à devenir des locataires (Semper, 2006, p. 768). L'abandon de la tradition de propriété communautaire a été ratifié par le Code civil de 1873 qui ne fait aucune allusion à ce régime de propriété. Selon Kalmanovitz, l'appropriation des *resguardos* « ne constitue pas une prémisse claire pour le développement du capital et ne contribue pas à forger un prolétariat, mais plutôt à consolider un processus de contrainte extraéconomique de la paysannerie par les propriétaires terriens » (Kalmanovitz, 1998, p. 108).

Les conflits agraires du 20^e siècle se jouent sur deux volets. D'un côté, l'amplification de la frontière agraire et la confrontation entre colons et détenteurs de titres de propriété de la Colonie ou de la République et entre *hacendados* et locataires. D'un autre côté, la résistance autochtone qui lutte contre la perte de leurs terres, institutions et cultures (Gilhodes, 1998, p. 307-308). La Loi 89 de 1890, toujours en vigueur, a été rédigée en réponse à cette résistance. Elle cherche l'unification des affaires autochtones au sein d'une loi générale afin de garantir l'ordre public. Bien que cette législation assimile le sujet autochtone aux mineurs d'âge, elle protège l'institution du *resguardo* et légitime les *cabildos*³³ (Semper, 2006, p. 768).

³² L'Équateur et le Venezuela (avec la Guyane) se séparent en 1830. Le Panama en 1903.

³³ Le *cabildo* est défini de la manière suivante: « (Spanish: "municipal council"), the fundamental unit of local government in colonial Spanish America » (Encyclopedia Britannica, 2015).

Pendant la première moitié du 20^e siècle, les peuples autochtones continuent la lutte pour la défense de leurs terres. Deux mobilisations autochtones se sont distinguées par leur importance. Dans l'ouest du pays, Manuel Quintin Lame a défendu les territoires autochtones et l'existence des *cabildos*, en plus de lutter contre la discrimination raciale et la taxation des peuples autochtones. Dans le centre du pays, José Gonzalo Sanchez y Eutiquio Timoté se sont retrouvés à la tête d'un mouvement inspiré par le socialisme révolutionnaire dans une perspective de lutte prolétaire. Ainsi, la lutte autochtone des années 1920 prend le parti des exploités, particulièrement les paysans sans terre, en faisant abstraction de la spécificité autochtone (Gilhodes, 1998, p. 311-312). Les peuples autochtones s'appuient sur le parti Conservateur³⁴ afin de lutter contre les propriétaires, la plupart issus du parti Libéral (Gilhodes, 1998, p. 312). Le mouvement autochtone réussit à occuper certains territoires, mais l'État répond en militarisant les régions où la lutte est plus intense et procède à de multiples détentions. De 1920 à 1940, les occupations ont continué, mais avec moins d'intensité. Dans la deuxième moitié du siècle, le pays connaît *La Violencia* (1948-1959), une période de confrontations entre les partis Conservateur et Libéral. Ce conflit, principalement paysan, a causé plus de 200 000 morts et se trouve à l'origine des guérillas du ELN (Ejército de Liberación Nacional) et des FARC-EP (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo). Suite à *La Violencia*, la Loi 135 de 1961 sur la réforme agraire et sociale est signée avec l'intention de démocratiser les formes actuelles de propriété. Elle reconnaît les communautés autochtones tout en prétendant leur insertion au système économique capitaliste « en tant qu'unités de production et de consommation » (Semper, 2006, p. 769).

Le resguardo et le droit autochtone après la constitution de 1991

Lors de la consultation tenue dans le cadre des élections présidentielles de mai 1990, 86 % des votants ont décidé de convoquer une Assemblée Nationale pour rédiger l'actuelle Constitution Politique³⁵. Un suffrage a été lancé le 9 décembre de la même année afin d'élire les 70 délégués qui composeront l'Assemblée Nationale Constitutionnelle³⁶. L'actuelle Constitution Politique de la Colombie entre en vigueur le 7 juin 1991. L'Assemblée Nationale Constitutionnelle a concédé

³⁴ La Loi 89 de 1980, qui a encore validité légale, est une loi protectionniste et paternaliste issue du parti Conservateur. Cette réalité historique fait en sorte que les peuples autochtones sont plus proche de celui-ci et rejettent le parti Libéral qui représentait les *hacendados*.

³⁵ La Constitution politique est le contrat social ou loi fondamentale d'un État dans laquelle les droits et les libertés des citoyens ainsi que l'organisation et les séparations du pouvoir politique se trouvent définis.

³⁶ Asamblea Nacional Constituyente.

des droits importants aux populations autochtones qui, par ailleurs, ne dépassent pas 2 % de la population. Dans le cadre de cette Assemblée a été adoptée et ratifiée la Convention 169 de 1989 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux, en donnant lieu à la Loi 21 de 1991. Adoptée et ratifiée par 23 États, dont la plupart en Amérique du Sud, la Convention est un instrument juridique qui définit les droits des peuples autochtones. Selon Anthias, la rédaction de la Convention met en évidence l'influence de l'écologie culturelle comme approche dominante dans le discours global sur les territoires autochtones, en exaltant la coproduction des natures et cultures et en obscurcissant « the broader relations of colonial and capitalist political economy. » (Anthias, 2017, p. 270).

La Constitution consacre des droits matériels et met en place des instruments juridiques telle l'acte de tutelle³⁷ et des institutions ayant pour but de garantir le respect de la Cour Constitutionnelle³⁸. Les dispositions sur le droit autochtone auxquelles fait référence la Constitution de 1991 sont conformes à la *Constitution Autochtone*³⁹. La Constitution Politique et la Convention 169 de 1989 de l'OIT forment un « bloc de constitutionnalité ». La Constitution reconnaît des droits aux peuples autochtones, dont le droit consuetudinaire autochtone, le droit populaire et le droit tribal, d'usages et de coutumes. Il faut distinguer les droits centraux des droits fondamentaux des communautés autochtones. Les droits centraux se définissent comme la garantie de leur territoire, l'appui et le développement de leur autodétermination et leur participation juste dans l'État et ses institutions⁴⁰. Les droits fondamentaux relèvent de la subsistance (Article 11 CP), l'intégrité ethnique, culturelle, sociale et économique (Article 12 CP), la propriété communautaire de la terre et la participation aux décisions quant à l'extraction des ressources sur leurs territoires (Article 330 CP). La titularité des droits fondamentaux des peuples et communautés est une dérivation des droits fondamentaux individuels applicables à toute la citoyenneté dans le titre 2 de la Constitution Politique (p. ex., : le droit à la subsistance est dérivé du droit à la vie et le droit à l'intégrité ethnique, culturelle, sociale et économique est dérivé du droit à l'intégrité physique) (Semper,

³⁷ Acción de tutela. Instrument qui permet aux citoyens de solliciter directement l'État pour la protection immédiate d'un droit fondamental lorsqu'il est enfreint (Article 86).

³⁸ La Corte Constitucional (Article 239 CP). La Cour Constitutionnelle est une institution du pouvoir judiciaire créée le 17 février 1992 afin de préserver l'intégrité et la suprématie de la Charte politique.

³⁹ Constitución Indígena.

⁴⁰ La Cour Constitutionnelle (CC SCC n.o SU-510/98).

2006, p. 765-766). Selon Semper (2006), il n'est pas clair si ces dérivations sont en réalité des droits indépendants ou plutôt des concrétions différentes.

Les communautés autochtones⁴¹ sont sujettes aux droits fondamentaux collectifs et leur statut juridique leur permet de les faire valoir et de réclamer protection et réparation. La communauté autochtone se définit comme «le groupe de familles d'origine amérindienne qui partagent un sentiment d'identification avec leur passé autochtone et qui maintiennent les traits et les valeurs de leur culture traditionnelle en tant que formes de gouvernement interne et du contrôle social qui les distinguent des autres communautés rurales» (Article 2 Décret 2001 de 1988). La définition des communautés autochtones a une longue tradition en Colombie. Elle prend en compte les discussions qui se sont tenues avant la ratification de la Convention 169 de 1989 de l'OIT, ce qui explique pourquoi la Colombie utilise le concept de « communauté » plutôt que celui de « peuple » autochtone, plus accepté à l'international (Semper, 2006, p. 765).

Semper (2006) analyse les limites des normes en matière de droit autochtone dans la Constitution Politique. Le principe de diversité ethnique et culturelle établit le statut spécial des communautés autochtones. L'État reconnaît et protège la diversité ethnique et culturelle de la nation colombienne (Article 7 CP). La Cour Constitutionnelle place le principe de diversité ethnique au même niveau que ceux de démocratie et de pluralisme (Préambule CP). Selon Semper, le principe de diversité ethnique et culturelle est limité aux principes constitutionnels et aux droits fondamentaux, alors que sa nature juridique est proclamée de manière générale. Par conséquent, sa portée n'est pas claire et devient problématique. Par ailleurs, le droit à l'identité culturelle n'est pas déclaré, ce qui représente des difficultés conceptuelles. Ainsi, la Constitution Politique fait allusion à l'identité culturelle de manière indirecte, ce qui fait en sorte qu'elle se concrétise par la déviation des autres droits fondamentaux. Par exemple, dans l'Article 68 de la Constitution « les membres des groupes ethniques auront droit à une formation qui respecte et développe leur identité culturelle » (Semper, 2006, p. 767).

La législation colombienne définit le *resguardo*⁴² comme la propriété collective, inaliénable, imprescriptible et insaisissable des communautés autochtones. Le *resguardo* est une institution

⁴¹ Comunidades indígenas.

⁴² Article 21 du Décret 2164 de 1995 « Artículo 21. Naturaleza jurídica. Los *resguardos* indígenas son propiedad colectiva de las comunidades indígenas en favor de las cuales se constituyen y conforme a los

juridique et sociopolitique à caractère spécial, constitué d'une ou plusieurs communautés autochtones, lesquelles disposent d'un titre de propriété collective, de garanties de la propriété privée et d'un droit de gestion autonome protégé par la Constitution. Les membres de la communauté autochtone ne peuvent transférer, louer ou hypothéquer le terrain. Selon la Cour Constitutionnelle, la reconnaissance constitutionnelle du *resguardo* sert à la préservation des cultures autochtones et de leurs valeurs spirituelles. Ainsi, la terre autochtone, au-delà d'être la base de leur subsistance, est fondamentale à leur cosmovision, culture et religiosité⁴³. Selon Semper (2006), la propriété communale est assujettie à l'article 58 de la Constitution qui protège davantage l'utilité publique du *resguardo*, face à la propriété privée. Ainsi, la jurisprudence constitutionnelle place le droit à la vie des Communautés Autochtones (subsistance) et à l'intégrité ethnique, sociale, culturelle et économique à un niveau supérieur à celui de la propriété privée. Cependant, les ressources naturelles non renouvelables demeurent la propriété de l'État (Article 332 CP). Le code des mines dicte la relation entre les communautés autochtones et les ressources et règlemente leur participation dans l'exploitation du sous-sol.

La Constitution Politique de 1991 est très contradictoire. Les débats tenus dans le cadre de l'Assemblée Nationale Constitutionnelle encouragent la participation de secteurs oubliés de la société. Cependant, elle prend forme durant la période d'expansion néolibérale, ce qui explique pourquoi les secteurs privilégiés de la société n'exercent pas d'opposition majeure à la reformulation de la Carta Magna. La Constitution Politique exprime les initiatives de restructuration institutionnelle encouragées par les instances supranationales comme la Banque mondiale dans les pays de l'Amérique du Sud. Par conséquent, elle affiche une myriade de positions qui ne sont pas toujours conciliables. Malgré ces incongruités internes, elle réussit à institutionnaliser les figures de protection des droits fondamentaux de la population, comme l'action de tutelle qui n'existait pas auparavant et qui s'avère indispensable dans un pays où les écarts socioéconomiques profonds donnent lieu à des injustices intolérables. Également, comme

artículos 63 y 329 de la Constitución Política, tienen el carácter de inalienables, imprescriptibles e inembargables. Los *resguardos* son una institución legal y sociopolítica de carácter especial, conformada por una o más comunidades indígenas, que con un título de propiedad colectiva que goza de las garantías de la propiedad privada, poseen su territorio y se rigen para el manejo de éste y su vida interna por una organización autónoma amparada por el fuero indígena y su sistema normativo propio. Paragrafo. Los integrantes de la comunidad indígena del *resguardo* no podrán enajenar a cualquier título, arrendar por cuenta propia o hipotecar los terrenos que constituyen el *resguardo*. ».

⁴³ (SCC n.o T-188/93).

nous l'avons souligné, les peuples autochtones ont réussi à positionner la protection de leurs droits fondamentaux au même niveau que ceux du reste de la population et à obtenir des garanties politiques supplémentaires grâce à la promulgation des droits centraux – au territoire, à l'autodétermination et à la participation aux affaires de l'État. Cependant, comme nous le verrons dans la section suivante, les bénéfices de la formalisation des droits ne sont qu'éphémères, en répondant à des logiques d'ordre supranational qui affaiblissent les peuples autochtones sur le long terme.

Le régime de propriété collective

La propriété collective est avant tout une construction coloniale qui vise à contrôler la terre et le comportement de groupes sociaux spécifiques. En Amérique du Sud, bien que les arguments et les objectifs qui justifient la propriété collective aient évolué, celle-ci conserve les caractéristiques de base du *resguardo*⁴⁴. Elle sert d'instrument de discrimination positive fondée sur la ségrégation sociospatiale des peuples autochtones et dont l'efficacité est limitée par sa propre nature protectionniste. L'ancrage des peuples autochtones à la terre constitue un trait important dans la plupart des définitions contemporaines de l'indigénité, même si les pratiques sociales et économiques des groupes coïncident rarement avec cet attachement collectif (Li, 2010). Par extension, la propriété collective est un standard qui nie l'existence de diverses approches à la terre (Cheater, 1990)⁴⁵. En effet, Cheater (1990) affirme que la possession collective de la terre en tant que condition naturelle n'est pas l'unique supposition sur laquelle se base ce modèle de propriété établi par la société dominante. Comme le souligne Rose dans le contexte africain (2002), les préjugés coloniaux occultent le fait que les terres ne sont pas toujours attribuées par des chefs ou d'autres autorités locales, que la propriété de la terre a longtemps été marquée par l'inégalité plutôt que par l'égalitarisme, que les terres arables ont été contrôlées sur une base individuelle plutôt que collective, que l'entrepreneuriat individuel existait avant les systèmes de propriété moderne et que

⁴⁴ En Colombie la propriété collective conserve le nom *resguardo*, alors que dans d'autres pays de la région le nom change (p. ex., en Bolivie elle est appelée *Tierra comunitaria de origen*).

⁴⁵ Les analyses sur la propriété collective en Asie et en Afrique offrent des éléments pour juger la portée réductionniste de ce modèle. À travers une analyse du rapport à la terre de 242 chefferies au Zimbabwe, Cheater conclut que la propriété collective ne s'adapte pas aux traditions de 69 % des communautés enquêtées (1990).

les exploitations individuelles ont été et continuent d'être relativement sécuritaires. Cette litanie de présuppositions s'applique également au contexte sud-américain.

Afin de comprendre la réalité actuelle des peuples autochtones dans leur rapport à la terre et les raisons pour lesquelles une institution coloniale comme le *resguardo* se maintienne toujours, il importe de souligner la réaction des organismes multilatéraux aux luttes autochtones des années 1970, les liens entre leur argumentaire et le mouvement environnementaliste des années 1970 et 1980, ainsi que son usage dans le cadre de l'expansion capitaliste sud-américaine des années 1980 et 1990. Anthias et Radcliffe (2015) reviennent sur ces événements et leur importance. Le mouvement des droits autochtones des années 1970 naît en réaction à la violence à laquelle ces peuples ont été soumis au nom du développement sous l'égide de la Révolution verte et donne lieu à La Convention 169 de l'OIT. Parallèlement, le mouvement environnemental qui commence dans les années 1970 voit émerger une littérature reliant les peuples autochtones à la conservation de la biodiversité. Cette relation est renforcée dans le rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, rédigé dans le cadre de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU. Celui-ci affirme en effet que la durabilité de la terre est garantie par le savoir unique des peuples autochtones. Cette idée est de nouveau appuyée lors du Sommet de la Terre à Rio en 2002 en désignant les peuples autochtones comme « groupes majeurs » qui doivent participer au développement durable. Anthias (2017), souligne comment La Convention 169 de 1989 de l'OIT est rédigée dans le langage de l'écologie culturelle au même titre que le Rapport Brundtland – au sein duquel apparaît par première fois la notion de développement durable – en renforçant la relation « naturelle » entre les peuples autochtones et la nature.

Dans son analyse sur la propriété collective bolivienne, Anthias explique la relation directe entre l'intensification de la légalisation des titres de propriété collective dans les territoires autochtones de l'Amérique du Sud et l'entrée du capital dans ces espaces par l'imaginaire occidental qui rattache les peuples autochtones à la nature (Anthias, 2017, p. 270). Anthias souligne comment ces dynamiques parallèles s'avèrent une stratégie réfléchie de la Banque mondiale et d'autres institutions de développement pour sécuriser leurs investissements dans des projets de grande envergure en extraction minière et d'hydrocarbures. Hale (2005) démontre également comment, sur une période de 20 ans, la Banque mondiale a réformé ses politiques par rapport aux peuples autochtones.

Playing strategically off rising cries of protest over World Bank "megaprojects" and their deleterious effects on indigenous peoples (...) World Bank is at the cutting edge of the trend in support of "development with identity": indigenous participation in all facets of project development; respect for cultural difference; and multiculturalism as a forward-looking political sensibility that the World Bank urges member states to endorse. (Hale, 2005, p. 17).

Selon lui, ces transformations mènent à des projets cartographiques dont l'objectif est d'identifier les réclamations des minorités ethniques afin d'arriver à une titularisation définitive de leurs terres. Suite à ce virage dans les politiques de la Banque mondiale, 200 millions d'hectares ont été cartographiés en Amérique Latine au cours des deux dernières décennies (Bryan, 2012 cité dans Anthias, 2017, p. 270). Parallèlement, la Banque mondiale continue d'investir dans des projets à grande échelle, tout en encourageant les réformes néolibérales.

À travers l'analyse de documents internes de la Banque mondiale, Anthias (2017) démontre comment le changement dans les politiques autochtones de l'institution cherche à sécuriser ses investissements. D'une part, le *Operational Manual Statement* (OMS 2.34) met en évidence que la Banque mondiale ne s'engage à garantir que les moyens de subsistance aux populations qui habitent les territoires où les ressources exploitables se localisent : « the recognition, demarcation and protection of tribal areas containing those resources required to sustain the tribal people's traditional means of livelihood » (Davis et al., cité dans Anthias, 2017, p. 264). D'autre part, la *Operational Directive* (OD4.20) souligne l'intérêt de la Banque Mondiale à éviter toute interruption à l'intérieur des exploitations où elle place ses investissements (Davis, 1993 cité dans Anthias 2017, p. 264).

Il ne faut pas oublier que le *resguardo* est un mécanisme de contrôle qui, guidé par une idée rigide de l'indigénité, rattache les êtres humains à la terre afin de les subjuguier plus facilement. La protection des peuples autochtones s'est imposée comme argument légitime par le passé et demeure revendiquée encore aujourd'hui. En principe, la subordination est intrinsèque à toute loi protectionniste. Au moment de la création du *resguardo*, le bourreau se place dans le rôle du protecteur et le peuple autochtone devient son dépendant. Tel que nous l'avons remarqué dans les sections précédentes, cette relation de dépendance est reproduite à répétition tout au long de la lutte des peuples autochtones pour la terre. Dans notre réflexion, l'appropriation et la défense des peuples autochtones de l'instrument qui matérialise leur propre subordination sont l'exemple d'une

contradiction élémentaire. Cette contradiction est à notre avis le signe de la réussite des groupes dominants dans le maintien des hiérarchies coloniales au passage du temps. Aussi longtemps que la protection existera comme argument, la relation de dépendance et de subordination se maintiendra.

La protection des populations autochtones vis-à-vis des colons a servi d'argument pour institutionnaliser la propriété collective en Amérique. Cette protection trouve son origine dans la valeur qu'avaient les corps autochtones dans un contexte de pénurie et de surexploitation de la main-d'œuvre. Aujourd'hui, l'argument de la protection est encore valable, mais le facteur de risque est le marché (Anthias, 2017; Anthias et Radcliffe, 2015; Li, 2010). Les corps des sujets subordonnés sont encore là, au milieu des territoires où les ressources à exploiter se retrouvent. Le but de l'État n'est plus d'assurer une réserve de main-d'œuvre, mais plutôt de s'approprier le contrôle de leurs territoires. Comme nous l'avons signalé auparavant, les entreprises privées bénéficient de la négociation directe avec les chefs ou les élites des peuples autochtones possédant un titre de propriété, en réduisant la bureaucratie et le conflit (Borras et Franco, 2011). Dans le même ordre d'idée, Anthias (2017) synthétise que ce sont les droits collectifs qui permettent le développement capitaliste néolibéral en rationalisant la propriété, en réduisant le conflit, en empêchant l'émergence d'alternatives et en réduisant la bureaucratie pour les investisseurs.

Li (2010) aborde le paternalisme exercé par les nouveaux *governors* (gouverneurs)⁴⁶, en soulignant comment leur propension à décider du destin des peuples autochtones est un problème qui se pose différemment aujourd'hui « This problem was less pressing in the colonial period, when the assumed racial hierarchy and the prerogatives of rule made the issue of paternalism mute, but it arises sharply today as concepts of cultural relativism and respect for difference are widely promoted. » (Li, 2010, p. 388). À notre avis, l'écart abyssal entre les ressources économiques et politiques des *governors* et celles des peuples autochtones démontre clairement comment la question du paternalisme des régimes de propriété collective s'intègre au sein de l'ère néolibérale. Ainsi, au lieu d'éliminer ou de déplacer les peuples autochtones par la coercition et l'usage de la violence, l'émission des titres de propriété collective facilite la négociation directe entre le représentant du groupe et les acteurs qui désirent accéder aux ressources collectives. La valeur du

⁴⁶ Ils sont constitués de « national and transnational NGOs, development banks, and the United Nations-sponsored rights regime. » (Li, 2010, p. 386).

représentant du groupe social subordonné dépend alors de sa capacité à devenir un agent d'amélioration du territoire. Le résultat de ces politiques protectionnistes demeure toutefois le même : les peuples autochtones continuent d'être marginalisés, surexploités et dépossédés. Ainsi, ce ne sont que les formes de dépossession qui changent (Li, 2010).

La spécificité de la situation actuelle tient donc du fait que c'est l'État qui cherche à protéger les victimes de l'accaparement. Dans le contexte colonial, le paternalisme était justifié par la hiérarchie raciale. Aujourd'hui, il est socialement inacceptable qu'un groupe de la population décide de ce qui est bénéfique pour un autre (Li, 2010, p. 338). C'est plutôt la défense de la différence culturelle qui s'impose comme argument pour légitimer la propriété collective. Paradoxalement, cette différence culturelle est aussi l'argument qui mobilise les revendications des populations dominées (Cheater, 1990 ; Li Murray, 2010). Les communautés autochtones se servent de celle-ci comme argument pour maintenir leur culture et éviter la perte de leurs terres.

Chapitre 2 - Géographie morale d'une économie en transition

Quand la population de Wacoyo accepte qu'Aliar S.A. cultive 1300 hectares du *resguardo*, elle cède au secteur privé son *contrôle résiduel* sur l'accès à la savane. Pour des raisons que nous allons expliciter dans ce chapitre, nous positionnons cette cession du *contrôle résiduel* à l'intersection de deux processus, soit : le processus contemporain de l'accaparement de terres et le processus de transition économique qui affecte particulièrement les populations des *resguardos*. D'une part, l'accaparement de terres contemporain, en agissant sous l'égide du néolibéralisme, perpétue le phénomène de dépossession à travers des outils rhétoriques et légaux. D'autre part, la transition économique est un processus historique de transformation permanente, voire d'extinction progressive, des principes et des pratiques économiques préhispaniques⁴⁷. Le présent chapitre s'interroge sur l'apport de l'économie morale dans la compréhension des pressions issues de ces deux processus au sein de la communauté, ainsi que de leur articulation. Comme nous le verrons, le processus de transition économique est crucial pour comprendre la dynamique du *contrôle résiduel* au sein du *resguardo* et saisir comment elle s'articule dans le processus contemporain de l'accaparement de terres. En effet, les travaux portant sur la reproduction sociale des communautés autochtones ont tendance à négliger la participation des groupes subordonnés à la transformation de leur propre économie.

Une analyse des économies subordonnées devrait idéalement se fonder sur une épistémologie propre à la société concernée. D'ailleurs, cette société devrait être représentée à chaque étape de la recherche. Avant d'être en mesure de mettre en place une démarche de cette ampleur, nous soulevons l'importance d'intégrer la réalité des économies subordonnées aux analyses géographiques. À partir du regard très limité de l'observateur externe, nous tentons de comprendre comment la reconfiguration morale qui s'effectue dans le contexte d'une économie en transition facilite l'accaparement de terres. Face aux difficultés multiples qu'engendre l'exercice de « parler à la place des autres », nous cherchons surtout à explorer la communication entre les domaines de l'économie et de la géographie intéressés aux questions morales. Dans cette perspective, nous

⁴⁷ La traçabilité desdites transformations n'est pas évidente. Le travail ethnographique récent de Laura Calle Alzate (2016), et nos observations, suggèrent une accélération à partir des années 2000.

souhaitons mettre en relation les transformations normatives et les conséquences spatiales soulevées par l'accaparement de terres qui touche les peuples autochtones.

Dans la première section du chapitre, nous explorons les apports et les limites de l'approche normative en sciences sociales. Par la suite, nous présentons brièvement les traits généraux de la structure socioéconomique Sikuani. Pour ce faire, nous passons en revue les antécédents de l'économie morale et de la morale en géographie, avant d'aborder les contributions récentes en matière d'économie morale autochtone. Finalement, nous mettons en relation la dimension normative de la transformation économique avec l'analyse géographique. Ces questions de nature épistémologique et méthodologique viennent guider notre démarche, en visant à mettre en évidence les mécanismes par lesquels s'effectuent la cession du *contrôle résiduel* et la transition de l'économie subordonnée à l'économie de marché.

Antécédents de l'économie morale

Les valeurs font allusion à « un aspect de la vie désirable ou digne, quelque chose à laquelle une valeur est assignée ». La distinction entre les valeurs morales (bon et correct) et non morales (beauté et vérité) suggère une indépendance entre les dimensions morales et non morales de la vie, en d'autres mots, entre ses dimensions esthétiques et scientifiques. Il existe également une distinction entre biens moraux ou vertus (justice), dont leur performance est perçue comme admirable, et les biens non moraux (liberté) compris comme des expériences désirables sans être source de crédit moral. Tout au long de l'histoire de l'économie et de la géographie, l'importance des évaluations normatives, c'est à dire des jugements sur ce qui est « bon » ou pas, a été nuancée par le contexte économique politique et social. Nous cherchons donc à souligner comment l'économie morale et l'approche normative sont susceptibles d'enrichir notre réflexion.

Les origines du concept d'économie morale

L'histoire intellectuelle occidentale est riche en discussions philosophiques autour de l'économie et de la morale. L'origine du mot économie, du grec οίκονομία, fait référence à la « gestion de la maison ». De manière plus abstraite, elle fait également allusion à l'administration, le leadership, l'arrangement et l'ordre; donc à la manière par laquelle les normes sociales déterminent la pratique économique à de multiples échelles. La théorie sociale d'Aristote distinguait les trois domaines de la philosophie pratique (politique, éthique et économique) en présentant l'éthique comme « la

discipline qui constitue premièrement la base de la philosophie pratique, c'est-à-dire de l'économique, de la politique et de la rhétorique. L'éthique toutefois est, pour l'essentiel, la doctrine de lignes de conduite « habituéisées », devenues morales par habitude – les « vertus ». » (Pöggeler, 1981, p. 262). Dans cette théorie, chaque domaine a un degré de développement différent et celui de l'économie est assujéti aux prémisses politiques et éthiques (Götz, 2015, p. 148). Cândido da Silva, à travers une analyse des textes carolingiens portant sur les politiques publiques de la lutte contre les famines du 8e siècle, souligne la difficulté de différencier les mesures économiques des mesures religieuses dans la législation française. Il en conclut que l'économie morale de l'époque se fonde sur une conception chrétienne de la justice appliquée à la production et aux échanges marchands. Les développements législatifs motivés par des crises alimentaires ont « conduit à une construction « éthique », marquée par des éléments chrétiens et appliquée aux domaines de l'approvisionnement, de la production et des échanges, qui est allée de pair avec une volonté affichée de contrôle des comportements dans ces domaines respectifs » (Cândido da Silva, 2014, p. 173).

L'interdépendance entre économie et morale se perd graduellement. La dissociation entre les deux s'explique par les développements apportés en matière de commerce et de comptabilité nationale par les physiocrates et les caméralistes du 18e siècle. Ces développements se consolident progressivement comme les dimensions prioritaires de l'économie (Götz, 2015; Meiksins Wood, 2013). Götz (2015) retrace la parution de la notion d'économie morale jusqu'en 1729. C'est lors d'un sermon tenu à l'Université de Cambridge qu'est mentionnée « l'économie morale des choses ». Pendant le 18e siècle, les encyclopédies et les dictionnaires définissaient l'économie morale en la juxtaposant aux processus mécaniques dans le but de discriminer les aspects théologiques et médicaux de l'homme. D'autres publications ont parues pour faire référence à la juxtaposition entre l'économie morale et l'économie physique, où la première est particulière à la condition humaine et la deuxième à la condition de toutes les créatures. En économie, Herrenschwand (1796) introduit la notion de « l'économie morale de l'homme » en référence au volontarisme et à l'amélioration humaine. Cette notion apparaît ultérieurement dans une traduction de l'anglais du travail de Kant *Religion within the Boundary of Pure Reason* (Herrenschwand, 1796; Kant, 1838 cité dans Götz, 2015, p. 149-150). Durant les 18^e et 19^e siècles, l'économie morale se veut avant tout un concept religieux, employé principalement par les réformateurs radicaux, qui s'intègre progressivement dans de multiples réflexions sur l'État (Rogan, 2018). Par exemple, Rousseau considère

l'économie morale comme « a utopian philosophical enterprise that would establish the superiority of the general will (...) over individuals and the associations of civil society » (Rousseau, 1755 cité en Götz, 2015, p. 149).

La Grande Transition, publiée par Karl Polanyi en 1944, propose une discussion qui marque un virage dans les réflexions portant sur l'économie morale. Polanyi remet en question l'idée que l'on retrouve en économie politique, en philosophie politique et en sociologie, selon laquelle toute économie, sans exception, est une version non achevée de l'économie du marché. Polanyi démontre plutôt la rupture entre les systèmes précapitalistes et le capitalisme par le biais d'une analyse économique des sociétés soumises à des contextes géographiques et historiques variés. Pour lui, la séparation entre économie et société, véhiculée par le paradigme dominant en économie, est artificielle et non une loi naturelle. Polanyi souligne la spécificité de la société de marché, caractérisée par des impératifs capitalistes de concurrence, d'accumulation, de maximisation du profit et d'accroissement de la productivité du travail, lesquels « règlent et régulent non seulement les transactions économiques, mais les rapports sociaux dans leur ensemble » (Meiksins Wood, 2013, p. 10). Les réflexions et la méthode de Polanyi jouent un rôle essentiel dans la détermination de l'avenir de l'économie morale. En partant de l'anthropologie économique et de l'analyse des sociétés précapitalistes, il démontre l'interrelation entre les structures sociales et les mécanismes d'intégration économique. L'auteur met ainsi l'accent sur l'imbrication entre société et économie et renouvelle l'intérêt pour l'analyse des économies précapitalistes dans l'étude des problématiques économiques contemporaines. Max Weber avait déjà dénoncé l'abandon de l'intérêt des sciences sociales pour les économies primitives considérées « sans rapport avec la question des mobiles et des mécanismes des sociétés civilisées » (Polanyi, 1944/1983, p. 74-75). Dans l'œuvre de Polanyi, l'anthropologie enrichit la réflexion économique. Pour lui, comprendre les institutions économiques archaïques apporte à la compréhension et à l'amélioration des nôtres.

En se basant sur les travaux de Polanyi, l'historien Edward P. Thompson retrace la transformation des rapports sociaux en Angleterre de la fin du 18^e et du début du 19^e siècle avec la transition au capitalisme, en plus de souligner son impact sur l'économie morale (des pauvres). Il le démontre notamment par la lecture des doléances populaires issues de l'institution de cette nouvelle logique sociale :

these grievances operated within a popular consensus as to what were legitimate and what were illegitimate practices in marketing, milling, baking, etc. This in its turn was grounded upon a consistent traditional view of social norms and obligations, of the proper economic functions of several parties within the community, which, taken together, can be said to constitute the moral economy of the poor. (Thompson, 1971, p. 79).

Thompson dénonce le fait que les historiens aient participé à la consolidation du paradigme de l'homme économique. En effet, lors des émeutes de la faim du 18^e siècle en Angleterre, les historiens ne questionnent pas en profondeur les motivations, les comportements ou les fonctions qui les génèrent. Loin d'être de simples réponses instinctives à la faim, Thompson souligne que ces manifestations sont formes complexes d'action populaire directe et disciplinée, fondées sur des objectifs clairs. Pour lui, les plaintes de la classe ouvrière sur les abus des producteurs quant à la qualité du pain et l'augmentation de son prix sont autant de réactions face à ce qu'ils perçoivent comme une transgression des systèmes de valeurs non économiques des consommateurs. En analysant la culture politique, les attentes, les traditions et les superstitions, Thompson démontre non seulement que la rationalité économique n'est pas inhérente au marché, mais il met également en évidence la plasticité des relations entre la population et les dirigeants (Thompson, 2000, p. 216).

James C. Scott (1976), dans son étude sur l'économie morale des paysans en Asie du Sud-Est, considère avec Thompson que la rébellion n'est pas « a problem of calories and income but... a question of peasant conceptions of social justice, of rights and obligations, of reciprocity » (Scott, 1976, vii). Scott introduit la notion d'*éthique de la subsistance* pour faire référence aux « Patterns of reciprocity, forced generosity, communal land and work-sharing helped to even out the inevitable troughs in a family's resources which might otherwise have thrown them below subsistence » (Scott, 1976, p. 2-3). Ainsi, à l'opposé de l'économie capitaliste, les populations choisissent d'éviter le risque relié à la maximisation du profit. Pour maintenir ses conditions minimales de survie, ces dernières établissent des relations patron-client avec les couches sociales plus favorisées, sous la base du principe d'échange qui est « In essence, the moral idea involved is that one should return "favors" out of gratitude and that, consequently, equal exchange defines a fair relationship » (Scott, 1976, p. 162). Nous explorons le lien entre la réciprocité et le patronage à la fin du chapitre. L'intérêt des travaux de Thompson et de Scott porte sur l'analyse des

fondements de l'économie morale de la rébellion dans un contexte déterminé par le conflit des classes.

La discussion sur la dimension morale de l'économie est reprise d'un autre point de vue dans les travaux d'Amartya Sen (1991). Ce dernier, souligne que le problème de la faim n'est pas un problème de manque de disponibilité des aliments, mais un problème de justice distributive. Pourquoi existe-t-il des personnes qui meurent de faim, dans un contexte où la production alimentaire suffit à combler les besoins de la population mondiale? En situant le problème de la justice au niveau de la distribution alimentaire, Sen développe une réflexion critique des théories et pratiques économiques à partir d'une position morale. Il explore et remet en question les pratiques économiques qui condamnent inutilement à la faim un secteur de la population.

Pour Sen, les approches en économie s'organisent autour de deux modèles principaux : l'approche mécanique (*engineering*) qui considère les économies comme des machines ayant besoin d'être décrites et expliquées, et l'approche éthique pour qui l'économie constitue une collection de relations et de pratiques sociales pouvant être jugées sur le plan moral (Sen, 1991 cité dans Sayer, 2015, p. 291). Andrew Sayer (2015) explore la distinction faite par Sen en soulignant que cette rupture dérive du *divorce* des pensées positive et normative dans les sciences sociales. Pour Sayer, il est impératif de redonner de la valeur aux évaluations descriptives. En effet, les approches économiques devraient être jugées selon leur participation à l'épanouissement ou à la souffrance des individus (Sayer, 2015; Sayer et Storper, 1997).

L'économie morale en tant qu'approche, suscite des réactions très polarisées en sciences sociales. En économie, la critique cible principalement le problème des inégalités matérielles produites par le capitalisme, approche qui facilite la discussion empirique et qui permet l'identification de réformes praticables (Rogan, 2018). Ceux qui défendent les approches normatives reconnaissent les faiblesses de l'économie morale face au matérialisme, mais considèrent tout de même qu'elle représente une alternative intellectuelle, culturelle et politique intéressante. Les origines de cette faiblesse se trouvent au sein même de la science occidentale, qui place les jugements de valeur à la lisière des processus rationnels de construction de connaissance, et dont la dimension normative est confinée aux domaines du droit, de la science politique et de la philosophie. Cette déficience s'explique en grande partie par le manque de tradition normative chez ceux qui s'intéressent à la critique du capitalisme, contrairement à ceux qui s'intéressent au libéralisme.

One of the great ironies of postwar social science is that, although Marxists and related radicals criticised liberal positive social theory as reactionary and apologetic, liberalism had a long-standing and far more developed normative side, as indicated by its sophisticated discussions of the relations between liberty and equality (for example, Gray, 1986; Kymlicka, 1990; Nozick, 1974; Plant, 1991; Rawls, 1971) building on the earlier work of writers such as Locke, Smith, and Mill. By contrast the normative basis of Marxist-influenced radicalism was underexamined and flimsy. Outside the disciplines of politics and philosophy, most social scientists had little or no acquaintance with normative theory. (Sayer et Storper, 1997, p. 1)

Plusieurs auteurs reconnaissent toutefois l'importance d'aborder la critique du capitalisme à partir d'une approche normative (Arnold, 2001; Booth, 1994; Rogan, 2018). Les avantages méthodologiques reliés à l'économie morale sont également soulevés. Frerejon (1991) considère l'économie morale comme point de départ ethnographique dans le cadre des analyses sociales. Il souligne sa capacité à relier la dimension économique à la dimension sociale et à soulever les sens des pratiques sociales, l'économie morale étant le fondement de l'identification des acteurs et des décisions (Frerejon, 1991 cité dans Arnold, 2001, p. 85).

La morale en géographie et la géographie morale

David M. Smith (2000), dans son ouvrage *Moral geographies: ethics in a world of difference*, retrace l'évolution de l'intérêt porté à la morale en géographie. Le virage normatif dans la théorie sociale permet un retour des aspects moraux dans la géographie. À l'origine de ces préoccupations éthiques et politiques qui émergent dans les années 1960, on note la montée des mouvements politiques, le caractère de plus en plus multiculturel des sociétés, l'éclatement ou la diversification des familles et le développement de la réflexivité (Sayer et Storper, 1997, p. 2). L'émergence de ces manifestations enrichit considérablement les débats critiques qui traditionnellement portaient sur les notions de classe ou de distribution et ceux au sein du libéralisme portant sur la question des droits (Fraser, 1995; Taylor, 1992 cités dans Sayer et Storper, 1997, p. 2). Les crises environnementales, la pollution et l'épuisement des ressources comme corollaire de la croissance économique viennent également appuyer l'intérêt pour la morale en géographie. La discipline s'engage alors au sein de sujets négligés (crime, santé et faim) dans la tentative d'identifier une géographie de bien-être (Smith, 2000, p. 3).

Selon Smith (2000), la géographie radicale des années 1970 est la première à réagir contre la pensée positiviste en plaçant la question des inégalités au centre de la discussion. La clameur de justice sociale est l'expression morale face à la domination politique, la dépravation sociale et la discrimination raciale. En ce sens, les travaux de David Harvey (1973) et Annette Buttimer (1974) sont considérés comme les premiers à explorer les fondations philosophiques de la morale en géographie. Harvey analyse l'articulation entre justice sociale et territoire et propose, ce faisant, une transition de la perspective libérale vers le matérialisme historique afin d'interroger les valeurs derrière l'organisation des processus de production et de distribution. Buttimer, quant à elle, part de la philosophie existentielle et présente la notion de « being-in-the-world » afin de situer les valeurs humaines dans leur contexte sociohistorique (Smith, 2000, p. 3). Alors que Harvey et Buttimer ouvrent la discussion philosophique sur la justice et l'être humain en géographie, Yi-Fu Tuan relie l'intérêt traditionnel du géographe sur la production de la nature aux systèmes éthiques et moraux. Trois réflexions peuvent être tirées du travail de Tuan. La première porte sur les différences entre les conceptions morales des cultures distinctes, et entre les individus dans les sociétés modernes complexes, ainsi que les similitudes au sein des expériences morales transculturelles. La deuxième ouvre la discussion sur le rôle du particulier et de l'abstrait en tant que sources de compréhension éthique disciplinaire. Pour Tuan, les questions morales émergent avec l'usage de la Terre, mais aussi des points de vue d'observateurs et de commentateurs. La troisième concerne la confrontation entre la morale et l'esthétique dans la création humaine de la culture, notamment à travers la notion de paysage (Smith, 2000, p. 4).

Robert Sack pousse la réflexion sur la relation entre morale et espace, en soutenant que la géographie est au cœur du jugement moral : « Thinking geographically heightens our moral concerns; it makes clear that moral goals must be set and justified by us in places and as inhabitants of a world » (Sack, 1997, p. 24). Pour lui, la force morale du lieu réside dans sa capacité à relier les vertus ou considérations morales sur la vérité, la justice et le naturel. Ces vertus se manifestent sous forme d'ensembles différents et changeants en fonction des différents lieux dans lesquels on les observe. D'autre part, la géographie sociale et culturelle intègre indirectement la notion d'économie morale à l'espace, en s'intéressant à la géographie des moralités quotidiennes qui font référence aux « different moral assumptions and supporting arguments that particular peoples in particular places make about 'good' and 'bad' / 'right' and 'wrong' / 'just' and 'unjust' / 'worthy' and 'unworthy' » (Philo, 1991 cité dans Smith, 2000, p. 16). Les moralités quotidiennes sont

construites en rapport avec l'espace, le lieu, l'environnement et le paysage par les individus et les groupes. Elles entrent ainsi en relation avec la constitution sociale des groupes en déterminant les inclusions et les exclusions. Les moralités quotidiennes varient donc en fonction du lieu, en se chevauchant avec les différences de classe, ethniques, religieuses et politiques.

Smith (2000) fait la distinction entre une morale contextuelle et imbriquée ou « épaisse » et une morale « légère », qui résulte de la recherche dans la philosophie morale d'une notion universelle de justice. Ainsi, il suggère que la géographie morale « might be about the negotiation between this universality and thick contextuality around the local mobilisation of ideas of the 'good' and the 'just' through geographical themes such as distance and proximity, location, access, public and private space and nature/ environment » (Smith, cité dans Cresswell, 2005, p. 130).

Cresswell (2005) pour sa part, affirme que la géographie morale découle de l'idée selon laquelle les personnes, les choses et les pratiques appartiennent à des espaces, des lieux et des paysages spécifiques. Ainsi, la géographie morale fait référence à « the conduct of particular groups or individuals in particular spaces may be judged appropriate or inappropriate, and the ways in which assumptions about the relationship between people and their environments may both reflect and produce moral judgements » (Matless, 2000, p. 522). Selon Cresswell, cette idée est centrale dans la théorisation de l'interdépendance entre les objets géographiques et sociologiques. Par exemple, la connotation négative rattachée au nomadisme ou encore l'indissociabilité des catégories de « nature » et de « race » comme fondement de l'autochtonie.

L'économie morale des peuples autochtones

Dans *The Moral Economies of Ethnic and Nationalist Claims*, Berman et collègues démontrent comment l'économie morale est un concept analytique qui permet d'explorer la relation entre l'État et les élites autochtones, l'émergence des nouvelles communautés ethniques et le non-accomplissement des obligations acquises par l'État (Berman et al., 2016). S'inspirant des travaux de Thompson et de Scott, Ward Stavig (1988) affiche un intérêt particulier pour les communautés autochtones dans sa réflexion en montrant comment la rébellion péruvienne de 1780 est façonnée par l'économie morale de ces populations. Stavig apporte significativement à l'analyse des économies préhispaniques, en soulignant comment les relations économiques se déroulaient au sein et à l'extérieur des communautés autochtones, en établissant notamment les termes des échanges avec l'État colonial. Il témoigne également du fait que les communautés ethniques de

l’Afrique précoloniale et de l’Europe préindustrielle ont coexisté de manière non compétitive avant leur intégration progressive à l’économie du marché. Le processus d’intégration économique affaiblit donc les liens sociaux internes et les relations d’échange au niveau régional. Berman (2016)⁴⁸ attribue le nom de *moral ethnicity* (ethnicité morale) aux enjeux internes « in which communities struggled with the issues of moral economy, including cultural authenticity and membership in the community, and the reciprocal obligations of rulers and ruled in the distribution of social and material benefits » (Berman, 2016, p. 37). Il désigne aussi comme *political tribalism* (tribalisme politique) les enjeux externes, dont « contending communities confronted each other over the command of state resources and preferential access to the market » (Berman, 2016, p. 36-37). Les notions d’ethnicité morale et de tribalisme politique vont servir à élargir la discussion sur les enjeux de la réciprocité à Wacoyo.

Les chefs, en jouant le rôle d’agents de contrôle local à travers leurs réseaux de parenté et de partisans, permettent aux élites autochtones de canaliser les ressources de l’État vers les échelles locales (Berman, 2016, p. 36). En suivant les règles de l’économie morale de la communauté, cette élite conserve le rôle de redistribuer les ressources, un privilège qui dépend de leur capacité à utiliser les ressources du patronage, mais aussi des biens publics dédiés au développement de l’État (Berman, 2016, p. 37-38). Ainsi, à l’échelle locale, convergent des éléments permettant la mise en lumière des écarts verticaux (différences de classe au sein du groupe) et horizontaux (différences d’accès aux ressources de l’État entre groupes), causés par l’intégration à l’économie de marché. Bref, l’État est « the avenue for privileged access to the resources of modernity by linking itself to the traditional forms of personal authority and patron-client relations » (Berman, 2016, p. 36).

Lotte Hughes (2016), pour sa part, explore le rôle de l’économie morale des peuples autochtones dans la capitalisation des ressources provenant de l’État. En s’intéressant aux ruptures qui se manifestent au niveau de l’ethnicité morale des communautés autochtones, Hughes dévoile les économies morales émergentes, soit des économies « modifiées » par le processus d’ethnicité morale. Elle approche notamment, la remise en question de la rhétorique des chefs communautaires qui concentrent les ressources de l’État au bénéfice des élites locales. Ainsi, au

⁴⁸ Les termes (*moral ethnicity*) et (*political tribalism*) ont été introduits par John Lonsdale en 1992 dans son article sur l’économie morale du peuple Mau Mau, et Bruce Berman les développe dans (Berman, 2016; Berman et Larin, 2016).

sein des structures politiques généralement patriarcales, les relations de pouvoir entre les individus se basent sur des facteurs de classes (dominantes et subalternes), mais aussi générationnels et de genre (Berman et Larin, 2016). Les économies morales émergentes sont susceptibles de remettre en question ces structures. Par exemple, les jeunes hommes de la société Maasai au Kenya punissent le comportement des chefs – jugé comme amoral par la nouvelle génération – qui manipulent l'économie morale pour obtenir des privilèges en détriment du bien-être de la collectivité (Hughes, 2016).

Transition économique à Wacoyo

Afin de comprendre les mécanismes de coordination, les patrons institutionnels, les principes d'intégration économique et les modes de production de la société Sikuni, il convient d'abord de s'interroger sur les dynamiques normatives des sociétés précapitalistes. David Harvey (1973) affirme que les relations sociales forment une structure maintenue par différentes forces, notamment politiques et légales, qui varient en fonction des modes de production et des mécanismes de coordination économique. Les modes de production font référence aux « éléments, activités et relations qui sont nécessaires à la production et à la reproduction de la vie réelle (matérielle) »⁴⁹. Les mécanismes de coordination ou modes d'intégration économique, quant à eux, fournissent une structure constituée de relations sociales qui ordonne l'activité productive individuelle. Ainsi, la coordination facilite l'assemblage, la cohésion et la cohérence des éléments de la production et de diverses activités socialement productives par la voie des mécanismes de parenté, de statut ou de marché. Ces mécanismes s'adaptent au mode de structuration sociale (égalitaire, rang et stratifié)⁵⁰. La société Sikuni est à la base une société égalitaire dans laquelle la parenté demeure le principal mécanisme de coordination économique.

⁴⁹ L'objet, les moyens et la force du travail sont les éléments qui participent au modèle d'activité productive. Celui-ci modifie les produits et services afin de répondre aux facteurs de division du travail, de technologie et des besoins de consommation à l'intérieur de l'environnement de chaque société. (Harvey, 1973, p. 199-200).

⁵⁰ Classification proposée par (Fried, 1967 cité dans Polanyi 1944/1983), dont les sociétés égalitaires (bandes) sont des rassemblements de familles nucléaires reliées à d'autres bandes par l'exogamie, où la division sociale a une relation directe avec le statut économique. Dans les sociétés de rang, il y a un nombre de positions valorisées inférieur à celui des personnes aptes à l'occuper et il n'y a pas de relation directe entre rang et statut économique. La société est stratifiée lorsque les individus de même sexe et âge n'ont pas un accès égal aux ressources, ainsi, les statuts sociaux dérivent des différences économiques. Il n'y a pas non plus de relation directe entre rang et statut économique. La société est donc stratifiée lorsque les

Polanyi (1944/1983) souligne l'existence de la réciprocité et la redistribution comme les principes d'intégration qui régissent le comportement économique dans les sociétés égalitaires. La réciprocité fait référence au « transfer of goods, favours and services among individuals in a given group according to certain welldefined social customs » (Harvey, 1973, p. 207). Quant à la redistribution, elle est définie comme :

The reallocation of goods and resources among members of a society or social group. Anthropologists have described many societies in which some central authority, for example, a chief, collects a share of the product of that society's members in order to reserve it for themselves (tribute), or provide occasions of spectacular collective consumption. (Rogers et al., 2013).

Il vaut la peine de souligner que les sociétés dites égalitaires sont susceptibles de se structurer autour de profondes inégalités sociales liées au sexe et à l'âge. Comme le précise Scott, « they (sociétés égalitaires) imply only that all are entitled to a *living* out of the resources within the village, and that living is attained often at the of a loss of status and autonomy » (Scott, 1976, p. 5). À des fins pratiques, nous allons conserver le terme égalitaire pour faire référence à la société Sikuani.

La réciprocité, en tant que transaction commerciale, est un système temps-espace-personne. Celui-ci intègre à l'intérieur d'un réseau complexe de relations sociales un grand nombre de personnes, de biens et de services, tout en générant une spatialité spécifique à travers une temporalité propre (annexe 3). La réciprocité s'appuie sur le fonctionnement à long terme d'un ensemble d'actes distincts « donnant-donnant » et s'articule par le biais de dynamiques de redistribution (annexe 4). Ainsi, le maintien de l'ensemble des fonctions économiques (division du travail, taxation, commerce extérieur et réserves) dépend en grande partie des protocoles que la réciprocité met en place au quotidien, mais aussi dans le cadre des célébrations entre divers groupes sociaux. Par exemple, l'offre de cadeaux entre chefs consolide les liens qui vont permettre la survie du commerce. Le cadeau offert montre d'une part les qualités morales du donneur et génère d'autre part un engagement du côté du récepteur.

L'évolution du principe de réciprocité

individus de même sexe et âge n'ont pas un accès égal aux ressources. Les statuts sociaux dérivent alors des différences économiques.

Laura Calle Alzate (2016) retrace à travers une approche politique, les configurations du pouvoir dans l'histoire du peuple Sikuani. Elle soulève les transformations sociopolitiques, introduites par les agents de domination du peuple Sikuani et les réponses de la population vis-à-vis de celles-ci. Ainsi, elle retrace l'apparition et l'évolution du rôle du Capitaine et de quelle manière cette figure transforme l'organisation sociale Sikuani. Ainsi, l'autorité du Capitaine déplace les formes d'autorité traditionnelles basées sur la parenté, l'âge et le prestige, afin de combler les besoins politiques spécifiques qui émergent au fil du temps. Par exemple, le besoin de maîtriser la langue espagnole et les connaissances sur le commerce dans le but d'établir des relations avec les étrangers modifient les critères de sélection des autorités, et favorisent en conséquence les jeunes ayant suivi des études dans les internats catholiques. Parallèlement à cette évolution politique, la réciprocité se transforme tranquillement en clientélisme. Calle Alzate nous confirme dans une communication personnelle qu'à la suite de l'échec dans l'établissement de relations de réciprocité avec les Blancs, les Sikuanis finissent par établir des relations de réciprocité verticale. Pour Dominique Temple, la réciprocité verticale opère quand « la supériorité d'un donateur sur l'autre fait apparaître le contre-don comme un tribut. La relation asymétrique définit une hiérarchie d'où le nom de réciprocité verticale » (Temple, s. d.). Calle Alzate décrit la réciprocité d'une manière similaire : « les relations d'échange données entre les indigènes et les autres acteurs au sein du processus hégémonique qui se trouvent marquées par une relation asymétrique de pouvoir » (Communication personnelle, 15 avril 2020).

Les premières manifestations de relations fondées sur la réciprocité verticale peuvent s'observer dans les échanges entre représentants du *resguardo* et missionnaires, puis plus tard avec les colons et les propriétaires des *haciendas*. L'échange de marchandises et de ressources rares contre le travail et les services personnels offerts par les membres de la communauté découle de cette logique. Dans le cas des missionnaires catholiques, les marchandises sont offertes en échange d'une allégeance à la foi chrétienne de la part de la population locale. Finalement, les propriétaires des *haciendas* utilisent stratégiquement leur influence sur l'administration municipale afin d'exiger, en échange de faveurs politiques, la loyauté et les services personnels de la population. Cette relation avec les propriétaires des *haciendas* mène cependant à deux changements importants, soit: l'introduction du travail salarié et le passage des relations fondées sur la réciprocité aux relations clientélistes.

La définition de réciprocité verticale est très proche de celle du clientélisme, adoptée par Calle Alzate qui le décrit comme :

Une relation de domination dyadique et verticale dans laquelle un individu de statut socio-économique plus haut (le patron) utilise son influence et ses ressources pour offrir de la protection et des bénéfices à la personne de statut plus bas (client), celui-ci rétribue le patron en lui fournissant de l'appui, de l'assistance et des services personnels. (Calle Alzate, 2016, p. 23).

Le clientélisme se distingue d'une part par l'identification des parties prenantes de la relation comme « patron » et « client », et d'autre part par l'intégration des relations de réciprocité verticale au système électoral de la société dominante.

La réciprocité verticale définit d'abord les relations entre la communauté et les étrangers pour ensuite modifier la façon de rentrer en relation à l'intérieur même de la population locale. Dans les mots de Calle Alzate : « la réciprocité verticale est fondamentale parce qu'elle est le moyen par lequel les Sikuanis établissent une relation avec les agents non Sikuanis, en même temps que la société Sikuanis se stratifie davantage et que les formes de réciprocité horizontale qui existaient, telles que le *wakena*, deviennent verticales. » (Communication personnelle, 15 avril 2020). Le *wakena* est la répartition du produit de la chasse et de la pêche entre les membres de la communauté. Au moment de notre visite, cette pratique était presque éteinte, tout comme *l'unuma*, ou travail communautaire.

Comment lier économie et géographie dans l'analyse de la réalité autochtone?

Lier économie morale et géographie dans l'analyse de la réalité autochtone implique dans un premier temps de prendre en compte des processus qui affectent particulièrement les peuples autochtones et d'aborder des concepts capables de saisir la complexité de leurs expériences. Dans un second temps, il est important de déterminer comment relier les dimensions morale et spatiale, à l'intérieur du corpus théorique de l'économie et la géographie, sans perdre de vue pour autant le rôle central de l'économie morale Sikuanis. Le présent chapitre se penche ainsi sur une réflexion vis-à-vis cette mise en relation disciplinaire.

Économie morale, ethnicité morale et hégémonie

En 1971, Edward P. Thompson introduit le concept d'économie morale en référence à l'ensemble cohérent de normes et d'obligations sociales, établi à travers un consensus collectif qui guide les pratiques économiques. L'analyse de Thompson advient plus de 25 ans après la critique par Karl Polanyi du paradigme stipulant que toute économie non capitaliste soit une forme archaïque et non achevée du capitalisme (Polanyi, 1944/1983). À partir de l'observation des sociétés précapitalistes, Polanyi démontre l'imbrication de la dimension sociale dans l'économie. Par le même biais, il souligne que les principes économiques à la base des sociétés non capitalistes diffèrent de ceux qui orientent l'économie de marché. Contrairement à certaines économies précapitalistes dans lesquelles la solidarité guide les pratiques économiques, le capitalisme est fondé sur la poursuite de l'intérêt individuel. Comme Polanyi le démontre, les impératifs capitalistes de la concurrence, l'accumulation, la maximisation du profit et l'accroissement de la productivité du travail ne sont donc pas partagés par toutes les sociétés et les économies non capitalistes ne sont donc pas des formes inachevées du capitalisme.

Polanyi pose les bases qui mènent à l'émergence du concept d'économie morale de Thompson, dans lequel la légitimité des pratiques économiques se fonde sur un accord social d'ordre moral. Thompson et Scott s'intéressent particulièrement aux rébellions déclenchées par la violation des normes et obligations sociales qui constituent l'économie morale (Scott, 1976; Thompson, 1971). La réflexion sur l'économie morale « des paysans » de Scott reprend de Polanyi, les principes qui guident l'activité économique des sociétés non capitalistes, comme la réciprocité et la générosité, en leur attribuant le nom d'*éthique de la subsistance*. Alors que Polanyi compare des sociétés et économies distinctes, les analyses sur l'économie morale « des pauvres » et « des paysans »⁵¹ s'inscrivent plutôt dans un contexte de lutte des classes à l'intérieur d'une même société. Les réflexions de Thompson et Scott mettent en lumière l'existence d'une rationalité économique clientéliste dans laquelle la classe la moins favorisée accepte l'autorité de la classe dominante, à condition que cette dernière accomplisse ses obligations et compromis envers elle.

Le concept d'hégémonie permet une meilleure compréhension des fondements de la rationalité économique clientéliste et des stratégies qui favorisent la transformation des relations

⁵¹ E.P. Thomas dans *The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century* fait référence à l'économie morale des pauvres, en tant que James C. Scott s'intéresse à l'économie morale des paysans dans son livre *The moral economy of the peasant: rebellion and subsistence in Southeast Asia*.

économiques – fondées sur la réciprocité – vers le clientélisme. Dans le processus hégémonique, le consentement de l'acteur subordonné est indispensable, et s'obtient par l'intégration des intérêts du groupe subordonné au discours politique de l'acteur dominant. L'hégémonie de l'État face aux communautés des *resguardos* opère au travers d'un cadre légal qui vise à protéger les droits des peuples autochtones (p. ex., les droits liés à la garantie de leur territoire ou à l'appui et au développement de leur autodétermination). L'État fait alors appel à des mécanismes de contrôle comme le *resguardo* ou l'intégration des gouvernements autochtones aux structures étatiques⁵². Par conséquent, cette légalité fait appel à une rhétorique qui va de pair avec les intérêts des peuples autochtones, mais qui, dans la pratique, établit un modèle de gestion du territoire dont le but est de faciliter l'accaparement du *contrôle résiduel* par le secteur privé. Ce dernier obtient le consentement des populations en utilisant une stratégie semblable, cette fois-ci dans le cadre de négociations en tête-à-tête. Les entreprises incorporent les intérêts du peuple autochtone à leur discours de partenariat, susceptible d'être perçu par les représentants de la population comme une opportunité d'améliorer la vie de l'ensemble de la communauté. Également, l'examen des termes des accords, au-delà de confirmer l'asymétrie dans les rapports de pouvoir entre parties, permet de mettre en lumière l'habilité⁵³ des entreprises à interpréter la loi en faveur de leurs intérêts.

Dans notre cas d'étude, où la confrontation entre économies morales concerne deux sociétés distinctes – le processus hégémonique définit le contexte dans lequel l'économie morale de la société subordonnée est constamment remise en question par ses propres membres. L'ethnicité morale fait référence à ce processus de reformulation de l'économie morale au sein d'une société non capitaliste. Elle sous-entend que la communauté débattre et décide de l'avenir de sa propre structure économique et sociale. De ce fait, le processus hégémonique nourrit celui de l'ethnicité morale. Un exemple des ajustements normatifs issus du processus d'*ethnicité morale* est le consensus communal qui veut que les Capitaines de la communauté de Wacoyo, qui se caractérisaient autrefois par leur ancienneté et leur connaissance accrue des traditions, aient été remplacés dans les années 1970 par une génération de jeunes hommes qui maîtrisent plutôt la

⁵² Calle Alzate (2017) observe que les peuples autochtones sont obligés de s'intégrer aux structures de l'État afin de pouvoir participer aux revenus provenant l'exploitation des ressources de ses propres terres, en concluant que l'autonomie autochtone n'est qu'un « mirage ».

⁵³ Habilité définie dans le sens de la *théorie de l'accès* de Ribot et Peluso (2003).

langue espagnole⁵⁴. Au-delà des changements structuraux que cette décision produit, elle cherche à assigner, en tant qu'économie morale reformulée, de nouvelles vertus (valeurs) aux dirigeants de la communauté afin de faciliter les relations économiques avec les différents acteurs du territoire.

Dès l'arrivée des Européens dans la région au 16^e siècle, les liens qui connectaient les multiples nœuds du réseau commercial interethnique disparaissent progressivement. Depuis, le peuple Sikuani cherche à établir des relations économiques basées sur le principe de réciprocité avec les nouveaux arrivants. Ce qui n'a pas été possible. Considérant l'asymétrie de pouvoir entre les peuples autochtones et les acteurs qui arrivent sur le territoire, la *reciprocité verticale* s'est imposée comme la principale forme de relation économique entre les deux parties. Selon Scott (1976), la partie favorisée au sein de la relation accepte des obligations formulées dans les termes de l'économie morale – ou l'*éthique de la subsistance* – de la partie subordonnée. Calle Alzate observe ainsi que la société Sikuani, au fur et à mesure qu'elle se transforme en une société stratifiée, adopte la relation économique de *reciprocité verticale* au sein du territoire⁵⁵.

La stratification des *resguardos* crée un scénario de plus en plus semblable à celui des analyses citées de Thompson et Scott, dans lesquelles deux classes de la même société se confrontent. Étant donné l'intérêt de notre étude de cas, soit la confrontation entre les économies morales de la société autochtone et de la société de marché, nous soulignons le rôle de la stratification du *resguardo* en nous abstenant d'approfondir l'analyse de l'émergence de classes au sein du territoire. En contrepartie, nous allons examiner comment l'économie morale se reformule à travers le processus d'*ethnicité morale* déclenché par l'accaparement du contrôle et comment elle permet de réfléchir à l'accaparement de terres en termes spatiales.

Les impératifs économiques des sociétés en confrontation

La société Sikuani, à l'origine égalitaire et nomade, fondait son économie de chasseurs-cueilleurs sur le principe de générosité. Certaines communautés se sédentarisent suite à la réduction drastique de leur accès aux ressources et à la perte progressive de leur transhumance. Celles qui s'établissent dans les *resguardos* à proximité d'haciendas, d'exploitations minières ou agroindustrielles sont davantage exposées à un modèle économique qui privilégie l'intérêt individuel. Cette situation

⁵⁴ Calle Alzate (2016) illustre ce processus de déplacement des capitaines par jeunes hommes provenant des internats catholiques.

⁵⁵ Communication personnelle, 15 avril 2020.

favorise alors la transition économique des communautés autochtones vers le capitalisme. Bien évidemment, cette transition est vécue de manière différente dans chaque groupe social, soumis à des conditions historiques particulières et exposé à différents degrés à l'influence du capital. Wacoyo est un *resguardo* dramatiquement exposé à cette influence depuis la mise en place du modèle néolibérale en Colombie. D'après les observations des ethnographes, les pratiques économiques fondées sur le partage ont été partiellement remplacées par des pratiques individualistes. En conséquence, la transition économique vers le capitalisme à Wacoyo s'accélère depuis la mise en place du modèle néolibérale.

Les travaux ethnographiques récents constatent un changement dans les relations économiques qui s'organisent de moins en moins autour du principe de réciprocité. Selon Calle Alzate, ce principe modérateur du système économique se transforme progressivement en *reciprocité verticale*, une forme clientélisme. Cette transformation est également précipitée par la modification de la division du travail au sein de la communauté, où l'augmentation du travail salarié remplace les formes traditionnelles de soutien familial.

Deux économies morales se rencontrent ainsi en perpétuelle confrontation. Celle de l'entreprise incarne les impératifs du capitalisme alors que celle de la communauté est en phase de transition vers une économie de marché. On observe ainsi dans cette dernière une coexistence entre des principes d'intégration économique ancestraux, comme la réciprocité et la redistribution, et un système de relations économiques vers l'extérieur répondant à une logique de réciprocité verticale; ou encore entre la culture du *conuco* et le travail salarié comme moyens de subsistance.

Alors que Stavig (1988) démontre comment la relation entre les peuples autochtones et l'État s'articule dans les termes de l'économie morale subordonnée, nos observations nous mènent à croire que la relation établie avec le secteur privé se construit en fonction des mêmes termes. Contrairement à l'hypothèse de Harvey (1973) qui considère que le principe de redistribution prend progressivement la place de la réciprocité pour finalement donner lieu à l'économie du marché, nous croyons que c'est de l'intérêt de l'économie dominante de maintenir vivante l'économie morale subordonnée afin de faciliter l'accaparement du *contrôle résiduel* des *resguardos* et ainsi garantir l'expansion du capital dans les territoires autochtones. Si le patronage demeure une forme d'organisation sociopolitique nécessaire à l'intégration des populations autochtones au marché, ce sont souvent les économies morales précapitalistes qui contribuent le

plus à l'expansion du système capitaliste. Ainsi, l'économie morale autochtone devient un instrument de domination qui opère contre cette même population autochtone. Son opération demeure invisible si nous continuons à évaluer les droits autochtones à travers un cadre juridique non autochtone et si nous analysons le problème dans un langage scientifique difficilement fondé sur la pensée des populations concernées.

Le pont entre disciplines

Les disciplines de l'économie et la géographie intègrent la dimension morale de manière particulière. En économie, la critique du capitalisme a mis l'accent sur l'imbrication entre les dimensions sociales et économiques (Polanyi, 1944/1983). Celle-ci est implicite dans le concept d'économie morale, puisqu'elle aborde le jugement d'un secteur de la population sur ce qu'il considère une pratique économique « juste » (Scott, 1976; Thompson, 1971). Amartya Sen (1991) souligne dans son analyse de la redistribution, l'existence de deux approches disciplinaires en économie : une descriptive et l'autre normative. Cette dernière soumet l'économie à une introspection d'ordre moral. Elle autorise la discussion sur l'économie à la lumière de jugements sur son apport à la société ou, dans les mots d'Andrew Sayer, de son apport à l'épanouissement ou à la souffrance humaine et/ou environnementale (Sayer, 2000, 2007, 2015, 2019). En tant qu'approche, l'économie morale peut également être descriptive, en examinant comment les activités économiques affectent et sont affectées par les sentiments et les normes morales, ou évaluative, en explorant les normes constitutives des pratiques économiques pour évaluer leur légitimité morale (Sayer, 2019).

En géographie, la dimension spatiale rejoint les questions morales de diverses manières. Cette discipline analyse la participation de l'espace aux injustices (Harvey, 1973; Soja, 2010), l'espace comme contenant des conceptions morales qui varient en fonction de la culture (Cresswell, 2005; Philo, 1991; Tuan, 1986), la relation éthique-esthétique dans la production de l'espace, la construction des avis moraux issus de rencontres entre des catégories sociologiques et spatiales (Cresswell, 2005; Matless, 1995), ainsi que la relation entre l'éthique et la géographie (Smith, 2000). Nombreux sont les auteurs qui abordent de diverses manières la symbiose entre la morale et l'espace. À la croisée de la géographie et l'économie, certains auteurs ont également exploré les moralités issues d'activités économiques spécifiques (Lyall, 2018; McEwan et al., 2017; Samaluk, 2016; Wilson et Jackson, 2016). Matless et Smith ont notamment proposé des définitions du

concept de géographie morale. Selon Matless, celle-ci fait référence au rôle des jugements du comportement humain dans la construction de l'espace, alors que pour Smith elle se définit comme la négociation entre le concept universel de « justice » avancé par la philosophie et la moralité contextuelle issue de la mobilisation locale des conceptions du « bon » ou du « juste »; négociation qui intègre des notions géographiques comme la « proximité », la « localisation » et l'« accès ».

Afin de comprendre davantage l'économie morale issue du processus d'ethnicité morale déclenché par l'accaparement du *contrôle résiduel* à Wacoyo, nous conservons à l'économie l'approche normative. Celle-ci apporte à notre recherche un intérêt particulier aux jugements moraux et à l'apport de l'économie soit à l'épanouissement, soit à la souffrance. Nous réitérons que dans le cadre de cette recherche nous nous intéressons aux jugements et aux évaluations provenant de la propre communauté. L'économie morale en tant qu'approche normative peut être descriptive si elle examine l'activité économique ou évaluative si elle explore les normes constitutives de la pratique économique. Nous cherchons à illustrer les vertus à la fois descriptives et évaluatives de celle-ci. L'économie morale est descriptive lorsque nous identifions les sentiments et les normes morales qui affectent l'activité économique depuis l'installation de *la maicera*. Elle devient évaluative quand nous examinons la légitimité des normes qui constituent la pratique économique, notamment l'accord qui permet la mise en place de *la maicera*.

Dans le cadre de cette recherche, nous ne nous attardons pas au concept de jugement du « comportement humain » proposé dans les géographies morales de Matless et Cresswell. Nous n'abordons pas non plus l'idée de négociation entre le concept universel de « justice » développé par la philosophie, ni celle de moralité contextuelle issue de la mobilisation locale des idées soutenue par Smith. Cependant, nous approchons la relation entre économie et géographie à travers la notion de *contrôle résiduel* qui, en faisant référence au contrôle de l'accès aux ressources des peuples autochtones habitant les *resguardos*, intègre simultanément à la réflexion les objets spatiaux de « *resguardo* » et « accès ».

Nous insistons sur le fait que l'observateur n'exerce aucun jugement et n'émet aucune évaluation, mais cherche plutôt dans le chapitre suivant à identifier les jugements et les évaluations produits par les membres de la communauté. Il souhaite ainsi illustrer à partir des exemples comment la prise en considération de l'économie morale est susceptible de produire des lectures alternatives aux situations économiques mises en évidence par les acteurs locaux.

Chapitre 3 - La savane devient un luxe

Ce chapitre propose de réfléchir à la lecture alternative que peut offrir l'approche normative des transformations économiques engendrées par l'accaparement du *contrôle résiduel*. Les récits spontanés de nos interlocuteurs nous permettent d'explorer les jugements que pose la communauté sur l'installation de cet espace de *la maicera*, ainsi que les dynamiques qui en découlent. Ces récits et l'information ethnographique nous permettent notamment d'explorer la probable mise en place d'un patron de comportement de l'entreprise Aliar S.A. Dans ce chapitre, nous portons également une attention particulière à ce que la population juge être « bon » pour elle. À la lumière de l'économie morale, les récits des membres de la communauté sont susceptibles d'être porteurs d'évaluations descriptives à l'égard de leurs attentes et de leurs propres pratiques économiques. Ces évaluations mettent en évidence ce que la communauté considère comme une vie meilleure et par quels moyens l'obtenir à travers le territoire. Également, ces jugements soulignent les valeurs qui régissent leur économie en donnant des pistes de réflexion sur la manière par laquelle le phénomène d'accaparement du contrôle conditionne les accommodations morales.

Les déclarations analysées dans ce chapitre exposent les attentes du secteur privilégié de la population. Cette élite représente la communauté dans les négociations avec les agents externes et jouit d'un important rôle dans les processus décisifs. Ainsi, la prise de position des membres de cette élite est un indicateur des valeurs, et des facteurs qui ont un impact sur l'économie locale et le façonnement de l'espace, comme l'imaginaire entrepreneurial ou encore les préjugés raciaux. La description des événements cités dans les déclarations recueillies et les travaux ethnographiques réalisés à l'époque de la négociation, nous permettent de faire un suivi du processus par lequel l'économie morale du peuple autochtone est perpétuellement transgressée, pour ensuite être remise en équilibre. Ils rendent également visible la manière par laquelle celle dernière, pour assurer une stabilité, n'a d'autre choix que d'adhérer à un patron de comportement dicté par l'entreprise.

Finalement, nous tenons à souligner que la principale valeur de cet exercice est l'exercice en lui-même. Rappelons-nous que notre objectif est de mettre en évidence comment l'approche de l'économie morale apporte à la réflexion sur la structuration de l'espace dans le cadre de l'accaparement de terres. Ces nouvelles pistes de réflexion, issues de la compréhension de la

morale, portent notamment sur le rôle de la transformation des principes qui guident l'économie morale dans l'étalement des frontières de l'agriculture industrielle sur les propriétés collectives.

Le patron de comportement de l'entreprise

La nouvelle frontière agraire de la Colombie se situe dans la sous-région de l'*Altillanura*⁵⁶, un territoire de 13,5 millions d'hectares dont 7,5 millions étaient occupés par la production agricole en 2014⁵⁷ (DANE et Minagricultura, 2014). Elle est constituée de savanes subtropicales qui s'élèvent à plus de 20 mètres au-dessus des marges riveraines et qui disposent d'un réseau hydrographique autonome non inondable durant la saison des pluies (Flórez, 2003; Rippatein et Escobar, 2001). Les phénomènes climatologiques du *niño* et de la *niña* déterminent l'extension des périodes de pluie et de sécheresse. Généralement, l'apogée de la saison des pluies oscille entre mars et août et celui de la saison sèche entre décembre et février. La température moyenne annuelle de cette sous-région est de 24 degrés Celsius. Ce territoire, sur lequel notre étude de cas prend lieu, dispose ainsi des qualités topographiques, hydrologiques, climatiques et pédologiques qui permettent une agriculture de type industriel.

Notre étude de cas porte plus précisément sur le *resguardo* de Wacoyo et la société Aliar S.A. localisés à Puerto Gaitán, municipalité appartenant au Département du Méta. Wacoyo est une propriété collective *resguardo* qui s'étend sur une surface de 8 050 hectares légalement constituée le 2 octobre 1974⁵⁸. Le *resguardo* est divisé en deux par l'autoroute qui relie la capitale du pays avec la région de l'Orénoque. À l'époque de sa légalisation, ce *resguardo* était composé de trois communautés et comptait 239 habitants. En 2016, il était habité par 1 537 personnes appartenant à 314 familles et 24 communautés⁵⁹ (Municipalité de Puerto Gaitán, 2016). La Fazenda, quant à elle, est une industrie de production porcine et céréalière qui appartient à la Société colombienne Aliar S.A. Cette société démarre ses opérations dans l'*Altillanura* en 2007 en y investissant 130 millions de dollars (El Tiempo, 2008). Dans les premières années, l'entreprise se dédie

⁵⁶ L'*Altillanura* comprend sept municipalités dont trois du département du Méta (Mapiripán, Puerto López et Puerto Gaitán) et quatre du département du Vichada (Cumaribo, La Primavera, Puerto Carreño et Santa Rosalía). Les deux départements font partie de la région de l'Orénoque, aussi connue comme *Los Llanos Orientales*.

⁵⁷ En 2014, le département du Méta consacrait seulement 4,8 millions d'hectares à l'agriculture.

⁵⁸ Légalisé en tant que réserve autochtone dans la « Résolution 100 du 2 octobre 1974 ».

⁵⁹ Un membre de l'élite communale nous confirme que le *resguardo* accueille 463 familles à 2018.

uniquement à l'analyse de sols et la production de cultures transgéniques⁶⁰. C'est en 2012 que les premiers élevages d'animaux voient le jour à proximité du *resguardo*. Bien que la population soit exposée aux pollutions produites par La Fazenda depuis 2007, ce n'est qu'à partir de l'installation des porcheries que des problèmes de santé ont été notés. Le gouverneur de la communauté attribue en effet à cette pollution le décès de cinq enfants et quatre personnes âgées dans sa population. Face à cette situation, la communauté décide de répliquer, en fermant l'accès aux installations de l'entreprise en février 2013 (El Tiempo, 2013a). Cet événement donne lieu à des négociations entre les autorités de Wacoyo et Aliar S.A. Comme résultat de la négociation, Aliar S.A. devait mettre en place des actions concrètes afin de réduire l'impact de la pollution. Malgré la persistance des effets négatifs de celle-ci, les négociations entre les deux parties se transforment alors à l'avantage, d'Aliar S.A., la compagnie ayant obtenu l'accord de la communauté pour cultiver 1 300 ha de terres en maïs dans le *resguardo* de Wacoyo.

Grâce aux récits de la population et au travail ethnographique de Laura Calle Alzate (2016, 2017), nous retraçons les événements qui ont précédé et succédé le moment où la population locale a décidé de convoquer la grève, afin d'obliger La Fazenda à respecter les obligations accordées dans le cadre de l'entente l'autorisant à cultiver 1 200 hectares sur le territoire du *resguardo*. Nous présentons donc dans cette section, un bref récapitulatif des événements qui ont mené au moment charnière de la manifestation. En retraçant les origines et les répercussions de ce qui a constitué une infraction intolérable du point de vue de l'économie morale autochtone, nous relevons le patron comportemental de l'entreprise qui s'apparente à celui identifié dans des situations d'accaparement semblables ailleurs sur le territoire.

Un membre de la communauté nous raconte comment l'arrivée de l'entreprise avait été perçue par les habitants du *resguardo*. La déception est facilement perceptible dans sa voix et sa manière de commencer la narration : « l'entreprise La Fazenda-Aliar a été mise en place il y a sept ans, mais nous n'avions jamais imaginé que...qu'elle allait... ». Lui-même coupe son récit, baisse le regard et change de sujet. Selon lui, la population anticipe l'arrivée de l'entreprise sur son territoire après que cette dernière ait acheté deux propriétés adjacentes au *resguardo*, l'hacienda San Francisco et la Corraleja, en plus des parcelles connectant l'autoroute à l'entrée de l'entreprise. De toute évidence, l'abondante offre de travail qui accompagne l'arrivée de l'entreprise est perçue avec

⁶⁰ En 2017, La Fazenda produisait déjà 32 000 ha de maïs et de soja (La República, 2017).

enthousiasme. Initialement, la population bénéficie des emplois reliés à la construction d'un pont véhiculaire et de plusieurs maisons. À la fin de cette brève période d'essor économique, les habitants réalisent que douze porcheries seront installées à proximité de leur territoire. C'est à ce moment que la relation entre les deux parties devient conflictuelle. Plus tard, notre enquête revient spontanément sur les problèmes générés par l'entrée en opération de l'entreprise (Entrevue C2 No 5). Celle-ci n'a par ailleurs pas respecté l'obligation légale de mettre en place un processus de consultation préalable avec *resguardo*, tel que stipulé par l'article 6 de la Loi 21 de 2001, adopté dans la Convention 169 de l'OIT. Aussi, notre enquête confirme que ce n'est pas la première fois que les entreprises voisines au *resguardo* ne respectent pas l'obligation de les consulter avant de mettre en place des projets de production. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet.

Mis à part l'importance de cette faute commise par l'entreprise, d'autres problèmes se sont ajoutés. Malgré la présence de pollutions dérivées des productions céréalières industrielles dans le *resguardo*, ce sont celles émanant de l'élevage du porc qui ont eu l'impact le plus immédiat sur la santé de la population. Une fois les porcheries installées, la pollution atmosphérique, hydrique et auditive a considérablement augmentée, les excréments de bétail étant la source principale des nuisances. Par jour, les élevages produisent 1 000 m³ de résidus organiques liquides et 20 tonnes de résidus solides (Larrañaga Méndez, 2016, p. 56). Le volume et les caractéristiques physiques et chimiques des excréments porcins exigent la mise en place d'un processus strict de disposition des résidus. Pourtant, l'entreprise abandonne des traces de ceux-ci à ciel ouvert au pied des porcheries adjacentes au *resguardo* (Calle Alzate, 2017, p. 89). Le fondateur et propriétaire de l'entreprise, Jaime Liévano, en réponse à une entrevue portant sur les « innovations » mises en place par son entreprise, affirme que « ce que le porc produit c'est de la merde », ajoutant : « il n'aura jamais besoin de fertiliser la prairie [avec des engrais industriels] »⁶¹. Calle Alzate décrit les terrains adjacents au *resguardo* comme « des gigantesques lacs puants d'excréments » où « respirer est un supplice » (2017, p. 88).

Le point de vue du propriétaire de l'entreprise contraste avec l'avis de la communauté. Un membre de la communauté affirme que « les enfants et les personnes âgées étaient en train de mourir à

⁶¹ Les excréments des animaux sont couramment utilisés pour fertiliser les cultures et pour produire du méthane destiné au fonctionnement des chaudières. Les citations dérivent du travail de maîtrise de Larrañaga (2016) qui décrit le projet de La Fazenda comme une réussite exemplaire. Nous avons ajouté l'information entre parenthèses.

cause des odeurs, parce que l'air était putride! putride! Il sentait très, très, très mauvais, dégoûtant! » (Entrevue C2 No 4). En s'adressant aux médias en 2013, Sébastien Yepes, gouverneur de Wacoyo à cette époque, dénonce que la population du *resguardo* ait été traitée par l'entreprise « comme des animaux » en déclarant que « l'air est pollué, ainsi que les sources d'eau utilisées par les habitants du *resguardo*, cela sans prendre en considération la pollution produite par la présence abondante des mouches. » (El Tiempo, 2013a). La gestion des excréments porcins mise en place par l'entreprise a instantanément mené à la présence permanente d'odeurs nauséuses et de mouches. À cette situation s'ajoute la pollution causée par le trafic ininterrompu des camions, qui en plus d'être des vecteurs de diffusion des mauvaises odeurs, sont une source permanente de bruit et de poussière provenant des segments non pavés de la route. La prolifération de maladies associées aux systèmes respiratoire et digestif et d'infections cutanées ne s'est pas fait attendre (Calle Alzate, 2017; Moncada Zapata, 2017). Quotidiennement, les membres de la communauté exprimaient souffrir de symptômes de fatigue physique et mentale, de perte d'appétit et de difficultés à s'endormir. Ainsi, quelques habitants du *resguardo* ont été forcés de quitter leurs résidences pour aller s'installer dans l'aire urbaine de la municipalité de Puerto Gaitán (Moncada Zapata, 2017). Sébastien Yepes rapporte le décès de cinq enfants et de quatre personnes âgées, directement lié aux conditions d'insalubrité vécues à l'époque (El Tiempo, 2013a). L'étude de Diana Moncada Zapata conclut que l'entreprise n'avait pas pris en considération l'ampleur de son incidence écologique et sociale.

La Fazenda n'a pas effectué de diagnostic préalable (...) n'a pas identifié sa zone d'influence (...) n'a pas analysé le comportement de la dispersion des polluants atmosphériques dans cette zone, qui sont directement liés aux conditions météorologiques, (...) les impacts sanitaires dérivés de la production porcine n'ont pas été pris en compte, encore moins les modifications des conditions culturelles et sociales auxquelles la population du *resguardo* devrait faire face. (Moncada Zapata, 2017, p. 60).

Un Capitaine de la communauté nous parle de la réaction de la population face aux événements précédemment cités :

Il y a eu une époque où beaucoup de gens tombaient malades. Quand ce n'étaient pas les enfants, c'étaient les adultes ou bien les personnes âgées, surtout celles qui étaient déjà affaiblies; l'odeur dégagée fut mortelle pour elles. Quand nous avons réagi à la situation ce fut trop tard : tout avait empiré. Nous nous sommes vus dans l'obligation de nous déplacer à leur porte, chez-eux (...) Nous

avons dû faire une entente avec ces gens-là, car si les vagues de pollution devenaient courantes leurs effets seraient catastrophiques. (Entrevue C2 No 5).

Suite aux nuisances causées par la mise en opération des porcheries, et à la demande de la communauté, plusieurs rencontres avec les représentants de l'entreprise ont été planifiées en 2012. Malgré les convocations répétées de la part du Ministère de l'Intérieur, ces derniers s'en sont à maintes reprises absentes, jusqu'à ce qu'ils finissent par accéder aux demandes de discussion et qu'un accord soit signé entre les deux parties. (Calle Alzate, 2017, p. 88). Finalement, l'entreprise participe à une réunion qui donne lieu à un accord entre les parties⁶². À l'origine, cet accord stipulait que le *resguardo* permettrait à l'entreprise l'usage de 1 200 hectares du territoire pour produire du maïs et du soja transgénique. En contrepartie, l'entreprise s'engageait à transférer un pourcentage des gains de la production annuelle au *resguardo* sous la forme des projets d'investissement. Elle devait également labourer une partie de la savane afin de faciliter l'agriculture de subsistance de la population (manioc et plantain), reboiser une partie du *resguardo* et accorder la permission aux habitants de glaner les débris de production après le passage des moissonneuses (procédure populairement connue sous l'appellation de *repele*) (Calle Alzate, 2017). À la fin de l'année, les termes de l'accord n'avaient toujours pas été honorés par l'entreprise, ce qui n'a pas empêché la population du *resguardo* d'abandonner toute poursuite juridique. (Calle Alzate, 2017, p. 88-89).

Cette transaction dépasse en complexité une simple location des terres, comme le souligne un membre de la population cité par Monica Pérez Romero (2016), celui-ci déclarant fort et clair qu'elle « n'est pas une location » (2016, p. 125). Souvenons-nous d'ailleurs que, selon l'article 21 du Décret 2164 de 1995, la location des terres des *resguardos* est interdite. L'enquête affirme que l'objectif de la transaction était plutôt de permettre à l'entreprise d'indemniser la population pour les dommages causés dès son arrivée y compris l'omission de la consultation préalable et les effets nocifs générés par la pollution. Il insiste sur le fait que la population ne voulait pas négocier avec l'entreprise, mais que cette dernière assurait que l'unique moyen de transférer l'argent de l'indemnisation à la population était par la voie de la participation de celle-ci aux gains de

⁶² Même si nous ne disposons pas de la date exacte de cette réunion, les travaux de Calle Alzate (2016) et de Pérez Romero (2016) nous donnent les indices nécessaires pour confirmer qu'elle s'est tenue en 2012.

production⁶³. Il conclut en soulignant l'illogisme de la situation, puisque l'entreprise ne paie finalement aucune indemnisation, mais seulement l'usage de la terre.

Calle Alzate souligne comment le non-respect de la dernière condition de l'accord, soit la permission de faire le *repele*, est l'étincelle qui a donné lieu à la grève du 10 février 2013⁶⁴. Elle relate que lors de la première semaine de février le responsable social de l'entreprise visite la maison d'un chef de la communauté pour lui confirmer l'autorisation pour la population de récolter le maïs. Cependant, en arrivant dans les champs, la population se bute à un changement radical des termes de l'accord : à compter de ce jour, la moitié du maïs récolté doit être cédé au responsable social de l'entreprise. L'entreprise va jusqu'à empêcher certains membres de la communauté de quitter la parcelle avec le maïs récolté. Cela « a généré un mécontentement généralisé dans un secteur de la population qui a réclamé aux chefs ce qui avait été promis par l'entreprise » (Calle Alzate, 2017, p. 89). Le 8 février 2013, une réunion se tient dans la communauté durant laquelle il est décidé de déclarer la grève. À partir du 9 février 2013, les habitants du *resguardo* bloquent la voie d'entrée de l'entreprise (Calle Alzate, 2017, p. 87). Cette dernière consent à rencontrer la population deux jours plus tard (El Tiempo, 2013a). Cependant, l'entreprise impose les termes de la rencontre du lundi 11 février. Elle envoie alors une commission de négociation et exige que la rencontre se tienne à Puerto Gaitán, avec un nombre limité de représentants de la communauté (Calle Alzate, 2016, p. 519). Au cours de cette réunion, les représentants du *resguardo* exigent une solution définitive aux nuisances causées par la production de l'entreprise, en plus de la fermeture définitive de douze de ses porcheries qui, selon les calculs des habitants de Wacoyo, hébergent environ 240 000 animaux. Suite à la grève et au soutien de la presse, l'entreprise met finalement en place les correctifs demandés et consent à résoudre les problèmes liés aux nuisances et à déplacer la totalité des porcheries dans un secteur de leur propriété plus éloigné du *resguardo*⁶⁵.

Au moment de notre visite, le chef de la communauté de Walabo nous confirme que moins de la moitié des porcheries ont été déplacées. Malgré tout, les nuisances associées à la diffusion des déjections porcines ont ostensiblement diminué. L'entreprise développe entre 2011 et 2013 un projet pilote de gestion des résidus organiques porcins pour la production d'engrais destiné au

⁶³ La personne enquêtée souligne que le produit de l'exploitation de la terre est destiné aux investissements sociaux, notamment en éducation et achat d'outils de production agricole.

⁶⁴ Laura Calle Alzate était présente sur le territoire au moment de l'événement.

⁶⁵ Aliar S.A. était la propriétaire d'au moins 16 000 hectares à 2012.

pâturage du bétail bovin, en partenariat avec le secteur laitier de la Nouvelle-Zélande, du Brésil et de la Colombie (Larrañaga Méndez, 2016). Sans pouvoir le confirmer officiellement, il nous apparaît fort probable que la meilleure gestion des résidus organiques évoquée soit liée à ce nouveau projet.

L'intégration du *resguardo* au modèle de production de l'entreprise a par ailleurs divisé la population de Wacoyo. Calle Alzate met en évidence la méfiance qui y règne face aux propres autorités locales, citant dans le cadre de grèves liées aux activités des pétrolières : « les convocations à la mobilisation pacifique avaient été annulées à la dernière minute, car certains membres du gouvernement autochtone avaient négocié de manière unilatérale » (Calle, 2017 e, p. 90). En bout de ligne, l'entente avec la Fazenda procède même si une partie de la population ne l'accepte pas.

Au moment de notre visite en 2018, un de nos enquêtés confirme la durée de cette entente : « l'entente est prévue pour dix ans, et nous ne sommes jusqu'à présent qu'à la moitié [seulement cinq ans se sont écoulés] » (Entrevue C2 No 5). Ainsi, l'accord entre les deux parties, par lequel l'entreprise cherchait originalement à « indemniser » la population pour une période de quatre ans, semble s'être allongé. Nous ne disposons cependant pas des informations qui expliquent à quel moment et dans quelles circonstances cette renégociation a eu lieu. Un agrandissement de la surface du sol impliqué fait également partie de cette nouvelle entente. En effet, lors d'une conversation entamée avec deux membres de la communauté, nous avons mentionné que *la maicera* avait une superficie de 1 200 hectares, à quoi le premier a acquiescé alors que le deuxième a corrigé en disant que sa surface dépassait les 1 300 hectares des 8 070 hectares du *resguardo* (Registre du journal).

Les odeurs ont diminué depuis qu'ils ont enlevé la grange. Le compromis a été le suivant : ils ôteraient les granges pour aller les installer ailleurs. Ils n'ont pas fini de les déplacer, jusqu'à maintenant ils ont juste déplacé entre 4 et 6 granges. Ensuite ils vont les rendre plus conformes avec des vaches, qui elles ont une odeur différente. (Entrevue C2 No 5).

Les porcheries fonctionnent avec des hangars faciles à installer et désinstaller, ce qui permet leur déplacement sur les terres en location (Dinero, 2017). Huit ans après l'accord de 2012 entre les deux parties, ses termes n'ont été que partiellement honorés par l'entreprise. Ce n'est qu'en 2015 que l'entreprise signe un acte devant le Ministère de l'Intérieur, se compromettant à relocaliser 4

hangars d'ici la fin de l'année et 4 autres l'année suivante (Llanoticias, 2015). Au moment de notre visite, une partie des porcheries maintenaient d'ailleurs leurs fonctions à côté du *resguardo*. En 2017, le propriétaire de La Fazenda déclare que « toutes les installations porcines sont localisées sur des terres qui ne sont pas sa propriété. » (Dinero, 2017). Considérant qu'en 2015 l'entreprise opère dans 11 haciendas de l'*Altilanura* (MinAgricultura, 2015) et qu'elle exploite en 2017 près de 35 000 hectares pour la plupart louée (Dinero, 2017), il nous est impossible de confirmer la localisation actuelle des hangars⁶⁶.

Tel que le souligne Derek Hall (2011), les entreprises se servent de stratégies comme la compensation directe, la participation aux gains ou l'offre d'emploi pour prendre le contrôle du territoire. Ces trois situations apparaissent dans la négociation entre le *resguardo* et La Fazenda. Ce qui devient particulièrement intéressant dans ce cas-ci, c'est que la participation aux gains découle de l'idée d'indemnisation pour les dommages causés. Selon notre lecture de la situation, l'argument de l'indemnisation a une force morale indiscutable. L'entreprise adapte ainsi son discours pour obtenir l'acceptabilité de son projet en présentant son offre comme un dédommagement, ce qui aux yeux de la communauté peut être initialement interprété comme une manifestation de justice. Le fait d'être indemnisée oblige alors la population à intégrer une relation de partenariat qu'elle ne veut pas à la base. Le prétexte de l'indemnisation se renforce encore plus grâce aux multiples formes que prend la compensation : le droit de glaner les excédents de maïs, le labourage à l'aide de machines et l'aménagement du territoire reboisé. D'un côté, le *resguardo* est susceptible de percevoir que l'entreprise fournit les moyens de production et les services d'aménagement du territoire qui lui manquent, en comblant le vide laissé par l'État. D'un autre côté, la participation aux gains est redistribuée par les mécanismes traditionnels qui suivent une logique égalitaire. Celle-ci garantit à chacun des membres de la communauté une partie des bénéfices, tout en annulant les possibilités d'objecter l'entente ou de s'insurger contre l'entreprise. Simultanément, le droit de glaner le maïs joue au niveau du désir individuel des membres de la communauté d'obtenir un surplus d'argent.

⁶⁶ L'entreprise paie aux locateurs 450 000 pesos colombiens/hectare, à peu près 142 USD/hectare (Las2Orillas, 2017). Notre estimation de la valeur du dollar (3 142 pesos/dollar) correspond à un comparaison avec la moyenne de la valeur du peso colombien à la fermeture de chaque année de la période 2015-2019 (2015-2019).

L'entente pacifie ainsi la résistance de la population vis-à-vis d'une intégration non désirée du *resguardo* et ses habitants à l'économie globale. Pour Andries du Toit, cette *adverse incorporation* (intégration négative) souligne que les processus de transformation sont plus complexes que les critères d'inclusion et d'exclusion : « The key insight here is that 'poverty and disadvantage themselves can often flow not from exclusion, but from inclusion on disadvantageous terms' » (du Toit cité dans McCarthy, 2010, p. 825). Les termes de l'entente initiale, suite à la grève, constituent la réponse de l'entreprise face à ce que la population perçoit comme « la dimension dérangeante des matérialisations du projet néolibéral dans le territoire » (Radcliffe, 1999). À l'origine, la révolte ne cherchait que l'arrêt des effets néfastes liés aux pollutions. À la fin du processus, le *resguardo* obtient une promesse de solution face au problème sanitaire, qui va de pair avec l'intégration de celui-ci à l'économie globale par la voie d'un « partenariat » dont les termes font écho à une relation de pouvoir asymétrique. Les membres de la communauté décrivent comment la situation se présente de façon similaire dans d'autres contextes :

Avec la compagnie pétrolière, ce fut la même histoire. Les pétrolières arrivaient ici, quand la culture n'était pas encore présente, mais [les camions] ne prenaient pas la route centrale, ils traversaient plutôt la savane en endommageant le paysage avec leurs allers-retours incessants en prenant le chemin qu'ils voulaient. Alors, il nous a fallu s'arrêter sur la route et attirer leur attention. Nous les avons convoqués à une manifestation [la même procédure qu'avec Aliar] pour exiger le paiement d'une indemnisation puisqu'ils se trouvaient à moins de 5 km du *resguardo* et que nous avons tous les droits d'exiger cette indemnisation de leur part. La pétrolière a refusé en première instance, mais nous n'avons pas cédé et nous avons continué à manifester. Finalement, un accord a été conclu. Cet accord impliquait une offre d'emploi aux habitants du *resguardo* ainsi que des planifications et projets qui incluaient leur participation. Récemment, nous avons finalisé une paire d'ateliers [dans le cadre de l'élaboration] du Plan de Vie (...) appartenant au peuple de la commune de Wacoyo. Le projet Plan de Vie est encore en phase de brouillon, il n'est pas suffisamment approfondi et nous sommes encore loin de le voir fini. D'un autre côté, nous avons aussi créé [avec la pétrolière] un projet de Sécurité alimentaire, d'élevage d'espèces mineures et d'élevage du bétail qui sera donné au *resguardo*. (Entrevue C2 No 5).

Nous pouvons apprécier comment les transgressions des entreprises sont suivies d'un processus de négociation amené par les protestations de la population. Les ententes qui résultent de ces négociations sont formulées dans un vocabulaire de gestion de projets, la plupart d'entre elles devenant des projets officiels. Éventuellement, ces derniers s'intègrent aux plans de

développement internes du *resguardo*, communément connus sous le nom de *Plan de Vida*⁶⁷, et les bénéfices acquis sont canalisés par les entreprises à travers leurs bureaux de responsabilité sociale entrepreneuriale. Dans le cas de Wacoyo, la plupart des termes de l'accord n'ont pas été respectés et le paiement du pourcentage des gains de production est destiné à l'investissement social.

Exploration des évaluations et des jugements

Tel que nous l'avons précédemment, l'entreprise présente à la population une opportunité d'affaires déguisée sous la forme de compensations pour les dommages qu'elle-même occasionne. La relation de pouvoir entre le *resguardo* et l'entreprise, et qui a donné lieu à la mise en place de *la maicera* est tout à fait asymétrique. L'exploration des pratiques économiques mises en place lors de l'installation de *la maicera* met en lumière cette asymétrie. Également, elle permet l'identification des jugements que la population pose, et la compréhension de comment ceux-ci se sont construits à l'ombre de l'économie morale de la société dominante, ainsi que le rôle de l'économie morale de la société subordonnée dans la transformation de l'espace.

En 2017, La Fazenda consolide sa position de principal producteur agricole et porcin du pays. Encensé par la Présidence de la République, son modèle de production et d'affaire est considéré comme exemplaire par le Ministère de l'Agriculture et ses projets d'expansion entièrement financés par le Banco Agrario, entité étatique fondée pour faciliter le développement rural du pays⁶⁸ (MinAgricultura, 2015). L'asymétrie de pouvoir entre le *resguardo* et La Fazenda est mise en évidence dès l'arrivée de l'entreprise sur le territoire. D'abord, elle s'y installe en achetant un terrain de 16 350 ha qui avait été exproprié au plus grand terrien de l'histoire du pays – l'hacienda El Brasil (El Tiempo, 2013b). Par la suite, elle met en place un projet productif de 130 millions de dollars à proximité d'une communauté autochtone qui héberge plus d'un millier de personnes, en omettant délibérément le processus de consultation obligatoire avec la communauté. Ensuite, lorsque la pollution commence à nuire à la santé de la population, elle ne met en place aucune

⁶⁷ Le Plan de Vida est le plan d'action d'un *resguardo* qui est élaboré en suivant les orientations du DNP. Comme tout plan d'action, le Plan de Vida liste les problèmes du territoire en associant les entités publiques et privés qui participent à la solution des problèmes et à son financement.

⁶⁸ La Fazenda a été ovationnée par la présidence d'Alvaro Uribe Velez (2002-2010) et celle de Juan Manuel Santos (2010-2018). En 2015, année de parution de l'article, Néstor Humberto Martínez occupe le poste de ministre de la présidence, Aurelio Iragorri Valencia celui de ministre de l'agriculture et Francisco Solano celui de présidence au Banco Agrario.

action pour solutionner le problème. Malgré ces trois fautes graves, l'État n'impose aucune sanction à l'entreprise, forçant la résolution des conflits de manière bilatérale⁶⁹. Le Ministère de l'Intérieur joue plutôt le rôle de facilitateur dans l'organisation des rencontres et des négociations d'accords entre les deux parties, convoquant notamment celles qui ont mené aux ententes de 2012 et 2015 (Calle Alzate, 2017; Llanoticias, 2015). L'autorité environnementale de la région Cormacarena⁷⁰ participe quant à elle à la socialisation des termes de l'entente signée en juillet 2015 dans laquelle l'entreprise se compromet à relocaliser 8 porcheries. Corpomacarena s'y engage à exiger de l'entreprise qu'elle présente : un rapport contenant le jour de la relocalisation, les détails du traitement des aires occupées par les porcheries et la nouvelle localisation des hangars. Également, cette corporation se compromet à exiger la présentation du plan et du chronogramme de cette relocalisation. Finalement, la corporation s'engage à faire un suivi de celle-ci, trois mois après la signature de l'entente (Llanoticias, 2015). Les termes de l'entente reflètent ainsi les relations de pouvoir asymétriques entre les deux parties. Les membres de la communauté expriment leur avis à propos de cette entente :

Malgré les efforts, le conflit persiste, principalement avec la culture de maïs qui fut mise en place ici, au sein du *resguardo*, à l'endroit que vous aviez visité. Le champ mesure plus de mille hectares. Lors des récoltes, le champ peut produire jusqu'à sept tonnes par hectare... c'est-à-dire, près de dix mille tonnes de maïs récoltées en totalité. Mais, le *resguardo* a opté pour une entente à l'année, au lieu d'une entente par récolte, ce qui nous avait permis de gagner un peu plus d'argent [il y a deux récoltes par année]. (Entrevue C2 No 5).

Cette déclaration démontre un décalage entre la prospérité de *la maicera* et la frustration vécue par la population face à la signature d'un paiement annuel plutôt que par récolte, lequel aurait été plus lucratif. En honorant le principe de redistribution de l'économie morale Sikuaní, le Gouverneur (Capitaine majeur) et les Capitaines de chaque communauté s'assurent que les familles de leur

⁶⁹ Suite aux problèmes de salubrité générés par l'entreprise, trois capitaines du *resguardo* ont porté plainte devant l'État en 2009 à l'aide du mécanisme constitutionnel du droit de tutelle (Gaitán Quintero, 2019, p. 68). La poursuite est abandonnée suite à une entente directe avec l'entreprise, ce qui illustre comment la négociation bilatérale s'impose toujours comme résolution aux conflits.

⁷⁰ Corporación para el desarrollo sostenible del área manejo especial la Macarena, en français Corporation pour le développement durable de la zone de gestion spéciale La Macarena. Elle est une de 27 entités publiques autonomes et indépendantes dédiées à l'exécution des politiques, plans, programmes et projets sur l'environnement et les ressources naturelles renouvelables, et responsables de l'application des dispositions légales émises par le Ministère de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire.

communauté respective perçoivent leur part des bénéfices tirés de l'accord. Un membre de la Wacoyo nous confirme que le principe de redistribution s'applique non seulement dans le cadre de la relation entre le *resguardo* et l'entreprise, mais aussi au sein des négociations entamées avec les autres entreprises avoisinantes « s'il y a un programme ou un projet, tous touchent le bénéfice, les 463 familles de Wacoyo sont les bénéficiaires. » (Entrevue C2 No 5).

Pour convaincre la population du *resguardo* des avantages de l'entente, l'entreprise leur assure qu'après dix ans d'usage d'engrais sur le terrain loué, celui-ci deviendra suffisamment fertile pour permettre la production d'autres cultures. Comme le souligne un membre de l'élite communautaire :

Quand l'entente avec [l'entreprise] sera finie, le sol sera totalement fertilisé et ainsi nous allons pouvoir cultiver tout ce que nous voulons semer dans ces mille et quelques hectares (...) et le truc c'est de continuer à agrandir le terrain de culture (...) Ainsi, si je veux semer du manioc, je pourrai semer deux hectares à la place de semer seulement un quart d'hectare. (Entrevue C2 No 5).

L'entreprise joue à ce moment-là avec les attentes de la communauté vis-à-vis de son propre avenir. Au-delà de la vision du futur encouragée par l'entreprise, la population du *resguardo* souhaite aussi augmenter son exploitation de la savane. L'élite communautaire, qui décide de l'accès aux moyens de production, a largement accepté l'idée selon laquelle le développement passe par l'exploitation capitaliste du *resguardo*, même si elle partage les gains avec sa communauté, que ce soit en travail ou en investissements de capital (Registre du journal). Le désir de bénéficier des avantages techniques donnant accès à un sol fertile vise également à diminuer l'énorme charge de travail qu'implique la culture de certaines espèces dans la savane. Celle-ci est en effet qualifiée d'activité inhumaine par un enquêté à cause des dures conditions environnementales (Registre du journal).

Un autre terme de l'entente est d'autoriser à la population le glanage des épis de maïs.

C'est une matinée chaude du mois d'août. Le bruit des moissonneuses provenant du terrain que Wacoyo a décidé de louer à l'entreprise n'annonce pas seulement le commencement de la récolte du maïs, mais aussi celui du *repele*, une pratique qui fait référence à la collecte manuelle du maïs qui tombe par terre après le passage des moissonneuses. L'autorisation d'exercer cette pratique fait partie de l'entente entre le *resguardo* et l'entreprise. On observe à l'horizon quatre moissonneuses qui parcourent le premier tiers du terrain en traçant une frange qui sépare le champ rasé de celui

qui contient encore des plantes sur pied. Une douzaine d'hommes et de femmes font le balayage de la zone après le passage des machines. Trois femmes qui ont glané dans les espaces permis, ont récolté à peine le tiers d'un sac de maïs émâcié d'aspect dégoutant qui avait l'air pourri. (Registre du journal).

La communauté est consciente que le maïs est inadéquat à la consommation humaine (Entrevue C1 No 12). Lors de conversations avec les femmes de la communauté, elles témoignent d'ailleurs que ce maïs n'est jamais utilisé pour la consommation directe (Registre du journal). La population du *resguardo* s'en sert plutôt pour alimenter les animaux, notamment les poules, et pour la vente à l'extérieur du *resguardo*. Les Blancs et les paysans quant à eux l'utilisent dans la préparation de produits qui seront vendus sur le marché (Entrevues No 5 et No 12).

Une pratique fréquente depuis la mise en place de *la maicera* est la soustraction constante du maïs par les étrangers :

Nous voilà sur la route centrale où tout le monde passe. Tous les jours, sans arrêt, vous voyez défiler les voitures, les moto taxis, les paysans, les Blancs... Et maintenant, regardez ce qui se passe! Une voiture vient de s'arrêter et les gens qui sont descendus avec le sac vont faire *paj/paj/paj* [cette interjection est accompagnée d'un mouvement des mains qui simule l'action de prendre les épis de maïs pour les garder dans le sac, autrement dit, pour voler les récoltes] ...et ils partiront avec le sac rempli d'épis. Plus tard ça sera un autre qui fera de même. Le paysan répliqua : *Uj!* Dans ma bassecour j'ai des poules affamées ... et regardez ici tous ces grains pour les poules. Il s'approvisionne avec un sac et quitte les lieux. (Entrevue C2 No 5).

L'unique option que nous avons [pour empêcher le vol de maïs] c'est de changer de culture (...) une culture que les gens ne puissent pas emporter [facilement], qui ne puisse pas être volée, comme le riz ou le soja. Ces deux cultures sont plus compliquées, car elles ne sont pas aptes à la consommation humaine. Quand l'épi de maïs est prêt, les gens viennent le voler. Ils font des *envueltos*⁷¹ puis ils les vendent. Afin d'empêcher cette situation, nous devons faire des tours de surveillance (patrouiller) aux champs... alors tout cela cause toujours des ennuis. (Entrevue C1 No 12).

L'autoroute qui divise en deux le *resguardo* joue un rôle central dans la soustraction du maïs par les Blancs et les colons, n'importe qui y passant en voiture ou à moto ayant un accès direct à *la*

⁷¹ Type de pain cuit dans la feuille du plantain.

maicera. Cependant, ce qui nous intéresse surtout ce sont les pillages commis à l'intérieur par quelques membres de la communauté. A priori, cette pratique peut être vue comme un simple vol. Or, du point de vue de l'économie morale, elle est susceptible d'être lue comme une forme quotidienne de révolte (Scott, 1976). Scott souligne qu'un indicateur du changement dans les relations de classe inclut « the means peasants devise for clandestinely improving their terms of exchange with landlords while avoiding open confrontations (...) They may pilfer from the landowner's granary or private fields when the occasion present itself. » (Scott, 1976, p. 231). Face aux pertes de maïs, la population doit payer le prix :

Nous sommes ceux qui subissent les conséquences. Nous sommes ceux qui travaillons avec eux [l'entreprise]. À la fin de la récolte, il manque entre 20 et 60 tonnes, et voilà que le maïs manquant, les pertes, nous est facturé [donc déduites des gains de la population]. Cette situation a créé des ennemis, du conflit. (Entrevue C1 No 12).

La soustraction du maïs, peu importe qui la pratique, a des répercussions sur toute la communauté. La perte du maïs est calculée par rapport à la production attendue par l'entreprise pour chaque hectare semé. La communauté est directement affectée par les pertes qui réduisent l'« indemnisation » reçue par le *resguardo*, tout en poussant ses membres à garantir une surveillance des cultures afin de protéger le montant final des investissements reçus par année. Lorsqu'il est question des raisons pour lesquelles Wacoyo a décidé d'enterrer l'alliance avec La Fazenda, malgré ses effets néfastes sur la santé, la réponse de la population est généralement défensive et démontre l'importance de la dimension raciale dans la prise de décisions au sein du *resguardo*. Il n'est pas surprenant de constater l'influence de l'imaginaire Blanc dans le façonnement du regard autochtone sur sa propre terre et sur la façon de percevoir les alliances, même inéquitables, comme un moyen susceptible d'améliorer les conditions de vie d'une population historiquement persécutée. Le récit spontané des leaders communautaires sur leur relation avec l'entreprise montre comment ils se définissent eux-mêmes par rapport au regard et aux jugements des Blancs.

Nous habitons près de la municipalité de Puerto Gaitán, le *resguardo* n'est pas très loin. Cependant, nous avons le sentiment d'être observés en perpétuité... Les Blancs pensent que nous, les indigènes, sommes des fainéants (oisifs), puisque nous ne produisons rien et que nous ne faisons rien... mais nous faisons le maximum avec nos modestes outils. Une pelle, une machette n'auront pas le même impact qu'une machine, comme un tracteur. Avec un tracteur vous pouvez labourer une surface bien plus grande qu'en le faisant à la main. Donc, voilà ce qui arrive, les grandes entreprises

possèdent les machines et les outils indispensables pour labourer les grandes cultures... à moi tout seul, je suis incapable de labourer vingt hectares par mois, cependant, un tracteur peut le faire en deux journées... De ce fait (le désavantage mécanique), nous avons dû faire une entente avec eux (les entreprises). (Entrevue C2 No 5).

Nous proposons une lecture des pratiques économiques à travers le regard d'une approche normative. Nous nous intéressons donc à l'identification des valeurs qui guident la pratique économique : ce qui est « bon », ce qui est « correct », ce qui est « souhaitable » aux yeux de la population. En lisant l'extrait de l'entrevue, on remarque que la personne souligne la différence technique entre son peuple et les Blancs (la pelle vs le tracteur). En effet, les deux outils représentent l'écart entre les modes de production des deux acteurs. Cependant, la manifestation matérielle de cet écart se trouve attachée à un jugement de l'habitant du *resguardo* par rapport au regard du Blanc. Ce sentiment de jugement s'exprime avant même de souligner l'écart entre les moyens de production « nous avons le sentiment d'être observés », « Les Blancs pensent que nous, les indigènes, sommes des fainéants (oisifs), puisque nous ne produisons rien et que nous ne faisons rien... ». Ainsi, le référent à ce qui est bon, correct ou souhaitable est le mode de production fondé sur l'augmentation de la productivité par l'usage de la technologie. La logique derrière cette lecture du récit de l'habitant fait écho aux affirmations de Franz Fanon par rapport aux peuples afrodescendants :

C'est un fait : des Blancs s'estiment supérieurs aux Noirs. C'est encore un fait : des Noirs veulent démontrer aux Blancs coûte que coûte la richesse de leur pensée, l'égale puissance de leur esprit (...). S'il y a complexe d'infériorité, c'est à la suite d'un double processus : – économique d'abord ; – par intériorisation ou, mieux, épidermisation de cette infériorité, ensuite. (Fanon, 1952, p. 31-32).

Un des mots qui revient fréquemment dans cette entrevue, mais aussi dans plusieurs conversations avec d'autres membres de la communauté, est *flojo* ou, en langue sikuani, *apaitabi* : un mot qui signifie paresseux, oisif ou fainéant. Or, tel que nous l'avons démontré dans le chapitre précédent, les moralités quotidiennes font référence aux arguments et assomptions morales de peuples particuliers, en lieux particuliers, à propos de ce qui est « bon », « juste » ou « digne ». Elles sont directement reliées à la constitution sociale des groupes en déterminant les inclusions et les exclusions au sein de ceux-ci (Philo, 1991 cité dans Smith, 2000, p. 16). Dans l'économie morale du peuple Sikuani, l'adjectif *flojo* qualifie celui qui ne participe pas aux pratiques économiques

quotidiennes (Perafan Simmonds et al., 2000). En conséquence, le *flojo* est écarté progressivement des activités sociales et exclu des bénéfices de la vie communautaire. Au contraire, la participation aux activités quotidiennes est gratifiée sous la forme de prestige. Ironiquement, même si l'oisiveté est une caractéristique méprisée chez le peuple Sikuaní, ils sont jugés par les acteurs externes comme des paresseux. Ce préjugé découle d'un passé colonial commun à tous les peuples autochtones. Comme souligné dans le premier chapitre, l'imaginaire espagnol au moment de la rencontre des deux peuples se base sur la naïveté et la soumission des peuples autochtones. Il est remplacé au 17^e siècle par celui d'une « figure presque funeste, de mauvaises inclinations, d'une paresse innée et pratiquement incorrigible. » (González, 1970, p. 178). Par ailleurs, Roosbelinda Cardenas (2012) souligne, dans un exemple d'accaparement de terres d'une population afrodescendante du Sud de la Colombie, que la priorité du secteur privé est de transformer « local rationalities into entrepreneurial ones. » (Cardenas, 2012, p. 321). Ainsi, l'entrepreneuriat est présenté par celui-ci comme une vertu antonyme de l'oisiveté et la paresse.

Cherchant à faire une lecture alternative de la relation entre l'économie morale Sikuaní et le capitalisme, ce cas nous permet d'explorer de nouvelles pistes de réflexion. Nous proposons ainsi une hypothèse selon laquelle l'entrée du capital à l'intérieur du *resguardo* est facilitée par l'usage stratégique de l'économie morale Sikuaní par l'entreprise privée. À la lumière de l'économie morale, il est possible de penser que le secteur privé, par exemple, mobilise dans son discours capitaliste la vertu de l'entrepreneuriat parce qu'elle répond d'une part à l'aversion typique à l'économie morale Sikuaní vis-à-vis l'oisiveté, et d'autre part à l'ambition de ce peuple de démontrer aux Blancs ses qualités, ses valeurs et ses attentes.

La savane devient un luxe.

Le *resguardo* est une sphère de rencontre de trajectoires multiples qui coexistent, s'affectent mutuellement et entrent en conflit, dont les sujets et les objets sont construits au travers de l'espace des interrelations qui ont leurs propres spatiotemporalités internes. (Massey, 1999). Notre analyse offre un regard particulièrement intéressant sur les attentes de la population causées par la transformation des pratiques économiques introduites par *la maicera*, mais aussi sur comment ses attentes façonnent la perception de la population sur l'espace qui l'entoure. L'espoir de mettre en place un projet productif sur le terrain de *la maicera* est à plusieurs reprises réitéré dans nos entretiens. Le choix des mots utilisés pour décrire la savane et l'allusion au jugement des Blancs

lorsqu'il est question de l'asymétrie du pouvoir entre les habitants du *resguardo* et l'entreprise nous semble particulièrement intéressante dans les discours recueillis.

Grâce à ces terres préparées et labourées, je peux produire jusqu'à une arrobe de manioc (11kg environ) par plante et j'aurai éventuellement deux hectares pour cultiver le manioc... En même temps, c'est une obligation, nous devons faire quelque chose avec notre savane, qui est un luxe sur lequel malheureusement il n'y a aucun bétail, pas de vache, ni de mouton, ni rien. (...) Notre objectif c'est de faire ces alliances, car sans elles nous ne travaillons pas ... on ne fait absolument rien; peu importe si le Blanc dit que nous sommes en train de nous faire voler ou bien que nous sommes permissifs, nous avons déjà tiré du profit de tout ça. (Entrevue C2 No 5).

Même si les habitants sont conscients du fait qu'ils sont en train « d'être volés », ils considèrent cette alliance comme une opportunité de tirer des bénéfices. De plus, la manière par laquelle le contrôle de l'accès aux ressources du *resguardo* est cédé, est susceptible de faire croire à la population qu'il leur appartient toujours. Selon nos observations, les registres du journal et les récits recueillis, l'élite communautaire en tant qu'intermédiaire au sein de la relation entre la société subordonnée et l'acteur dominant, est également susceptible d'être influencée par les discours de l'agent externe.

Dans le cas spécifique de l'accaparement de terres, l'élite incorpore d'abord une nouvelle moralité, convaincue des bénéfices qu'elle-même, mais aussi le reste de la communauté, peut tirer de la négociation avec l'agent externe. Ainsi, le changement se passe d'abord au niveau de *la mentalité*⁷² de l'élite. Dans le processus d'intériorisation de cette nouvelle mentalité, un secteur de l'élite formule un discours qui facilite l'acceptabilité de ses décisions par la communauté, comme dans le cas de l'entente entre les entreprises et le *resguardo* qui, dans le long terme, ne bénéficie pourtant qu'aux agents externes. Ce discours, à notre avis, se construit à travers la récupération des bases de l'économie morale de la communauté.

Un espace vital pour le peuple Sikuani devient alors un luxe sous l'égide du néolibéralisme. La savane ou *waya'pu* correspond au territoire du bassin de l'Orénoque, un écosystème de 990 000 km² à l'origine de la cosmologie et de l'économie du peuple Sikuani. Dans le récit d'un membre

⁷² Selon Thompson (2000), *la mentalité* fait référence à la culture politique, aux attentes, aux traditions et aux superstitions du secteur de la population le moins favorisé (Thompson, 2000, p. 216). Dans notre réflexion, l'élite du *resguardo* fait partie du secteur défavorisé.

de la population, la valeur de la savane est maintenant acquise en fonction de sa productivité potentielle, répondant alors aux règles de l'économie de marché. L'installation de *la maicera* au sein du *resguardo* représente l'engagement de la communauté dans le projet néolibéral. Or, comme nous l'avons vu, cet engagement ne fait pas l'unanimité, l'accord avec La Fazenda ayant divisé la population du *resguardo* en deux. Nous observons aussi comment les agents externes se disputent le *contrôle résiduel* du *resguardo*, un morceau du territoire à la fois. Au sein du *resguardo*, on note un accaparement vertical du territoire⁷³ par les entreprises d'exploitation d'hydrocarbures depuis les années 2000 et un accaparement horizontal de celui-ci par les entreprises agro-industrielles depuis 2012. En 2018 l'accaparement cible la forêt primaire dans le cadre d'un projet de séquestration du carbone⁷⁴ (Registre du journal).

Anthias (2017) souligne que l'intrusion du capitalisme au sein des *resguardos* est intentionnellement réfléchi par l'État et des acteurs supranationaux. Comme nous l'avons vu précédemment, le *resguardo* est visé par une recolonisation sous de nouveaux prétextes et à l'aide d'anciennes institutions. Les politiques néolibérales constituent le vecteur principal de l'accélération des transformations économiques au sein des *resguardos*. Aux discours protectionnistes qui soutiennent la subordination des peuples autochtones, s'ajoutent les discours entrepreneuriaux qui facilitent leur intégration négative au marché global. Pour Anthias la propriété collective⁷⁵ constitue un espace qui n'est ni séparé, ni entièrement subsumé par le processus de développement capitaliste. « What emerges is “the parallel coexistence of multiple

⁷³ Braun (2000) en parlant du rôle de la géologie dans la production verticale du territoire. « Geology rendered the space of the Canadian state vertical (...) no longer only an extensive - and primarily agricultural - territory that required articulation with 'men', but a territory that depth, and whose verticality could be known and represented. ».

⁷⁴ La personne qui nous a parlé de ce sujet n'autorise par la divulgation de son nom, ni l'enregistrement de sa voix. Tout ce que nous pouvons dire à ce sujet est que ce matin, la personne enquêtée a entendu un membre de l'élite dire fièrement « j'ai vendu l'oxygène du *resguardo*! ». Les recherches que nous avons menées par rapport à ces allégations n'ont pas résulté en d'autres déclarations, d'abord parce que le sujet semblait très récent, mais aussi parce que la population a toujours été réticente de parler à l'individu qui aurait fait cette transaction. Même si nous ne l'avons pas confirmé, il y a de grandes chances que l'entreprise impliquée dans la transaction soit La Fazenda, parce que cet individu travaille pour l'entreprise en tant qu'intermédiaire officiel entre elle et la population (registre du journal).

⁷⁵ Son étude de cas se base sur une propriété collective bolivienne *Tierra Comunitaria de Origen*, soumise aux conditions historiques très similaires à celles de notre cas d'étude, notamment l'invasion des pétrolières dans les années 2000.

cultural differences that do not extinguish but instead antagonize and complement each other” » (Anthias, 2017, p. 268-269).

Anthias reprend la notion de la notion de *ch'ixi*, introduite par l'intellectuelle aymara Silvia Riviera Cusicanqui, pour rendre compte des enchevêtrements quotidiens entre indigénéité et capitalisme à l'intérieur des propriétés collectives. Le terme aymara *ch'ixi* fait référence à une couleur qui est « the product of juxtaposition, in small points or spots, of two opposed or contrasting colors. ». Ainsi, la notion *ch'ixi* « combines the Indian world and its opposite without ever mixing them » (Riviera Cusicanqui, 2012 cité dans Anthias, 2017, p. 269). Cette lecture de l'accaparement de terres nous permet d'approfondir notre compréhension de la concrétisation et l'opération des accords asymétriques établis entre les communautés collectives et les acteurs du secteur privé dans le cadre du néolibéralisme. Au fur et à mesure que les ententes se constituent et se mettent en place, de nouvelles pratiques s'installent, portant en elles un sens nouveau issu de la fusion des mœurs appartenant à deux économies morales distinctes. L'examen des jugements que la communauté porte sur la négociation des termes de l'entente et des pratiques qu'elle engendre, ouvre la réflexion sur la portée spatiale de la fusion entre ces deux économies morales. Cette méthode d'analyse cherche à relever dans les discours des membres de l'élite communautaire les jugements et évaluations sur les transactions et les pratiques économiques, dans le but de comparer l'espace matériel exploité par les agents externes avec l'espace issu de l'accaparement du contrôle de l'accès aux ressources. Ainsi, nous observons que, dans le *resguardo*, la présence des espaces de l'indigénéité s'estompe progressivement face à l'émergence d'espaces du capitalisme.

L'analyse normative de la situation nous a permis d'identifier que *l'accaparement du contrôle résiduel* se joue dans le champ de la moralité et affecte une échelle plus large que celle de l'accaparement de terres. La subordination de l'économie morale à l'économie dominante facilite l'accaparement du *contrôle résiduel* des *resguardos* en plus de garantir l'expansion du capital dans les territoires autochtones. Cette expansion permet aux acteurs dominants d'imposer des espaces capitalistes à l'échelle locale, comme en témoigne l'installation de *la maicera*. Ce faisant, le groupe dominant modifie les moralités quotidiennes des habitants dominés, construites en lien avec l'espace, le lieu, l'environnement et le paysage. Ainsi, la transformation de l'espace à l'échelle microlocale renforce la transformation de l'économie morale à l'échelle du *resguardo*. En effet, on constate que les interventions politiques et spatiales consolident la logique

entrepreneuriale et facilitent la reproduction d'espaces néolibéraux dans le *resguardo*, notamment en subordonnant les espaces autochtones. En suivant la même logique, l'accaparement du contrôle est susceptible d'affecter un espace plus large que celui du *resguardo*. Étant donné que les relations sociales fondées sur des questions morales affectent un espace plus large que celui des relations de pouvoir, les attentes de la population d'un *resguardo* peuvent influencer sur la transformation de l'économie morale des autres *resguardos*.

Conclusions

L'accaparement de terres est un phénomène qui avance à pas de géant en Amérique Latine en affectant sur son passage les environnements et populations qui se trouvent sur les territoires compatibles avec le modèle de production agroindustriel. C'est à l'aube du néolibéralisme que la quête de la terre prend des dimensions disproportionnées comme celles qu'on observe actuellement. La phase d'expansion du capitalisme a largement bénéficié de la titularisation des terres des minorités ethniques en Amérique Latine. Aujourd'hui, cette pratique ravageuse se déguise à travers de nouveaux prétextes qui appellent à des stratégies autres que l'usage de la violence. L'accaparement de terres qui cible les territoires des peuples autochtones trouve sa légitimité à l'intérieur de nouveaux discours et de nouvelles pratiques jumelées au discours traditionnellement protectionniste des mécanismes de contrôle coloniaux comme celui de la propriété collective. C'est pourquoi il convient de parler d'accaparement du contrôle afin de souligner comment, dans le scénario néolibéral, ceux qui disposent du capital pour mettre en place des cultures agro-industrielles ont trouvé le moyen d'accéder et d'exploiter la terre sans avoir besoin de l'acquérir. L'intérêt des entrepreneurs à négocier la location de terres avec les peuples autochtones disposant d'un titre de propriété collective réside dans les avantages liés à la sécurité des investissements et à la réduction de la bureaucratie.

Nous avons introduit la notion d'accaparement du *contrôle résiduel* – de l'accès aux ressources – afin de rendre compte de l'existence de dépossession dans un contexte où la propriété de la terre n'est pas nécessairement souhaitée par celui qui l'exploite; mais également pour souligner la dépossession historique à laquelle les peuples autochtones ont été soumis à l'aide de la propriété collective. Le *contrôle résiduel* représente le contrôle borné par la propriété collective que l'État octroie aux peuples autochtones sous la forme de titres. Cette forme limitée du pouvoir suffit aux communautés pour que celles-ci autorisent l'entrée des capitaux sur le territoire et octroient la permission aux agents externes d'en exploiter les ressources.

Nous avons cherché à comprendre comment l'économie morale des peuples autochtones participe à l'accaparement du *contrôle résiduel*, dans un contexte où le néolibéralisme accélère le rythme de leur transition vers le capitalisme. Notre propos n'a jamais été celui de responsabiliser les peuples autochtones des conséquences de l'accaparement de terres. Au contraire, nous avons cherché à

respecter le statut de l'économie Sikuani. Ce faisant, nous voulons souligner que les sociétés impliquées dans le processus de transition d'une économie non capitaliste vers le capitalisme, perçoivent le monde de manière distincte. Malgré tout, force est d'admettre que la lecture de la réalité se fait généralement à travers le regard de la société dominante. En reconnaissant d'une part cette forme d'injustice épistémologique propre à la recherche scientifique occidentale, ainsi que les limites et écarts qui en résultent, et en considérant d'autre part les restrictions physiques et humaines qui ont influencé ce mémoire, nous considérons qu'un premier pas vers la mise à niveau des économies des sociétés subordonnées nécessite la reconnaissance de l'agentivité de leur population dans façonnement de leur propre histoire.

C'est dans cet esprit que nous avons opté pour l'approche normative. L'économie morale s'intéresse à examiner comment les activités économiques affectent et sont affectées par les sentiments et les normes morales, et à explorer les normes constitutives des pratiques économiques en évaluant leur légitimité morale. Dans ce mémoire nous avons priorisé l'identification des valeurs, des jugements et des évaluations émis par la communauté, en présentant une lecture alternative des pratiques économiques issues des dynamiques d'accaparement du *contrôle résiduel*. En retraçant l'évolution de la relation économique entre la communauté de Wacoyo et l'entreprise La Fazenda-Aliar S.A., nous avons observé comment l'habilité du secteur privé est mise en jeu lorsque vient le temps de fonder et maintenir une relation de pouvoir asymétrique fondée sur les impératifs économiques capitalistes. L'habilité du secteur privé fait référence aux objets matériels, personnes, institutions et symboles qui se positionnent autant dans la sphère de la légalité, qu'à l'extérieur de celle-ci. Le *resguardo* a été conçu pour assigner les peuples autochtones à une spatialité précise et définie sous prétexte de protéger leur intégrité physique et culturelle, même dans le cas de peuples nomades dont la société et l'économie se fondent plutôt sur la transhumance. La figure juridique du *resguardo* interdit de manière explicite la location des terres. L'habilité du secteur privé s'exprime alors à travers l'usage de l'économie morale de la communauté pour s'opposer au sens de la norme qui interdit cette location.

Il faut souligner que l'État facilite ces stratégies de détournement lorsqu'il impose aux communautés une intégration institutionnelle faite à travers des outils de planification comme les *planes de vida* qui véhiculent un discours qu'exalte la gestion par projets et le partenariat avec le secteur privé. Les projets d'investissement locaux qui viennent de pair avec les partenariats,

facilitent l'insertion du capital au sein des propriétés collectives et légalisent les transactions à l'échelle administrative de la société dominante. Cependant, la légalisation de ces pratiques au sein des communautés se fait par des négociations bilatérales des conflits entre parties prenantes au sein de relations de pouvoir asymétriques.

La relation économique se construit en mettant d'abord en péril l'intégrité physique de la communauté vulnérabilisée et la vulnération des droits légaux accordés par la loi de la société dominante, en générant ensuite des conflits qui débouchent vers des négociations bilatérales entre parties affichant un écart de pouvoir important. Lors de celles-ci, la partie dominante acquiesce à des compromis et des obligations qui suivent les principes de l'économie morale autochtone, c'est-à-dire en respect avec le principe de réciprocité verticale. Les compromis acquis ne sont cependant que partiellement honorés par l'entreprise, ce qui mène à de nouveaux conflits et de nouvelles négociations. Celles-ci aboutissent à des accords qui permettent la création d'espaces de production capitalistes au sein des communautés collectives. Ainsi, *la maicera* est en soi un territoire conquis par l'agro-industrie à l'intérieur duquel de nouvelles pratiques économiques s'installent.

En examinant comment les activités économiques affectent et sont affectées par les sentiments et les normes morales dans le récit des acteurs, nous constatons l'intérêt d'obtenir des ressources par la voie du travail salarié ou de l'entrepreneuriat plutôt que par les activités traditionnelles de survie. Retracer l'historique des négociations et des accords à travers les récits des membres de la population qui y ont participé nous a permis d'explorer les normes qui régissent les pratiques économiques et les évaluations de leur légitimité morale qu'en font les habitants. Nous avons observé l'usage par l'entreprise de stratégies voulant faire passer l'accord comme le paiement d'indemnisation pour les dommages causés, ou encore l'argument selon lequel 10 ans d'exploitation agroindustrielle des sols les rendraient complètement fertiles. Le premier exemple fait appel à la notion de justice au sein de la population, alors que le second nourrit l'espoir d'un avenir entrepreneurial fondé sur une information sans fondement scientifique. La réciprocité verticale qui domine la relation entre les deux parties se sert également de l'économie morale Sikuanu au service de la pénétration du capital. Cette intrusion peut être motivée par la poursuite d'épanouissement social d'un secteur de l'élite, elle-même alimentée par l'imaginaire entrepreneurial et le besoin de surmonter des préjugés fondés sur la race.

Notre objectif a été de démontrer le rôle central de l'économie morale dans la structuration de l'espace promue par l'accaparement de terres. L'analyse de la réalité normative autochtone nous autorise à penser l'espace en fonction des évaluations de la population du *resguardo* vis-à-vis les processus d'expansion capitaliste qui ont cours sur leur territoire. À la lumière de l'économie morale, nous observons que les attentes de la population locale (*resguardo*) sont façonnées par des interventions faites à l'échelle micro local (*la maicera*), ce qui démontre que l'accaparement du *contrôle résiduel* comprend le *resguardo* en entier. Ainsi, l'espace qui résulte de la synergie entre morale et géographie fait appel à une spatialité plus large que celle à laquelle fait référence le simple accaparement de terres.

Références bibliographiques

- Anthias, P. (2017). Ch'ixi landscapes : Indigeneity and capitalism in the Bolivian Chaco. *Geoforum*, 82, 268-275. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.09.013>
- Anthias, P., & Radcliffe, S. (2015). The ethno-environmental fix and its limits : Indigenous land titling and the production of not-quite-neoliberal natures in Bolivia. *Geoforum*, 64, 257-269. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2013.06.007>
- Arnold, T. C. (2001). Rethinking Moral Economy. *American Political Science Review*, 95(1), 85-95. <https://www.cambridge.org/core/journals/american-political-science-review/article/rethinking-moral-economy/497D1426E81F2F4926AF052467577011>
- Berman, B. J. (2016). Moral economy, hegemony, and moral ethnicity. In B. J. Berman, A. Laliberté, S. J. Larin, & G. Lynch (Éds.), *The moral economies of ethnic and nationalist claims* (p. 23-48). UBC Press.
- Berman, B. J., Laliberté, A., Larin, S. J., & Lynch, G. (Éds.). (2016). *The moral economies of ethnic and nationalist claims*. UBC Press.
- Berman, B. J., & Larin, S. J. (2016). The moral economies of ethnic and nationalist claims. In B. J. Berman, A. Laliberté, S. J. Larin, & G. Lynch (Éds.), *The moral economies of ethnic and nationalist claims* (p. 3-22). UBC Press.
- Booth, W. J. (1994). On the Idea of the Moral Economy. *American Political Science Review*, 88(3), 653-667. <https://doi.org/10.2307/2944801>
- Borras, S., & Franco, J. (2011). Global Land Grabbing and Trajectories of Agrarian Change : A Preliminary Analysis. *Journal of Agrarian Change*, 12(1), 34-59. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0366.2011.00339.x>

- Borras, S., Franco, J. C., Gómez, S., Kay, C., & Spoor, M. (2012a). Land grabbing in Latin America and the Caribbean. *The Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), 845-872. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.679931>
- Borras, S., Franco, J., Gómez, S., Kay, C., & Spoor, M. (2012b). Land grabbing in Latin America and the Caribbean. *The Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), 845-872. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.679931>
- Borras, S., Kay, C., Gómez, S., & Wilkinson, J. (2012a). Land grabbing and global capitalist accumulation : Key features in Latin America. *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 33(4), 402-416. <https://doi.org/10.1080/02255189.2012.745394>
- Borras, S., Kay, C., Gómez, S., & Wilkinson, J. (2012b). Land grabbing and global capitalist accumulation : Key features in Latin America. *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 33(4), 402-416. <https://doi.org/10.1080/02255189.2012.745394>
- Borras, S., McMichael, P., & Scoones, I. (2010). The politics of biofuels, land and agrarian change : Editors' introduction. *The Journal of Peasant Studies*, 37(4), 575-592. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.512448>
- Braun, B. (2000). Producing vertical territory : Geology and governmentality in late Victorian Canada. *Ecumene*, 7(1), 7-46. JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/44252276>
- Bricas, N., & Daviron, B. (2008). De la hausse des prix au retour du « productionnisme » agricole : Les enjeux du sommet sur la sécurité alimentaire de juin 2008 à Rome. *Hérodote*, 131, 31-39. <https://doi.org/10.3917/her.131.0031>
- Brunel, S. (2008). La nouvelle question alimentaire. *Hérodote*, 131, 14-30. <https://doi.org/10.3917/her.131.0014>

- Butler Flora, C., & Bendini, M. (2003). Globalización en cadenas de valor agroalimentarias, relaciones entre el mercado, el estado y la sociedad civil. In M. Bendini (Éd.), *El campo en la sociología actual: Una perspectiva latinoamericana* (p. 341-365). Editorial La Colmena.
- Calle Alzate, L. (2016). *La insaciable búsqueda de El Dorado: Procesos hegemónicos y dispositivos de dominación en un pueblo sikuani de la orinoquía colombiana* [UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID].
<http://eprints.ucm.es/37892/1/T37273.pdf>
- Calle Alzate, L. (2017). El espejismo de la autonomía indígena: Mirada a la situación de una comunidad en la Orinoquía Colombiana. *Deusto Journal of Human Rights*, 0(12), 71-96.
<https://doi.org/10.18543/aahdh-12-2014pp71-96>
- Cardenas, R. (2012). Green multiculturalism: Articulations of ethnic and environmental politics in a Colombian 'black community'. *The Journal of Peasant Studies*, 39(2), 309-333.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2012.665892>
- Cheater, A. (1990). The Ideology of « Communal » Land Tenure in Zimbabwe: Mythogenesis Enacted? *Africa: Journal of the International African Institute*, 60(2), 188-206.
<https://doi.org/10.2307/1160332>
- Cotula, L. (2009). *Land grab or development opportunity?: Agricultural investment and international land deals in Africa*. IIED; FAO; IFAD.
<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak241e/ak241e.pdf>
- Cresswell, T. (2005). Moral geographies. In D. Atkinson (Éd.), *Cultural geography: A critical dictionary of key concepts* (p. 128-134). I.B. Tauris; In the United States distributed by Palgrave Macmillan.

- DANE. (2013). *Proyección de población indígena, según resguardo 2014*. Geoportail DANE.
<https://geoportal.dane.gov.co/>
- DANE, & Minagricultura. (2014). *Tercer censo agropecuario*.
https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/agropecuario/CNA_1960/META.PDF
- De Schutter, O. (2011). How not to think of land-grabbing: Three critiques of large-scale investments in farmland. *The Journal of Peasant Studies*, 38(2), 249-279.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2011.559008>
- Deininger, K., & Byerlee, D. (2011). *Rising Global Interest in Farmland*. The World Bank.
<https://doi.org/10.1596/978-0-8213-8591-3>
- Diepart, J.-C., & Dupuis, D. (2014). The peasants in turmoil: Khmer Rouge, state formation and the control of land in northwest Cambodia. *The Journal of Peasant Studies*, 41(4), 445-468.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2014.919265>
- Dinero. (2017, octubre 17). Llanero solitario. *Agropecuaria Aliar y sus planes para el futuro*.
<http://www.dinero.com/edicion-impres/negocios/articulo/agropecuaria-aliar-planes-para-futuro/202134>
- Dufumier, M., & Hugon, P. (2008). Piques et polémiques les « émeutes de la faim »: Du sous investissement agricole à la crise sociopolitique. *Revue Tiers Monde*, 196, 927-934.
<https://doi.org/10.3917/rtm.196.0927>
- Edelman, M. (2013). Messy hectares: Questions about the epistemology of land grabbing data. *The Journal of Peasant Studies*, 40(3), 485-501.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2013.801340>
- El Tiempo. (2008, abril 1). Aliar S.A. consolida plan agroindustrial en Puerto Gaitán (Meta) con inversión de US\$ 130 millones de dólares. *El Tiempo*.
<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4060432>

- El Tiempo. (2013a, février 11). Marraneras de La Fazenda se van en 4 meses. *El Tiempo*.
<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-12590305>
- El Tiempo. (2013b, novembre 29). La Fazenda, a devolver la tierra comprada a Víctor Carranza.
El Tiempo. <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13148847>
- Encyclopedia Britannica. (2014). *Hacienda*. Encyclopedia Britannica.
<https://www.britannica.com/topic/hacienda-estate>
- Encyclopedia Britannica. (2015). *Cabildo*. Encyclopedia Britannica.
<https://www.britannica.com/topic/cabildo-local-government>
- Encyclopedia Britannica. (2019). *Encomienda*. Encyclopedia Britannica.
<https://www.britannica.com/topic/encomienda>
- Fairhead, J., Leach, M., & Scoones, I. (2012). Green Grabbing : A new appropriation of nature?
The Journal of Peasant Studies, 39(2), 237-261.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2012.671770>
- Fals-Borda, O. (1957). Indian Congregations in the New Kingdom of Granada : Land Tenure
 Aspects, 1595–1850*. *The Americas*, 13(4), 331-351. <https://doi.org/10.2307/979439>
- FAO. (2008a). *High-Level Conference of World Food Security : The Challenges of Climate
 Change and Bioenergy*. FAO : ITPS. https://doi.org/10.1007/978-90-481-9516-9_13
- FAO. (2008b). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 : Prix élevé des denrées
 alimentaires et sécurité alimentaire : menaces et perspectives*. FAO.
- FAOSTAT. (2015). *Terres arables disponibles 2015*. <http://www.fao.org/faostat/en/#data/RL>
- Flórez, A. (2003). *Colombia : Evolución de sus relieves y modelados* (1. ed). Universidad Nacional
 de Colombia, Red de Estudio de Espacio y Territorio, RET.
- Gaitán Quintero, H. (2019). *Reconfiguración de las dinámicas económicas y socioculturales en el
 pueblo sikuani de puerto Gaitán-Meta. 1970- 2019*.

- Gilhodes, P. (1998). La question agraria en Colombia (1900-1946). In *Nueva historia de Colombia : NHC. Relaciones internacionales, movimientos sociales: Vol. III* (p. 307-337). Planeta.
- Glaeser, B. (2010). *The Green Revolution Revisited: Critique and Alternatives*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780203840443>
- Golay, C. (2010). Crise et sécurité alimentaires : Vers un nouvel ordre alimentaire mondial ? *International Development Policy | Revue internationale de politique de développement*, 1(1), 229-248. <https://doi.org/10.4000/poldev.133>
- González, M. (1970). Orígenes de la institución del resguardo. *Revista de la Universidad Nacional* (1944 - 1992), 0(6), 171-187.
<https://revistas.unal.edu.co/index.php/revistaun/article/view/11889>
- Götz, N. (2015). ‘Moral economy’ : Its conceptual history and analytical prospects. *Journal of Global Ethics*, 11(2), 147-162. <https://doi.org/10.1080/17449626.2015.1054556>
- GRAIN. (2008). *Seized: The 2008 landgrab for food and financial security*.
<https://www.grain.org/article/entries/93-seized-the-2008-landgrab-for-food-and-financial-security>
- GTZ. (2009). *Foreign Direct Investment (FDI) in Land in developing countries*. GTZ.
<https://www.giz.de/expertise/downloads/Fachexpertise/giz2010-en-foreign-direct-investment-dc.pdf>
- Hale, C. R. (2005). Neoliberal Multiculturalism : The Remaking of Cultural Rights and Racial Dominance in Central America Symposium: Critical Perspectives on Human Rights and Multiculturalism in Neoliberal Latin America. *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, 28(1), 10-28. <https://heinonline.org/HOL/P?h=hein.journals/polar28&i=14>

- Hall, D. (2011). Land grabs, land control, and Southeast Asian crop booms. *The Journal of Peasant Studies*, 38(4), 837-857. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.607706>
- Hall, R. (2011). Land grabbing in Southern Africa : The many faces of the investor rush. *Review of African Political Economy*, 38(128), 193-214. https://econpapers.repec.org/article/tafrevape/v_3a38_3ay_3a2011_3ai_3a128_3ap_3a193-214.htm
- Harvey, D. (1973). *Social justice and the city*. Edward Arnold.
- Holmes, G. (2014). What is a land grab? Exploring green grabs, conservation, and private protected areas in southern Chile. *The Journal of Peasant Studies*, 41(4), 547-567. <https://doi.org/10.1080/03066150.2014.919266>
- Holt Gimenez, E., & Shattuck, A. (2011). Food crises, food regimes and food movements : Rumblings of reform or tides of transformation? *The Journal of Peasant Studies*, 38(1), 109-144. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.538578>
- Hughes, L. (2016). Rights, wrongs, and reciprocity. In B. J. Berman, A. Laliberté, S. J. Larin, & G. Lynch (Éds.), *The moral economies of ethnic and nationalist claims* (p. 70-100). UBC Press.
- ILC. (2011). *Land Rights and the Rush for Land*. <http://www.landcoalition.org/en/resources/land-rights-and-rush-land>
- Janin, P. (2009). Les « émeutes de la faim » : Une lecture (géo-politique) du changement (social). *Politique étrangère*, Eté(2), 251-263. <https://doi.org/10.3917/pe.092.0251>
- Kalmanovitz, S. (1998). El régimen agrario durante el siglo XIX en Colombia. In C. C. Schrader (Éd.), *Nueva historia de Colombia : NHC.: Vol. 2: Era republicana*. Planeta.
- Kelly, A. B. (2011). Conservation practice as primitive accumulation. *Journal of Peasant Studies*, 38(4), 683-701. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.607695>

- La República. (2017, février 7). *La Fazenda, el negocio que cumplió 10 años*.
<https://www.agronegocios.co/ganaderia/la-fazenda-el-negocio-que-cumplio-10-anos-2622463>
- Larrañaga Méndez, J. D. (2016). *El proceso creativo de Jaime Liévano Camargo y la fazenda (Aliar S.A.)*. 83.
- Larrère, R. (2002). Agriculture : Artificialisation ou manipulation de la nature. *Cosmopolitiques*, 1, 158–174.
- Las2Orillas. (2017, avril 17). La Fazenda : El megacriadero de cerdos en los Llanos al que le apostaron Uribe y Santos. *Las2orillas*. <https://www.las2orillas.co/la-fazenda-el-megacriadero-de-cerdos-en-los-llanos-al-que-le-apostaron-uribe-y-santos/>
- Li, T. (2010). Indigeneity, Capitalism, and the Management of Dispossession. *Current Anthropology*, 51(3), 385-414. <https://doi.org/10.1086/651942>
- Li, T. (2011). Centering labor in the land grab debate. *The Journal of Peasant Studies*, 38(2), 281-298. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.559009>
- Llanoticias. (2015, 10). Socialización de acuerdos entre el resguardo Wacoyo y ALIAR S.A. *Llanoticias*. <http://www.llanoticias.com/2015/07/socializacion-de-acuerdos-entre-el.html>
- Lyll, A. (2018). A moral economy of oil : Corruption narratives and oil elites in Ecuador. *Culture, Theory and Critique*, 59(4), 380-399. <https://doi.org/10.1080/14735784.2018.1507752>
- Mamonova, N. (2015). Resistance or adaptation? Ukrainian peasants' responses to large-scale land acquisitions. *The Journal of Peasant Studies*, 42(3-4), 607-634. <https://doi.org/10.1080/03066150.2014.993320>
- Margulis, M. E., McKeon, N., & Borras, S. (2013). Land Grabbing and Global Governance : Critical Perspectives. *Globalizations*, 10(1), 1-23. <https://doi.org/10.1080/14747731.2013.764151>

- Massey, D. B. (1999). Spaces of politics. In D. B. Massey, J. Allen, & P. Sarre (Éds.), *Human geography today* (p. 219-242). Polity Press ; Blackwell Publishers.
- Matless, D. (1995). Culture run riot? Work in social and cultural geography, 1994. *Progress in Human Geography*, 19(3), 395-403. <https://doi.org/10.1177/030913259501900306>
- Matless, D. (2000). Action and Noise Over a Hundred Years : The Making of a Nature Region. *Body & Society*, 6(3-4), 141-165. <https://doi.org/10.1177/1357034X00006003008>
- McAfee, K. (2008). Exporting crop biotechnology : The myth of molecular miracles. In G. Otero (Éd.), *Food for the few : Neoliberal globalism and biotechnology in Latin America* (1st ed, p. 61-90). University of Texas Press.
- McCarthy, J. F. (2010). Processes of inclusion and adverse incorporation : Oil palm and agrarian change in Sumatra, Indonesia. *The Journal of Peasant Studies*, 37(4), 821-850. <https://doi.org/10.1080/03066150.2010.512460>
- McEwan, C., Hughes, A., & Bek, D. (2017). Fairtrade, place and moral economy : Between abstract ethical discourse and the moral experience of Northern Cape farmers. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 49(3), 572-591. <https://doi.org/10.1177/0308518X16674722>
- McMichael, P. (2012). The land grab and corporate food regime restructuring. *The Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), 681-701. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.661369>
- Meiksins Wood, E. (2013). *L'origine du capitalisme : Une étude approfondie*.
- MinAgricultura. (2015, mai 29). *MinAgricultura y Banco Agrario ponen la primera piedra de planta porcícola 'La Fazenda'*. <https://www.minagricultura.gov.co/noticias/Paginas/MinAgricultura-y-Banco-Agrario-La-Fazenda.aspx>

- Moncada Zapata, D. (2017). *Determinar la incidencia de la aplicación de la consulta previa en la calidad de vida de las comunidades indígenas caso de estudio resguardo Wacoyo*. <http://repository.unilibre.edu.co/handle/10901/10429>
- Montañez, G. (2017). Los nuevos espacios del capital en la Orinoquía colombiana. In F. Rodríguez, J. Camacho, & J. Morales (Éds.), *Concentración, acaparamiento de tierras, desarrollo rural y derecho a la alimentación* (p. 275-279). Universidad Externado de Colombia : ICANH : FIAN-Colombia.
- Ojeda, D. (2012). Green pretexts : Ecotourism, neoliberal conservation and land grabbing in Tayrona National Natural Park, Colombia. *The Journal of Peasant Studies*, 39(2), 357-375. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.658777>
- Otero, G. (2008). Neoliberal globalism and the biotechnology revolution : Economic and historical context. In G. Otero (Éd.), *Food for the few : Neoliberal globalism and biotechnology in Latin America* (1st ed, p. 1-29). University of Texas Press.
- Otero, G., & Pechlaner, G. (2008a). Food for the Few? In G. Otero (Éd.), *Food for the few : Neoliberal globalism and biotechnology in Latin America* (1st ed, p. 289-300). University of Texas Press.
- Otero, G., & Pechlaner, G. (2008b). Latin american agriculture, food, and biotechnology : Temperate dietary pattern adoption and unsustainability. In G. Otero (Éd.), *Food for the few : Neoliberal globalism and biotechnology in Latin America* (1st ed, p. 31-60). University of Texas Press.
- OXFAM. (2011). *Land and Power*. <https://www.oxfam.org/en/research/land-and-power>
- Oya, C. (2013). Methodological reflections on ‘land grab’ databases and the ‘land grab’ literature ‘rush’. *The Journal of Peasant Studies*, 40(3), 503-520. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.799465>

- Patel, R. (2013). The Long Green Revolution. *The Journal of Peasant Studies*, 40(1), 1-63.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2012.719224>
- Patnaik, U. (2009). View of Origins of the Food Crisis in India and Developing Countries. *Monthly Review*, 61(3), 63-77. https://archive.monthlyreview.org/index.php/mr/article/view/MR-061-03-2009-07_5/4866
- Peluso, N. L., & Lund, C. (2011). New frontiers of land control : Introduction. *The Journal of Peasant Studies*, 38(4), 667-681. <https://doi.org/10.1080/03066150.2011.607692>
- Pérez Romero, M. A. (2016). *Aproximaciones a la ecoregión de la orinoquia a partir del acaparamiento y la disputa por la tierra. Una mirada a la profundidad sikuani.*
- Philo, C. (Éd.). (1991). *New words, new worlds : Reconceptualising social and cultural geography ; proceedings of a conference ; [held] Department of Geography, University of Edinburgh, 10-12 September, 1991.* St Davids University College.
- Polanyi, K. (1983). *La grande transformation : Aux origines politiques et économiques de notre temps.*
- Portafolio. (2018, septembre 27). Vía al Llano : Este año van 188 deslizamientos. *Portafolio.co.*
<https://www.portafolio.co/economia/infraestructura/via-al-llano-este-ano-van-188-deslizamientos-521714>
- Radcliffe, S. (1999). Popular and State Discourses of Power. In D. B. Massey, J. Allen, & P. Sarre (Éds.), *Human geography today* (p. 219-242). Polity Press ; Blackwell Publishers.
- Ribot, J. C., & Peluso, N. L. (2003). A Theory of Access*. *Rural Sociology*, 68(2), 153-181.
<https://doi.org/10.1111/j.1549-0831.2003.tb00133.x>
- Rippatein, G., & Escobar, G. (2001). *Agroecología y biodiversidad de las sabanas en los llanos orientales de Colombia.*
http://www.ciat.cgiar.org/downloads/pdf/Agroecologia_y_biodiversidad.pdf

- Rogan, T. (2018). *The moral economists : R.H. Tawney, Karl Polanyi, E.P. Thompson, and the critique of capitalism*. Princeton University Press.
- Rogers, A., Castree, N., & Kitchin, R. (2013). *Redistribution*. Oxford University Press.
<https://www.oxfordreference.com/view/10.1093/acref/9780199599868.001.0001/acref-9780199599868-e-1524>
- Rose, L. L. (2002). African Elites' Land Control Maneuvers. *Études rurales*, 163/164, 187-213.
 JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/20122941>
- Sack, R. D. (1997). *Homo geographicus : A framework for action, awareness, and moral concern*. Johns Hopkins University Press.
- Samaluk, B. (2016). Neoliberal Moral Economy : Migrant Workers' Value Struggles Across Temporal and Spatial Dimensions. In C. Karner & B. Weicht (Éds.), *The Commonalities of Global Crises : Markets, Communities and Nostalgia* (p. 61-85). Palgrave Macmillan UK.
https://doi.org/10.1057/978-1-137-50273-5_3
- Sayer, A. (2000). Moral Economy and Political Economy. *Studies in Political Economy*, 61(1), 79-103. <https://doi.org/10.1080/19187033.2000.11675254>
- Sayer, A. (2007). Moral Economy as Critique. *New Political Economy*, 12(2), 261-270.
<https://doi.org/10.1080/13563460701303008>
- Sayer, A. (2015). Time for moral economy? *Geoforum*, 65, 291-293.
<https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.07.027>
- Sayer, A. (2019). Moral economy, the Foundational Economy and decarbonisation. *Renewal*, 27(2), 40-46.
- Sayer, A., & Storper, M. (1997). *Guest Editorial Essay*. 17.
- Schneider, M. (2014). Developing the meat grab. *The Journal of Peasant Studies*, 41(4), 613-633.
<https://doi.org/10.1080/03066150.2014.918959>

- Scoones, I., Hall, R., Borras, S., White, B., & Wolford, W. (2013). The politics of evidence : Methodologies for understanding the global land rush. *The Journal of Peasant Studies*, 40(3), 469-483. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.801341>
- Scott, J. C. (1976). *The moral economy of the peasant : Rebellion and subsistence in Southeast Asia* (Nachdr.). Yale Univ. Press.
- Semper, F. (2006). *Los derechos de los pueblos indígenas de Colombia en la jurisprudencia de la Corte Constitucional*. 18.
- Sen, A. (1991). *On ethics and economics* (Reprinted). Lecture, Oxford. Blackwell.
- Smith, D. M. (2000). *Moral geographies : Ethics in a world of difference*. Edinburgh University Press.
- Soja, E. W. (2010). *Seeking spatial justice*. University of Minnesota Press.
- Solanas, F., Dezenove Som e Imagens, Thelma Film AG, & Radio-télévision suisse romande. (2015). *Mémoire d'un saccage*. Blaq Out.
- Stavig, W. (1988). Ethnic Conflict, Moral Economy, and Population in Rural Cuzco on the Eve of the Thupa Amaro II Rebellion. *Hispanic American Historical Review*, 68(4), 737-770. <https://doi.org/10.1215/00182168-68.4.737>
- Temple, D. (s. d.). *Le principe de réciprocité*. Consulté 16 mai 2020, à l'adresse http://dominique.temple.free.fr/reciprocite.php?page=reciprocite&id_rubrique=1
- The World Bank. (2007). *L'agriculture au service du développement : Rapport 2008 sur le développement dans le monde*. De Boeck Supérieur.
- Thompson, E. P. (1971). The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century. *Past & Present*, 50, 76-136. JSTOR. <https://www.jstor.org/stable/650244>
- Thompson, E. P. (2000). La economía « moral » de la multitud. In *Costumbres en común* (p. 211-293). Crítica.

- Till, K. E. (2009). Ethnography. In R. Kitchin & N. Thrift (Éds.), *International Encyclopedia of Human Geography* (p. 626-631). Elsevier. <https://doi.org/10.1016/B978-008044910-4.00430-2>
- Tuan, Y. (1986). *The good life*. University of Wisconsin Press.
- White, B., Borrás, S., Hall, R., Scoones, I., & Wolford, W. (2012). The new enclosures : Critical perspectives on corporate land deals. *The Journal of Peasant Studies*, 39(3-4), 619-647. <https://doi.org/10.1080/03066150.2012.691879>
- Wilson, M., & Jackson, P. (2016). Fairtrade bananas in the Caribbean : Towards a moral economy of recognition. *Geoforum*, 70, 11-21. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.01.003>
- Xu, Y. (2018). Land grabbing by villagers? Insights from intimate land grabbing in the rise of industrial tree plantation sector in Guangxi, China. *Geoforum*, 96, 141-149. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.08.012>
- Zoomers, A. (2010). Globalisation and the foreignisation of space : Seven processes driving the current global land grab. *The Journal of Peasant Studies*, 37(2), 429-447. <https://doi.org/10.1080/03066151003595325>

Annexes

Annexe 1 : Atillanura colombienne 1

Annexe 2 : Atillanura colombienne 2

Annexe 3 : Formes de réciprocité Sikuani

Annexe 4 : Formes de redistribution Sikuani

Annexe 1 — Atillanura colombienne 1



Neisa Rodriguez, E. (2018). *Atillanura Colombienne 1*. Source : DIVA-GIS. Divisions administratives et hydrographie. Téléchargée le 2018/03/21. Consulté à l'adresse <http://diva-gis.org/gdata>

Annexe 2 — Atillanura colombienne 2



Neisa Rodriguez, E. (2018). *Atillanura Colombienne 2*. Source : DIVA-GIS. Divisions administratives et hydrographie. Téléchargée le 2018/03/21. Consulté à l'adresse <http://diva-gis.org/gdata>

Annexe 3 — Formes de réciprocité Sikuani

Modalité	Situation	Échange de	Échangé pour	Donneur	Bénéficiaire
« Unuma » Travail communautaire	Conuco* (défrichage, semis, récolte) Coupe de bois Construction des maisons	Travail communau taire	Réciprocité ultérieure	Segment Analogue	Grand-Père
« Neya wuenaname merrabîa, pa merrabîa kaya wenanai'nantsi » Aidez-moi aujourd'hui, je vous aide demain	Conuco (défrichage, semis, récolte) Coupe de bois Construction de maisons Élevage Clôture, etc.	Travail	Travail	Segment Analogue	Segment Analogue
« Pematamo petîriba » Paiement de la mariée	Mariage	Fille	Aide inconditionnelle Manioc du conuco Viande Sans attente de réciprocité.	Beau-fils Segment Opposé	Beau-père Segment Opposé
« Amonai karrautasi » Je vous offre un cadeau	Visites	Biens	Prestige	Habitants du foyer	Membres des groupes de parenté consanguins ou d'alliances matrimoniales
« Nerra justsi'na pe'ri'rra » Il m'a été offert yucuta**	Visites	Yucuta	Hospitalité	Habitants du foyer	Autochtones des autres ethnies Colonos***
« Nemi jurre » Donnez-moi	Perte du conuco ou de la récolte du manioc	Segment du conuco	Réciprocité ultérieure	Segment Analogue	Segment Analogue
« kaya wenantsi » Aider	Code général de conduite	Biens et services	Réciprocité ultérieure	Chaque membre de la communauté	Chaque membre de la communauté

Source : Adapté de (Perafan et al., 2000).

* Mode intensif de production agricole

** Boisson faite à partir de manioc

*** Paysan non autochtone.

Annexe 4 — Formes de redistribution Sikuani

Modalité	Situation	Ressource à distribuer	Donneur	Redistributeur
« Pani'ya wénarre Collaborez à tous	» Réunions Voyages des autorités Procédures devant l'État	Argent Bétail	Ceux qui possèdent plus. Ceux qui ont accumulé bien d'échange.	qui Élite le communautaire
« Imo wuaja newaitsi neja Nous allons réparer le pont	» Construction et maintenance des ponts et des maisons communales	Travail communal	Communautés avoisinentes	Élites communautaires
« Dajita narrujeita Pêche	» Chasse et pêche communale	Travail communal	Chasseurs membres des familles nucléaires	Grand-Père des
Rituels (sauf les mariages)	Célébrations passage à l'âge adulte féminins et masculins, cycles des danses d'enterrement, etc.	Bien matériaux de prestige	Invités communautés voisines, groupes d'alliance matrimoniale	des Élite communautaire

Source : Adapté de (Perafan et al., 2000).